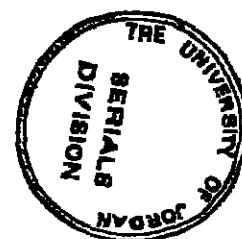


Supplément « Sans visa »

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14485 - 6 F

SAMEDI 24 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alors que le président Gorbatchev entend continuer à le réformer

Les manifestations hostiles au Parti communiste se multiplient en Union soviétique

Bientôt l'indépendance pour les Baltes ?

Il était clair que les revendications d'indépendance finiraient par aboutir dans une URSS qui se libérerait progressivement du carcan communiste. Mais ce processus va maintenant s'accélérer de manière considérable.

L'échec du putsch a en effet mis sur la touche les tenants les plus farouches du maintien de l'empire. Parmi les nombreuses aberrations des « conservateurs » soviétiques, le moindre n'était pas leur curieux refus d'entendre les appels d'Alexandre Soljenitsyne et de quelques - rares - autres intellectuels russes nationalistes à une décolonisation radicale, seul facteur de nature à libérer la Russie d'une crispation suicidaire et de lui permettre de retrouver ses « sources ». Seul le camp libéral, pourtant plus « internationaliste », a soutenu dès le début les revendications des Baltes et autres peuples engagés vers l'indépendance.

De son côté M. Gorbatchev a pratiqué depuis la première proclamation d'indépendance, celle de la Lituanie en mars 1990, une politique encore plus contradictoire que dans d'autres domaines. D'un côté, les principes de démocratie dont il se réclame l'obligeaient à reconnaître son corollaire en matière nationale, le droit à l'autodétermination des peuples. Il avait dû admettre aussi la nullité des accords Molotov-Ribbentrop, donc l'illégalité des annexions forcées de 1939.

De l'autre, il multipliait les obstacles à la mise en œuvre de ces principes, et pas seulement sous la pression des « durs » du bureau politique et du gouvernement de Moscou. Les négociations promises avec les capitales baltes n'ont pas dépassé le stade des « négociations sur la négociation ». Les seules actions concrètes du pouvoir central ont été les interventions périodiques, et souvent sanglantes, de l'armée, des troupes de l'intérieur et des OMON contre divers « objectifs » baltes d'importance parfois dérisoire, comme pour mieux souligner une volonté d'humiliation et de harcèlement.

Ce n'est donc pas par hasard que M. Bush, énumérant de manière plutôt abrupte les actions qu'il attend maintenant de M. Gorbatchev, a cité en bonne place l'ouverture de « véritables négociations » avec les Baltes pour mettre fin à une dépendance que les États-Unis, pas plus que les principaux autres gouvernements d'Occident, n'ont jamais reconnue. En outre et surtout, l'appui de M. Eltsine et de ses amis va sans doute pousser à une conclusion beaucoup plus rapide du processus.

Il devrait en aller de même avec les autres Républiques sécessionnistes : la Moldavie se rapproche de plus en plus de la République serbe roumaine, la Géorgie et l'Arménie ont annoncé et confirmé leurs intentions. Déjà le traité d'Union que ces Républiques refusaient, facilitait leur accession à l'indépendance, dans la mesure où il admettait un tel refus. Sa signature prochaine, mais surtout le nouveau contexte politique à Moscou, ouvrent une période beaucoup plus prometteuse.

M0147 - 0824 0 - 6,00 F



Le président Mikhaïl Gorbatchev et les dirigeants des Républiques soviétiques étaient réunis, vendredi matin 23 août, à Moscou, pour discuter à nouveau du traité de l'Union dont les putschistes voulaient empêcher la signature, prévue pour le mardi 20 août.

Le chef de l'Etat devait également rencontrer M. Boris Eltsine, le président russe, pour examiner la formation d'un gouvernement de « confiance nationale », qui ne comprendra plus M. Bessmertnykh, ministre des affaires étrangères, dont la démission a été annoncée par les services... du président Bush. Alors que M. Mikhaïl Gorbatchev, au cours d'une conférence de presse, a pris la défense du Parti communiste d'URSS, qu'il faut à ses yeux continuer à réformer, les manifestations hostiles au PCUS se développent dans le pays.

En Lituanie, le Parti communiste a été déclaré illégal. A Moscou, le conseil municipal a suspendu l'activité du PC, et en Kirghizie les autorités ont nationalisé, vendredi matin, le bâtiment du parti. A Lvov, en Ukraine, plusieurs centaines de personnes cernaient dans la matinée le siège du Parti communiste d'Union soviétique.

Dzerjinski, puis Lénine ?

MOSCOU
de notre envoyé spécial

Sous les ovations d'une dizaine de milliers de personnes en délire, une grue arrache de son socle la statue de Félix Dzerjinski, le fondateur en 1918 de la Tcheka, police politique ancêtre du KGB. Il est 23 h 30 ce jeudi 22 août, et le symbole d'un régime totalitaire honni vient d'être déposé place de la Loubianka devant le siège du KGB, où ont été torturés et emprisonnés des dizaines de milliers de milliers d'opposants ou de simples suspects.

« Félix » n'a pas été déboulonné sans mal et il a fallu plusieurs heures pour trouver le moyen de l'enlever de son socle. On a d'abord fait intervenir une petite grue et de petits câbles qui sont vite apparus inadéquats à la situation. Une puis deux grues lourdes sont arrivées en renfort. Pour tromper l'attente, une partie de la foule a scandé : « A bas le KGB ! », pendant qu'à l'autre bout de la place on célébrait un office religieux et qu'Elena Bonner, veuve de Sakharov, prenait le micro. Enfin, des fils sont passés sous le bras de la statue. Moteur. Les quatorze tonnes de fonte creuse s'élèvent dans les airs au milieu des clameurs et du crépitement des pétards.

Ce haut fait a été le point d'orgue d'une journée qui appartenait à la rue. Et la rue appartenait à Boris Eltsine. Plus de cent mille de ses partisans s'étaient rassemblés dès le matin devant la « Maison Blanche »

pendant que se poursuivait la session extraordinaire du Soviet suprême de Russie, retransmise à l'extérieur par des haut-parleurs. La foule, constellée de drapeaux russes - blancs, bleus, rouges - et de bouquets de fleurs, participait - joie et colère mêlées - de ses rugissements et de ses gestulations, aux travaux du Parlement russe.

« On a gagné ! s'est exclamé, d'entrée de jeu, un Boris Eltsine impérial. Ce sont les Moscovites et, en particulier, les jeunes qui ont fait échouer le coup d'Etat, permis la victoire de la démocratie sur la réaction et sauvé l'URSS. »

ALAIN FAUJAS
Lire la suite page 4

Lire aussi

- Les premières nominations annoncées par M. Gorbatchev
- Les hommes de M. Boris Eltsine
- Le Parti communiste mis en cause
- Les Républiques sécessionnistes veulent hâter l'indépendance
- L'entretien téléphonique entre M. Mitterrand et M. Gorbatchev
- Le président Bush n'entend pas augmenter l'aide à l'URSS
- Les réactions à Jérusalem et dans les pays arabes
- Les Douze restent tenus par leurs promesses aux pays d'Europe centrale
- Comment aider l'URSS aujourd'hui ?
- La direction du PCF fait volte-face
- La polémique sur l'attitude française

pages 3 à 8 et page 22

Avant les championnats du monde à Tokyo

Les athlètes de l'Est en perte de vitesse

Les troisièmes championnats du monde d'athlétisme s'ouvrent à Tokyo samedi 24 août et prendront fin le 1^{er} septembre. Cent six athlètes soviétiques, dont la participation était menacée par les récents événements de Moscou, sont arrivés en jet privé dans la capitale japonaise. Un an avant les Jeux olympiques de Barcelone, cette compétition quadriennale devrait confirmer le déclin des pays de l'Est, habitués hier à raffier les médailles.

Le renforcement des contrôles antidopages, le changement des structures du sport lié aux évolutions politiques et la fin des subventions des athlètes par l'Etat ont réduit depuis deux ans les performances des sportifs originaires de ces pays. Les championnats du monde de Tokyo devraient bouleverser la hiérarchie de l'athlétisme établie aux Jeux olympiques de Séoul en 1988.

Lire l'article de notre envoyé spécial à Tokyo
PHILIPPE BROUSSARD, page 14

Trois chocs, trois leçons

Krach boursier d'octobre 1987, guerre du Golfe, putsch soviétique.

Trois enseignements peuvent être tirés, sur le plan économique, de ces crises

par Erik Izraelewicz

L'« après-putsch » a commencé, pour l'économie aussi. Quelles seront les conséquences de ce coup d'Etat ? Elles seront sans doute modestes pour l'économie mondiale. Elles pourraient l'être beaucoup moins pour l'économie de l'URSS.

Pour la troisième fois en quatre ans, l'économie mondiale vient de subir un choc. En octobre 1987, elle avait été affectée par la tourmente du krach boursier. Entre août 1990 et février 1991, elle avait été « tétanisée » par la guerre du Golfe. Depuis le début de la semaine, elle était suspendue à l'évolution du coup d'Etat de Moscou. Ces événements qui ont duré plus ou

moins longtemps sont certes de nature bien différente. La bulle financière n'a mis que quelques semaines pour éclater. La guerre autour d'un gigantesque champ de pétrole, dans le Golfe, s'est déroulée sur plusieurs mois. Le coup d'Etat à la tête de l'une des principales puissances nucléaires du monde - un vain économiste cependant - n'aura tenu en

haléine le monde que quelques jours, avant d'échouer.

Malgré leur diversité, on peut cependant tirer trois leçons de ces chocs successifs : sur la sensibilité des marchés internationaux d'abord, sur l'incertitude des économies réelles ensuite, sur la permanence d'une valeur refuge, le dollar, enfin.

Lire la suite page 8

Voyage avec Colomb

22. - Les Indes véritables

De Trinidad, Colomb aperçoit en 1498 le continent inconnu que des Vosgiens baptiseront Amérique. Enquête sur le premier « coup » éditorial moderne dans une île où les Indiens sont d'Inde...

Lire page 2

le vingt-deuxième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 700 ML ; Allemagne, 250 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (hors), 2,50 \$.

Voyage avec Colomb



Pitch Lake, sur l'île de la Trinité. Ce véritable lac de pétrole, situé près de San-Fernando, a été formé par une éruption naturelle de pétrole observée pour la première fois par Christophe Colomb.

Venezuela, dont les habitants étaient d'habiles pêcheurs de perles. Dans le petit monde des aventuriers des mers, la nouvelle se serait vite et aurait suscité des vocations concurrentes. D'autres se préparaient à suivre la route des perles et, pour l'Amiral, il se serait agi d'officialiser avant eux sa découverte de 1494. Que l'hypothèse soit vraie ou fautive, elle cadre bien avec la confusion qui entoure cette seconde découverte colombienne où le continent succède aux îles. Une confusion à laquelle l'Amérique doit son nom. Parmi ces rivaux potentiels figurait en effet un Florentin installé à Séville, Amerigo Vespucci, devenu l'ami du Génois, et de trois ans son cadet.

Drôle d'ami, puisqu'il se fera une notoriété sur le dos de l'Amiral ! Triste épisode où la France n'a pas le bon rôle. L'histoire se déroule à Saint-Dié, dans les Vosges, où le duc de Lorraine parraine un centre intellectuel, le Gymnase vosgien, salon provincial de lettrés attentifs aux nouvelles du monde. Depuis l'invention de l'imprimerie, autour de 1450, la diffusion des idées a pris un essor foudroyant. Le Gymnase dispose d'une presse, publie et traduit au gré des curiosités de ses membres. Parmi eux, un chanoine d'origine allemande, passionné de cosmographie, Martin Waldseemüller. Or voici que lui tombe entre les mains un petit opuscule tout juste édité à Florence où un

Amerigo Vespucci, un « homme de bien », écrit-il, qui « s'est toujours montré désireux de me plaire » et « à qui la fortune s'est montrée contraire jusqu'à présent ». Les historiens espagnols, et notamment Consuelo Varela, qui vient de découvrir le testament de Vespucci, pensent avoir résolu l'énigme. Le Florentin est fait du même bois que le Génois : un émigré en ascension sociale, aventurier et habileur, qui saisit la chance comme elle vient. Après son voyage de 1499 pour le compte de l'Espagne, il passera au service du Portugal pour ses deux autres traversées, avant de finir épilote majeur de la Casa de las Indias, à Séville. Quant à son funeste livre, il n'en serait tout simplement pas l'auteur. Il s'agirait d'une habile compilation réalisée à Florence, où les récits des vraies navigations de Vespucci auraient été complétés de façon à obtenir le chiffre magique de « quatre » voyages qui restait le privilège du Génois, et par conséquent d'une ville rivale. Bref, un best-seller fabriqué à coups de plagiat et auquel la critique élogieuse des lettrés vosgiens donna le coup d'envoi. L'« affaire Vespucci » est d'une immoralité disant moderne.

DE la modernité, Trinidad crut un temps détenir le secret. Or noir, tel était ici le sésame du royaume des bienheureux, la clé de l'indépendance et le ressort du progrès. Contrôlée par des compa-

A Port-of-Spain, dans une suite de l'hôtel Hilton transformée en bureau provisoire, un Français éclaire ces inquiétudes que ses fonctions l'empêchent de partager. Jean-Paul Gauriat est responsable des sociétés d'exploration créées en 1990 par Total pour Trinidad et la Guyane toute proche. Depuis un an, depuis la révélation de l'instabilité géopolitique du Golfe, le Sud caribbe suscite rivalités et appétits pétroliers. « Le sous-sol est moins riche qu'au Venezuela, mais c'est à faible profondeur, donc pas cher. La zone est relativement prometteuse. On est sûr de trouver des hydrocarbures, donc on peut accepter des conditions plus dures. Et ça nous permet de ne pas avoir tous nos œufs dans le même panier. » Les coûts et les risques de l'exploration sont totalement pris en charge par les compagnies étrangères, qui ensuite, pour l'exploitation, doivent composer avec les sociétés d'Etat. « Ici, ils sont devenus « addicts » du pétrole, poursuit Gauriat. En 1975, le revenu moyen annuel de la France était de 100 millions, celui de la Trinidad de 10 millions. C'est transformé en cauchemar. »

Il montre les cartes du champ de bataille, une mer ouverte à la compétition, découpée en carrés barrés du mot « open », des forêts presque vierges au sud autour de Moruga, où les sondages sont en cours. « On provoque des petites secousses sismiques et on enregistre les vibrations avec des câbles de cinq kilomètres de long. L'équipe a besoin de 700 manœuvres, mais elle doit en changer 300 chaque semaine pour qu'aucune commune ne soit lésée. Sinon, ils coupent les câbles à la machette ou violent des bottiers, et on est bloqué. C'est le chômage, il faut que tout le monde touche ! Cela me rappelle Sumatra, il y a vingt-cinq ans. » Monde d'argent, monde sauvage. « A Trinidad, la bagarre est assez monstrueuse. Mobil nous a piqué un offshore en offrant le double. Il y a des juifs. On tient bon, mais je peux fermer en huit jours. » Pour comprendre le pays, il lit V. S. Naipaul, évidemment, ce Trinida-

22. Les Indes véritables

par Edwy Plenel

PORT-OF-SPAIN. - C'est une odeur de mousson, l'effluve acre né des épousailles de l'ondée et du bitume, ce moment précieux où les tropiques libèrent un parfum d'enivrant torpéur. Le crépitement régulier de la pluie sur la toile noire de notre route vers Moruga, à l'extrême sud de Trinidad, tandis qu'au plus fort de l'inverse s'effacent les paysages, réminiscences d'Asie, teintes claires de vert et de jaune mêlés, blancheur des dômes des temples hindouistes, symphonie colorée des drapeaux de prière flottant au sommet de perches de bambou. Aux croisements, les poteaux indicateurs racontent une autre histoire, déclinaison d'une Europe atlantique : Pointe-à-Pierre, San-Fernando, Princes Town. Souvenir de colons venus des Antilles, la francité l'emporte sur l'unique carrefour de notre destination finale : Lance Mitran, Crân Chemin, la Lune. Corps noirs et têtes fripées, allure de magistrats brochant par Daumier, les rapaces de la plage sont ici appelés « corbeaux ». La pluie s'est arrêtée et des pêcheurs tirent leur barque avant de se coucher à la fontaine. Moruga est un cul-de-sac, une fin de route face à la mer, un hameau abritant trois boutiques, un local de police, quelques antennes administratives.

Le 1^{er} août 1498, Colomb choisit ce mouillage, sur cette mer aujourd'hui grise et agitée, pour se ravitailler en eau et en bois et permettre à ses hommes « de se délasser du si long temps qu'ils étaient à la mer ». Sur les six bateaux avec lesquels il avait quitté Cadix, trois s'en étaient allés directement vers Hispaniola, emmenant les trente premières Européennes émigrées au Nouveau Monde. La veille, l'Amiral avait contourné l'île par sa pointe sud-est, où il dit avoir aperçu « trois montagnes contiguës », signe forcément divin qui fournit le nom de Trinité. Les Trinidiens ne croient pas trop à cette histoire tant les collines de l'endroit sont peu élevées. Les habitants de Moruga n'en regrettent pas moins la transformation en 1986 du Discovery Day en Emancipation Day. Le 1^{er} août est resté jour de congé, mais la célébration de la libération de l'esclavage a remplacé celle de l'arrivée de l'Amiral. « Les gens sont déçus, ça amenait des visiteurs et des revenus. On lançait un bateau à la mer avec l'effigie de Colomb. Pour 1992, je n'ai encore entendu parler de rien. Vous savez, c'est d'abord une histoire espagnole. »

Le Père Malcolm Galt fait chaque semaine l'aller-retour depuis Port-of-Spain pour assurer les offices du week-end. « J'ai l'air d'un Blanc, non ? Mais, comme tous les Trinidiens, je suis cosmopolite, un mélange de sangs écossais, irlandais, français. Mes neveux et nièces sont mariés à des descendants de Portugais, d'Africains, de Libanais et de Chinois ! Ici, c'est un microcosme de l'univers, un modèle d'intégration, une leçon pour le monde. » Babel d'humanité où se sont bousculés au long des siècles Espagnols, Français, Africains, Anglais, Chinois et, pour finir, Indiens, Trinidad brouille les pistes. Détachée de la terre ferme il n'y a guère que 8 000 ans, elle fait bande à part au sud de l'arc caribbe, offrant un paysage apaisé de plaines douces et de montagnes ondulées. Sas à l'orée de l'Amérique latine, elle semble une île d'occasion, encore empreinte de souvenirs continentaux, comme distante des volcans antillais aux passions exacerbées. Un autre monde à elle seule.

La population de la République de Trinidad-et-Tobago - l'île annexe, petit rectangle au nord-est - se partage aujourd'hui à égalité entre communauté africaine et communauté indienne - autour de 45 % chacune. Une division qui, parfois, bouscule l'idyllique tableau du Père Galt. « Les politiciens utilisent l'opposition entre Africains et Indiens au moment des élections. On se met alors à reprocher aux premiers de contrôler le gouvernement et aux seconds d'avoir la haute main sur les affaires. Ils créent un racisme artificiel. »

Nous savons tous que la seule solution, c'est l'intégration. D'ailleurs, il y a des mariages entre hindous et noirs, ce qu'on appelle les *dogla*. » Moruga a perdu son Discovery Day, mais, quelques semaines avant notre passage, la communauté indienne fêtait en grande pompe son Arrival Day, anniversaire de l'arrivée en 1845 du premier convoi de travailleurs indiens, destinés à suppléer dans les plantations la main-d'œuvre noire, dont la source s'était tarie avec l'abolition de l'esclavage. Etonnant clin d'œil de l'Histoire que cette rencontre des Indes véritables sur la terre où Colomb abandonna enfin son illusion asiatique. Ce troisième voyage, le plus décisif à ses yeux, celui où il réalise enfin son rêve, reste encore le plus méconnu. La faute à un certain Amerigo Vespucci, le voleur d'Amérique...

« Et je dis que si ce n'est pas du Paradis terrestre que vient ce fleuve, c'est d'une terre infinie, donc située au midi, et de laquelle jusqu'à ce jour il ne s'est rien su. » En quelques mots, tout est dit, le désir de merveilleux et l'intuition de génie, éblouissant démenti des vilaines cabales. Enoncée dans la lettre adressée par l'Amiral en 1498 aux Rois Catholiques, cette conviction nargue les moqueurs et les dénégateurs. Elle prouve que notre homme n'est pas mort idiot : huit ans avant de s'éteindre, en 1506, il affirme avoir trouvé lors de ce troisième voyage non plus l'Asie, mais un continent inconnu, cette « terre infinie » dont « il ne s'est rien su ». Découverte vertigineuse que cet autodidacte tente de justifier face aux savants de cour qui le regardent de haut. Et c'est alors l'invention splendide du Paradis, nostalgie d'une humanité harmonieuse, qui suffirait à lui accorder les circonstances atténuantes au tribunal de l'Histoire : Colomb annonce l'essor de la conquête en imaginant l'Eden là où ses successeurs chercheront, dans une meurtrière frénésie, l'Éldorado.

AVANT de l'atteindre, à l'étape suivante, sur le sol de l'actuel Venezuela, Colomb aperçut le continent alors qu'il longeait la côte sud de Trinidad. Il l'appela terre de Grâce et, dans une déduction fulgurante, fit d'emblée l'hypothèse qu'« il pourrait y avoir eu dans le temps une terre continue de l'île de la Trinité à la terre de Grâce ». Quand donc l'Histoire abandonnera-t-elle ses préjugés sur notre héros, étiqueté pour la nuit des temps découvreur de hasard, ayant buté sur un Nouveau Monde qu'il n'avait pas su voir ? L'Amiral savait très précisément ce qu'il cherchait. En avait-il eu connaissance par ce « marin inconnu » tombé, lui, par hasard de l'autre côté de l'océan dont les contemporains font état ? En tout cas, il ne faisait pas mystère de ses intentions, écrivant alors qu'il est en mer : « Je désire vérifier ce que prétendait le roi Jean : à savoir qu'il y avait vers l'ouest une très grande terre ferme ». Cette phrase ne laisse pas d'interroger les historiens. Elle signifierait en effet que le roi Jean II du Portugal, qui n'avait pas su renvoyer Colomb finalement passé au service de l'Espagne, disposait d'informations sur le continent inconnu.

Accoutant l'énigme, un historien espagnol, Juan Manzano, affirme qu'en réalité le navigateur se serait rendu sur le continent dès 1494, à la fin du périple cubain, où il imposa à ses équipages un serment mensonger transformant la grande île en terre ferme. Quatre ans plus tôt, il aurait ainsi découvert les îles situées au nord du

« La pêche aux perles », tirée du bref discours sur des choses remarquables, de Samuel de Champlain (1600). Le 31 juillet 1498, Colomb débarque à Trinidad ; il y trouve ou se crée...



nommé Amerigo Vespucci raconte ses « quatre voyages » dans un monde nouveau - *Quintus Novus* est d'ailleurs le titre d'un précédent petit livre florentin signé du même Vespucci. Enthousiaste, Waldseemüller suggère de l'éditer, agrémenté d'une introduction de son cru. C'est chose faite en 1507, un an après le décès de Colomb en Espagne, cinq ans avant celui de Vespucci. Et c'est dans cette préface vosgienne que le Nouveau Monde reçoit son nom de baptême, féminisé à l'instar de celui des autres continents : « La quatrième partie du monde qui, depuis qu'Amerigo l'a découverte, mérite de s'appeler Amérique. »

Durant trois siècles, jusqu'à l'édition de l'Histoire des Indes de Las Casas, l'humanité croira à cette fable : le vrai découvreur n'est pas l'Amiral, mais le Florentin ! Dans les vingt-cinq années qui suivent ce « scoop » frelaté, les publications consacrées aux exploits de Vespucci sont trois fois plus nombreuses que celles s'intéressant à Colomb. Une imposture qui repose sur un mensonge : dans son récit, Vespucci s'attribue en effet un premier voyage dès 1497, où, un an avant son « ami », il aurait réussi une longue exploration côtière du golfe du Mexique au Venezuela. Les historiens s'accordent aujourd'hui pour conclure à une affabulation pure et simple. En revanche, le Florentin participe bien au voyage vers l'ouest, celui, en 1499, suivi l'annonce par Colomb de sa découverte de la terre ferme et du paradis. Et c'est ici que cet embrouillamini rejoint la carrière pathétique de notre héros. Cette expédition de 1499 marque en effet la fin du monopole colombien sur les découvertes américaines. Elle est même organisée dans ce but précis par l'un des adversaires de Colomb à la cour, Juan Rodríguez de Fonseca, homme de pouvoir peu sensible aux envolées mystiques chargées par Ferdinand d'Aragon de mettre sur pied l'administration des nouvelles colonies, la Casa de la Contratación de las Indias.

HUMILIATION terrible pour l'Amiral. Les meneurs de ce voyage - Vespucci, Alonso de Hojeda, Juan de la Cosa - sont en effet des amis ou des compagnons qui, de plus, se servent de la carte qu'il a lui-même tracée lors de son troisième périple. En somme, une trahison. Mais comment expliquer alors qu'en 1505, un an avant sa mort, Colomb recommande, dans une lettre à son fils Diego,

assurât dans les années soixante-dix un niveau de vie sans comparaison dans le reste de la Caraïbe. Les chocs pétroliers ont dissipé l'illusion, l'effondrement des prix du brut donnant le coup de grâce en 1986. Scénario classique des fort libérales années quatre-vingt : le People National Movement, fondé par le père de l'indépendance, Eric Williams, perdait en décembre 1986 le pouvoir qu'il détenait depuis 1956 ; le FMI entourait de ses conseils avisés la nouvelle équipe menée par Arthur Napoleon Robinson, qui mettrait fin au welfare state de ses prédécesseurs ; le chômage grimpa à 22,6 % de la population active, le PIB chuta de 42 % entre 1982 et 1989, et le revenu pétrolier de 60 %. Le tout accompagné d'une médecine de choc qui, aux yeux des bailleurs internationaux, classe Trinidad parmi les bons élèves : introduction d'une TVA de 15 %, diminution du pouvoir d'achat des fonctionnaires, suppression de l'allocation sur le coût de la vie, réduction des dépenses sociales, etc.

Certains patients sont récalcitrants. Sur la route du retour, à mi-chemin de Moruga et de Port-of-Spain, San-Fernando attire le siège du puissant OWTU, le syndicat des travailleurs du pétrole. Haute rapidité dans cet immeuble au nom hollywoodien - Paramount Building - où se tient, sous un vaste préau balayé par le vent, une journée de « dialogue national ». Calicots rouges et bien aux mots d'ordre simples - « Vers la paix, le pain et la justice pour tous », - hôtesses d'accueil en uniforme, organisation méticuleuse d'un mouvement ouvrier de vieille tradition trade-unioniste qui conforte l'impressionnisme des premiers instants. « Nous n'avons pas plus d'indépendance économique qu'avant notre indépendance politique. Dans le Golfe, ils sont partis pour produire autant qu'ils peuvent. Les prix du pétrole vont tomber. L'effet sera désastreux sur Trinidad. » Après le président du syndicat se suivent des porte-parole de l'opposition. Ici aussi, 1992 est année d'élections. Dérrière une réorganisation des sociétés pétrolières d'Etat, les adversaires du gouvernement suspectent un bradage du patrimoine national. « Le pays est ramené à l'ère coloniale, lance l'un des orateurs. L'Etat s'apprête à redonner ses ressources aux descendants de ceux qui les possédaient avant 1956 ! »

dien de famille hindoue devenu anglais optimiste, improvable portraitiste des lendemains de décolonisation. Ses lectures et son expérience lui font dire que « la tension raciale est forte entre Indiens et Africains », démentant le tableau anglique du père de Moruga.

« Je commence à me sentir un étranger », confie le héros des *Guérilleros*, l'un des romans de Naipaul situé dans une île ressemblant à la Jamaïque, avant d'ajouter : « L'erreur a commencé ici. Dans cette société qui n'est pas organisée pour le travail ». Le héros indien d'un autre roman du même, *La courbe du fleuve*, qui se passe en Afrique, redoute « les mensonges : les Noirs faisant leurs mensonges des Blancs ». P. K. Mishra, qui se sont presque chez lui à Trinidad, approuve. « Il y a une indienne d'Inde qui occupe la chaire d'études indiennes à l'Université des West Indies de Port-of-Spain. Anthropologue, il étudie comme un cas d'école ces deux communautés également transplantées mais culturellement différentes : l'une, africaine, dominait la politique et le monde ouvrier ; l'autre, indienne, le commerce et le monde agricole. « Il faut qu'il y ait un mélange culturel, dit-il. Deux communautés, ça ne fait pas un pays, une unité. Et cela concerne les Indiens, qui ont recréé ici un monde de castes. Dans les valeurs indiennes, la pureté, celle du corps et de l'âme, est essentielle. Mais le risque, c'est de s'exclure soi-même vis-à-vis des autres, de se sentir en permanence attaqué par l'impureté. »

Prochain article :

Le mamelon du paradis

Retrouver les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

APRÈS L'ÉC...
est mis...

le choix du gén...
ministère de la...

Colomb

مركز الشرق الأوسط

APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT EN URSS

Le rôle du Parti communiste est mis en cause dans plusieurs Républiques

Le rôle de la direction du PC soviétique dans la tentative de putsch entraîne une contestation de plus en plus vive du parti lui-même. A Moscou, la municipalité réformatrice a suspendu les activités du PC jusqu'à la conclusion de l'enquête sur son attitude vis-à-vis du coup d'Etat. En Lituanie, le PC et ses publications ont été interdits. A Lvov, plusieurs centaines de personnes manifestaient vendredi matin devant le siège du PC tandis que dans d'autres villes d'Ukraine, les bâtiments du parti ont été fermés. En Kirghizie, le président a décidé de nationaliser le « Palais de marbre » qui abritait le comité central du PC de la République.

Une réunion entre M. Mikhaïl Gorbatchev et les dirigeants des neuf Républiques ayant participé à l'élaboration du traité de l'Union a eu lieu vendredi 23 août à Moscou. La signature du traité, qui devait avoir lieu mardi, avait été annulée par la junte qui avait pris le pouvoir lundi. Les présidents de Russie, du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, MM. Boris Eltsine, Nursulttan Nazarbayev et Islam Karimov, devaient être les premiers signataires.

La Biélorussie, le Tadjikistan, la Kirghizie, la Tchécoslovaquie, l'Azerbaïdjan, et l'Ukraine devaient à leur tour signer, avant le 10 octobre, ce traité censé définir de nouveaux rapports entre le pouvoir central et les Républiques au sein d'une Fédération renouvelée. MM. Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine devaient, d'autre part, se rencontrer, également vendredi, pour « examiner les questions urgentes », dont la formation d'un « gouvernement de confiance nationale », a annoncé jeudi soir le président de Russie. Dans une intervention d'un quart d'heure à

la télévision soviétique, au cours de laquelle il a réaffirmé le rôle du parti communiste, M. Gorbatchev a, comme dans sa conférence de presse, rendu hommage à M. Eltsine et il a remercié le Parlement de Russie, les habitants de Moscou et de Leningrad : « Les putschistes complicités sur la fatigue du peuple, a-t-il dit. Ils n'avaient pas compris que les gens veulent désormais que les questions soient résolues démocratiquement. »

La destitution des comploteurs

Le président soviétique a, d'autre part, annulé par décret tous les « actes anticonstitutionnels des organisateurs du coup d'Etat » et a confirmé la destitution de leurs fonctions des huit « comploteurs », dont l'un, Boris Pougov, s'est donné la mort. M. Gorbatchev, qui refuse une « chasse aux sorcières », prend acte que le procureur général de l'URSS a engagé des poursuites judiciaires contre les responsables du coup d'Etat, et que l'enquête est menée conjointement par les « organes compétents » de l'URSS et la Fédération de Russie. Selon la Radio de Russie, le président du Parlement soviétique, M. Anatoli Loukianov, aurait été suspendu de ses fonctions.

M. Gorbatchev a indiqué que les nombreux décrets signés par le président russe étaient « dictés par la situation » (M. Eltsine avait notamment démis Leonid Kravtchenko de ses fonctions de directeur de la télévision), mais il est clair qu'une explication entre les deux hommes et des décisions sur le partage des pouvoirs sont urgentes. M. Eltsine a en effet réaffirmé, jeudi, sa volonté de poursuivre le transfert de compétences du « centre » vers la République. Il a annoncé l'adoption d'un décret faisant passer sous l'autorité de la Russie toutes les entreprises situées sur son territoire, y com-

pris celles liées à la défense. Il a signé un décret interdisant les activités du Parti communiste dans l'armée.

Des gestes plus symboliques ont été faits. Ainsi la place qui se trouve devant le Parlement de Russie a été baptisée « place de la Russie libre » sous les acclamations de la foule qui écoutait M. Eltsine parler du balcon de la « Maison Blanche ». L'emblème de la Russie soviétique frappé de la faucille et du marteau a été remplacé par le drapeau tricolore traditionnel de la Russie.

A Leningrad aussi, le maire de la ville, M. Anatoli Sobtchak, a décidé de retirer le drapeau soviétique pour le remplacer par le drapeau russe. M. Sobtchak a demandé la fin du règne du Parti communiste qui doit devenir « un parti normal ».

Les responsabilités de M. Gorbatchev

Pendant ce temps, la discussion sur les responsabilités de M. Gorbatchev se poursuit. Le président soviétique a rejeté, au cours de sa conférence de presse, comme une stupidité l'idée qu'il aurait pu être au courant du putsch, ainsi que l'avait laissé entendre M. Chevardnadze. Son ancien conseiller, Alexandre Iakovlev, lui reproche toutefois d'avoir « constitué une équipe de traitres » et demande la démission de « centaines de généraux ». « Il a certainement sa part de responsabilité dans le fait qu'on a dû vivre ces trois jours dramatiques », a indiqué jeudi sur TF1 un autre de ses conseillers, Andreï Gratchev, chef adjoint du département international du comité central, tout en rejetant l'idée que M. Gorbatchev puisse avoir été le complice des comploteurs.

En attendant que toute la lumière soit faite sur le rôle des uns et des autres, c'est à qui se présentera comme le premier des « résistants ». Le KGB, par exemple, a nié toute responsabilité dans le coup d'Etat. « Les agents du KGB n'ont rien à voir avec

les actes illégaux de ce groupe d'aventuriers. Ils sont blessés par le fait que l'honneur des organismes de la sécurité d'Etat ait été souillé par la participation du chef du KGB soviétique au soi-disant Comité d'Etat pour la sécurité. »

Le siège du parti à Moscou fermé

Le Parti communiste soviétique, dont Mikhaïl Gorbatchev, son secrétaire général, a pris la défense dans sa conférence de presse, a tout aussi vigoureusement proclamé son innocence. Les activités des conjurés « ont été cachées à la direction du parti, ont mis en danger le processus démocratique et porté un coup sévère au pays et au Parti communiste soviétique », a déclaré le PC dans un communiqué.

Pratiquement au même moment, le bureau de presse du président du Kazakhstan, M. Nursulttan Nazarbayev, annonçait qu'il avait obtenu copie d'un projet de résolution du comité central du parti soutenant le coup de force. Une note du secrétariat du parti lui avait, d'autre part, demandé de faire en sorte que les membres du PC respectent l'état d'urgence, a ajouté le bureau de presse. Ce soutien accordé par le PC au coup d'Etat a amené M. Nazarbayev à démissionner du secrétariat et du bureau politique du parti et à interdire aux partis politiques (mais c'est le PC qui est visé) d'avoir des représentants dans les organismes publics de sa République.

Le conseil municipal de Moscou, dominé par les radicaux, a tiré des conclusions analogues. Il a suspendu l'activité de l'organisation du Parti communiste de la capitale soviétique, a annoncé vendredi un porte-parole de la municipalité.

Le décret, signé jeudi par le maire de Moscou, Gavril Popov, suspend également l'activité du petit Parti libéral-démocratique,

qui avait ouvertement soutenu le « Comité pour l'état d'urgence ». « Ces partis sont suspendus jusqu'à la fin d'une enquête visant à déterminer dans quelle mesure ils ont coopéré avec les organisateurs du coup d'Etat », a dit le porte-parole. Deux policiers gardaient, vendredi, le siège du PC de Moscou, sur la Vieille Place dans le centre-ville. Une note affichée sur la porte d'entrée disait simplement : « Le bâtiment est fermé ».

Enfin, des détails sur les circonstances de l'échec du putsch commencent à apparaître. Selon M. Jean-Michel Boucheron, président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale qui se trouvait à Moscou à la tête d'une délégation, les putschistes auraient renoncé à attaquer le Parlement russe après le premier accrochage entre militaires et manifestants sur une barricade du boulevard circulaire. Les membres de la junte « avaient décidé d'attaquer l'immeuble du Parlement russe à 2 ou 3 heures du matin (mardi), a déclaré M. Boucheron à RTL, mais au moment de l'incident avec les chars dans le tunnel qui a fait un certain nombre de morts », il y a eu « une division entre eux ». Certains estimaient, a-t-il ajouté, que l'attaque serait « très coûteuse en vies humaines et ils n'étaient pas sûrs que l'armée soit totalement disponible ».

Allant dans le même sens, l'agence Interfax indique que la division Alpha, une unité d'élite du KGB qui est notamment chargée de la lutte antiterroriste, a refusé mardi d'obéir à un ordre des putschistes d'attaquer le Parlement russe. L'ordre a été désigné à tous les échelons et la décision a été prise à l'unanimité de ne pas obtempérer.

Selon le Washington Post qui se réfère à un député russe, Vladimir Lyssenko, M. Gorbatchev a déclaré à des parlementaires après sa libération que les auteurs du coup d'Etat lui avaient subtilisé la mallette contenant les codes de l'arsenal nucléaire soviétique. (AFP, AP, Reuters, UPI).

Les premières nominations annoncées par M. Gorbatchev

Le choix du général Moïssiev pour diriger le ministère de la défense suscite des polémiques

M. Gorbatchev, qui a avoué avoir commis beaucoup d'erreurs dans le choix des cadres, en a-t-il commis une autre jeudi 22 août en nommant le général Moïssiev, jusqu'ici chef d'état-major, ministre de la défense intérieure, pour remplacer à titre provisoire le maréchal Iazov ? C'est ce qu'affirment diverses sources soviétiques et étrangères, y compris dans l'entourage du président américain.

De fait, un responsable de la Maison Blanche, parlant jeudi à Washington sous le couvert de l'anonymat, a qualifié l'attitude du général Moïssiev d'« au mieux ambivalente » (lire l'article d'Alain Frachon page 7). De même à Moscou, le général Zolotov, chef d'état-major de la région militaire de Moscou, a révélé dans un entretien aux Izvestia de jeudi que c'est sur une instruction écrite du général Moïssiev que deux divisions de l'armée sont entrées dans la

capitale soviétique après la proclamation de l'état d'urgence. « De toute évidence, des déceptions attendent encore Gorbatchev en ce qui concerne ses amis », a commenté la télévision russe en se référant à cette révélation des Izvestia.

De fait, on voit mal comment le chef d'état-major, pratiquement le numéro 2 du ministère de la défense, aurait pu rester à l'écart d'une opération impliquant d'importants mouvements de troupes : non seulement pendant, mais même avant. A moins qu'il n'ait joué double jeu, et contribué dans les coulisses à faire avorter l'opération, ce qui lui vaudrait la récompense d'aujourd'hui. Il sera sans doute appelé à s'expliquer sur son attitude pendant ces jours.

Le général Moïssiev est en tout cas l'un de ces nouveaux et jeunes officiers que la perestroïka tentait de pousser aux postes de commandement à la place des vieux maréchaux de l'écurie brejnévienne, et il avait été, au



début, un des avocats de la « nouvelle pensée » dans les forces armées. Sa nomination à la tête de l'état-major, en décembre 1988, en remplacement du maréchal Akhromiev, était une grande première, puisque ce jeune général-tenant de cinquante ans, qui provenait d'une région militaire et n'avait jamais servi dans le haut commandement à Moscou, devenait brusquement des dizaines d'officiers généraux plus gradés et plus âgés que lui. En outre, elle coïncidait avec le début du désarmement unilatéral (500 000 hommes) annoncé par M. Gorbatchev à la tribune de l'ONU quelques semaines plus tôt. Le général Moïssiev avait alors accusé ses prédécesseurs d'avoir « entraîné les pieds » pour la mise en place de la doctrine de déploiement défensif décrétée par l'autorité politique.

Mais la dérive de la perestroïka et l'effondrement du dispositif militaire soviétique en Europe l'avaient secoué, tout comme bien d'autres officiers généraux. En février 1990, il dénonçait devant le comité central les erreurs d'analyse faites à propos de la situation en Europe de l'Est et critiquait implicitement la facilité avec laquelle Moscou a abandonné le pacte de Varsovie. Il n'est certainement pas étranger non plus aux importants déplacements de troupes qui ont failli faire capoter l'accord sur le désarmement conventionnel (FCE), bien qu'il se soit rendu lui-même à Washington cet été pour amorcer les négociations à ce sujet.

Le général Moïssiev s'opposait aussi aux réformes économi-

Les journalistes des « Izvestia » évincent leur rédacteur en chef...

Le collège des journalistes des Izvestia, le grand quotidien du soir soviétique, a désavoué et évincé, jeudi 22 août, son rédacteur en chef, M. Nikolai Eimov, accusé d'avoir « contribué au coup d'Etat ». C'est en effet « parce qu'ils avaient confiance en lui » que les putschistes, selon les journalistes, n'ont pas interdit la parution du quotidien. Nommé à la tête des Izvestia il y a un an et demi par le président du Parlement soviétique, M. Eimov avait eu depuis des frictions constantes avec la rédaction du journal. Ce dernier n'était d'ailleurs pas sorti, lundi 19 août, en raison du refus de la rédaction en chef de publier intégra-

lement un appel de M. Boris Eltsine. En principe, le rédacteur en chef des Izvestia ne peut être remplacé que par le président du Soviet suprême (Parlement) soviétique, qui est membre fondateur du journal. Mais le collège des journalistes revendique la légitimité de sa décision fondée sur « l'oukase de Boris Eltsine demandant l'éviction de tous les hommes qui se sont discrédités par leur participation au coup d'Etat ». Il a également fait retirer des journaux la mention « Proletaires de tous les pays, unissez-vous » qui figurait en quinze langues au-dessus du logo du quotidien.

... et la « Pravda » change d'en-tête

La célèbre Pravda qui annonce, elle aussi, de prochains changements dans la composition de sa rédaction, a d'ores et déjà modifié également l'en-tête figurant sous son titre. « L'organe du comité central du Parti communiste soviétique » est devenu, dès vendredi 23 août, le « quotidien de politique générale du PCUS ». Dans une adresse aux lecteurs publiée à la une du journal, le collège des journalistes témoigne de son malaise. « Ces derniers jours, écrit-il, les journalistes (...) ont converti les événements les plus brillants. Mais dans le journal, soit à nouveau apparus la partialité de l'information, les jugements boiteux. » Une des

principales raisons tient à la vieille soumission aux instructions venues d'en haut. Nous sommes convaincus qu'une position résolue et publiée en son temps dans nos pages des organes dirigeants du PCUS à l'égard du « comité » auto-proclamé aurait pu changer la situation. L'hérésie du bureau politique, du secrétariat du comité central en ce moment critique s'est retournée aujourd'hui contre tout le parti, contre tous les communistes, attachés au renouvellement démocratique du pays et à la poursuite de la campagne anti-communiste qui se développe. » Une part de responsabilité incombait, selon le collège des journalistes, à la direction de la rédaction. (AFP)

M. Vassili Trouchine ministre de l'intérieur

M. Vassili Trouchine, nommé ministre de l'intérieur en remplacement de M. Pougov, est, un peu comme son prédécesseur, un apparatchik du parti reconvenu dans la police. Né en 1934, ingénieur des mines et membre du PC depuis 1961, il milite très tôt au comité des Jeunesses communistes (komsomol) de Moscou, dont il prend la tête en 1985. Trois ans plus tard, il passe dans l'appareil du parti et dirigera pendant plusieurs années un comité d'acrobatisme de Moscou.

C'est en 1979 qu'il fait sa première expérience de travail policier, en tant que chef de la direction de l'intérieur (MVD) de la capitale. Après un bref retour dans l'appareil du parti, il est nommé en décembre 1984 premier vice-ministre de l'intérieur de l'URSS. Il prend notamment une part active à la campagne antialcoolique (aujourd'hui dénoncée) des premières années de la

perestroïka, puis fait de fréquents séjours au Caucase pendant les affrontements interethniques.

En décembre 1989, il est nommé ministre de l'intérieur de la fédération de Russie. Mais ce n'est pas encore la Russie soviétique. Au contraire, lorsque M. Eltsine prend la direction des affaires dans la plus grande République de l'Union, pendant l'été 1990, M. Trouchine est renvoyé à son ministère d'origine, le MVD fédéral, comme simple vice-ministre (il siège notamment, au début de cette année, dans la délégation chargée de négocier au nom de Moscou avec l'Estonie les conditions de l'indépendance). Notons encore qu'il a été élu en septembre dernier membre du comité central du PC de Russie, un foyer de la résistance conservatrice aux radicaux de la « Maison Blanche » moscovite.

M. T.

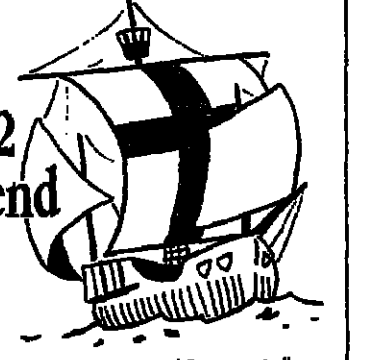
M. Leonid Chebarchine chef du KGB

En nommant M. Chebarchine à la tête du KGB à la place de M. Kroutchikov, M. Gorbatchev fait peut-être un meilleur choix, mais il reste fidèle au même type de « profil ». Tout comme son prédécesseur en effet, M. Chebarchine vient de la première direction principale du KGB, la « CIA soviétique » chargée du renseignement à l'étranger, dont il avait pris la direction en octobre 1986.

Né en 1935 à Moscou, il a étudié à l'Institut des relations internationales de la capitale et travaillé dans divers postes diplomatiques à l'étranger, surtout au Pakistan et en Inde. « Coopté » par le KGB pendant les années 60, il dirige un service de la « censure » de la Loubianka à partir de 1977, avant de repasser à l'étranger comme « résident ». Selon P. de Villamont, spécialiste des services de renseignement soviétiques, il aurait été le principal responsable du KGB en Iran à partir de 1979. Depuis mars 1989, il était vice-président du KGB.

Ce Voyage avec Colomb, il vous déplaît de le voir s'achever si tôt. Gu'importe, vous le poursuivrez en compagnie de Koré...

Rendez-vous à Gênes en 1992 pour un week-end exceptionnel



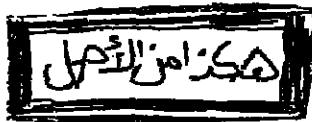
Sous la conduite d'un authentique mentor, le Contre-Amiral François Bellec, directeur du Musée de la Marine de Paris

- un événement à vivre : l'exposition Colombo 92
- un champ culturel à explorer : le navire, la mer et les grandes découvertes
- une ville à découvrir : Gênes et ses trésors insoupçonnés

A réception de votre carte de visite portant la mention "Colombo 92" nous vous adresserons le programme détaillé



86, boulevard des Baignolles - 75017 Paris - Tél (1) 42.93.28.58



APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

Démocrates ou radicaux

Les hommes de M. Boris Eltsine

Le président de Russie, M. Boris Eltsine, a réclaté jeudi 22 août, au lendemain de l'échec du coup d'État, une réforme du «pouvoir politique de l'Union». Il a également annoncé qu'il rencontrerait vendredi M. Gorbatchev, auquel il allait présenter une liste de candidats pour un «gouvernement de confiance populaire» au niveau fédéral.

Depuis plusieurs mois, M. Eltsine s'est entouré d'une équipe solide, dont plusieurs membres se sont illustrés au cours de ces trois jours et représentent plus que jamais une nouvelle génération de responsables politiques soviétiques.

Avant d'être des «hommes de Eltsine», quelques-uns des acteurs du mouvement démocratique russe ont été des «hommes de Gorbatchev», qu'ils ont quitté au cours de l'année écoulée, les des oscillations du secrétaire général du PCUS. Mais la plupart sont peu connus de la kreninologie classique. Ce sont souvent d'anciens membres du parti, auquel ils avaient adhéré par nécessité professionnelle beaucoup plus que par conviction, sans y faire carrière. Leur présence active, du 19 au 21 août, dans ce bastion de la résistance qu'était devenu le Parlement russe, laisse entrevoir pour certains d'entre eux un rôle politique désormais déterminant.

C'est le cas par exemple du général Konstantin Kobets, qui, déjà responsable des questions de défense dans l'équipe de M. Eltsine avant le putsch, a été nommé dans le feu de l'action ministre de la Défense de Russie, le 20 août. Excellent connaisseur des affaires militaires soviétiques, puisqu'il a occupé les fonctions de chef-adjoint de l'état-major général des forces armées d'URSS de 1986 à 1990, le général Kobets pourrait même devenir le nouveau ministre de la Défense fédérale si MM. Gorbatchev et Eltsine devaient s'entendre sur un gouvernement de coalition.

Ce Russe de cinquante-deux ans, né à Kiev, qui a fait une bonne partie de sa carrière militaire comme spécialiste des transmissi-

sions, figurait dans une délégation parlementaire de Russie - première République soviétique à avoir cet honneur - qui a visité l'OTAN, du 29 juin au 2 juillet derniers. Il s'était fait des derniers mois l'avocat actif d'un partage des compétences militaires entre les Républiques soviétiques: «Les Républiques ne veulent plus rester des spectateurs passifs de la dilapidation de leurs richesses qui, au lieu de servir à créer une armée efficace, contribuent à développer un système de défense disproportionné, impotent et perclus de structures qui doublent», affirmait-il en juillet à l'hebdomadaire russe *Vesti*.

D'un style militaire infiniment moins classique, le colonel Alexandre Routsokol, vice-président de Russie, a lui aussi été très en vue pendant ces trois jours. Aviateur, ancien de l'Afghanistan où il a gagné le titre de «héros de l'Union soviétique», il joue volontiers de ses allures de play-boy, allumant ses Marlboro avec un briquet orné d'une pin-up et soignant à la perfection sa moustache de major des Indes. On l'a vu, pendant le siège du Parlement russe, circuler dans les bureaux du général Kobets, se faire des manchettes de cheville, son revolver sautoir en sautoir sous l'aisselle, façon «incorruptibles»; il faisait partie de la délégation qui est allée libérer M. Gorbatchev dans sa datcha de Crimée.

Agé de quarante-quatre ans, membre du PCUS jusqu'à il y a quelques semaines, le colonel Routsokol, qui se refuse à l'appellation de communiste, a un poids politique non négligeable dans l'équipe Eltsine puisque c'est lui qui, en faisant basculer les réformateurs communistes au Parlement de Russie, a permis l'organisation de l'élection présidentielle du 12 juin, remportée triomphalement par Boris Eltsine. En signe de gratitude, et aussi pour s'attirer les voix militaires et communistes modérées, M. Eltsine avait pris le colonel Routsokol comme candidat à la vice-présidence.

Dans le proche entourage de M. Eltsine, Ivan Silayev et Rousslan Khasboulatov devraient voir rapidement leurs ambitions confirmées. Le premier, chef du gouvernement de Russie, avait déjà été pressenti avant le putsch comme un possible premier ministre fédé-

ral par M. Eltsine; à soixante et un ans, cet homme aux cheveux blancs, ancien ministre de l'Industrie aéronautique, connaît très bien l'appareil, car il est issu du sérail: il a démissionné du comité central du PCUS il y a seulement un mois. Le second, président par intérim du Parlement de Russie, est un personnage plus tumultueux, économiste d'origine tchétchène, qui s'est mis à dos autant de communistes que de démocrates par ses maladroites paroles mais que M. Eltsine sait utiliser. Avec le colonel Routsokol, MM. Silayev et Khasboulatov ont été trois maillons essentiels du dispositif Eltsine pendant cette crise.

Un autre homme a joué un rôle de premier plan auprès de Boris Eltsine: Gueennadi Bourboulis, sorte d'émancipé grise ou de «tout droit du président russe», dont il a organisé toute la campagne électorale au mois de juin. Personnage sans grand éclat, qui a gardé de ses années d'enseignement de «communisme scientifique» à l'université de Sverdlovsk, le chef de Boris Eltsine, un certain attachement à la langue de bois, il n'en est pas moins un collaborateur extrêmement efficace. M. Bourboulis, quarante-cinq ans, a fait ses véritables armes politiques sous la perestroïka, d'abord dans un des «clubs» qui foisonnaient en 1988 puis comme élu du Congrès des députés du peuple. Pendant le putsch, on l'a vu tantôt sur un char à côté de M. Eltsine, tantôt répondant aux questions des journalistes, tantôt en interlocuteur téléphonique du chef du KGB, le putschiste Vladimir Krioutchkov, dont il a obtenu des garanties de non-intervention contre le Parlement.

Vladimir Loukine a lui aussi été chargé d'expliquer la position de M. Eltsine aux journalistes et, à travers eux, au monde occidental dès le premier jour du coup d'État. Ancien chercheur à l'Institut des États-Unis et du Canada de l'Académie des sciences soviétiques, brillant intellectuel, devenu il y a un an président de la commission des affaires étrangères du Parlement de Russie, il est l'un des principaux conseillers diplomatiques du président Eltsine, qui l'a accompagné en visite officielle aux États-Unis aussitôt après son élection. Il avait en revanche jugé pré-

matuée, car mal préparée, la visite en France de M. Eltsine en avril dernier, qui devait se révéler désastreuse, mais n'avait pas été écoutée à l'époque. Il fait souvent équipe avec Andreï Kozirev, le jeune ministre des affaires étrangères de Russie (il a à peine quarante ans), un homme plus réservé mais d'une grande finesse, qui a fait toute sa carrière professionnelle, depuis 1974, au département des organisations internationales du ministère soviétique des affaires étrangères. C'est lui, Andreï Kozirev, que M. Eltsine a envoyé, dès le début du putsch, comme émissaire dans les capitales occidentales avec la mission de former un gouvernement ou soi-disant d'aventure les choses tournaient vraiment mal.

Il faut relever deux autres personnages qui, parmi les proches collaborateurs de M. Eltsine, ont un pouvoir opérationnel notable: Lev Sokolov, dont les fonctions se situent à mi-chemin entre celles de directeur de cabinet et de chef de cabinet, et qui a travaillé avec Boris Eltsine au Comité d'État à la construction en 1988-89, et l'ancien journaliste de télévision Valentin Lantsava, chargée de la communication et beaucoup plus efficace dans ce domaine que le peu aimé Vechekine.

Sur les questions internationales, le président russe consulte parfois aussi Evgeni Ambastsev, plus âgé et au profil plus traditionnel: vétéran routier de la perestroïka dont il s'est fait souvent l'interprète auprès des milieux diplomatiques et journalistiques occidentaux, il a été chef de service à l'Institut d'économie du système socialiste mondial de l'Académie des sciences, véritable pépinière d'intellectuels réformateurs. Analyste doué, il est aussi député de Russie depuis 1990, membre de la commission parlementaire des affaires étrangères ainsi que de celle des relations inter-républicaines.

L'académicien Oleg Bogomolov, soixante-trois ans, dirige depuis 1969 ce même fameux Institut d'économie, dans lequel s'est aussi distingué le jeune et brillant Oleg Roumlantsev, qui gravite aujourd'hui dans l'entourage de M. Eltsine après avoir participé au lancement du Parti social-démocrate. Député, M. Bogomolov fait partie

de ces intellectuels gorbatchéviens qui ont fini par se rallier à M. Eltsine, au point d'entrer dans le «brain-trust» de vingt-cinq personnes que le président russe présente fièrement à la presse le 6 février dernier.

Il y a aussi la filière «MosSoviet» - la municipalité de Moscou - autre vivier de réformateurs et de démocrates ces dix-huit derniers mois. La figure de proue en est bien entendu Gavril Popov, triomphalement élu maire de Moscou le 12 juin, en même temps que M. Eltsine était élu président de Russie et M. Sobchak maire de Leningrad. A cinquante-cinq ans, petit homme émacié sous une tignasse grise, à l'intelligence très vive, M. Popov est de toutes les manifestations pour la démocratie: les «Moscovites» lui sont extrêmement reconnaissants de ce dévouement, même s'il ne se traduit pas forcément par une amélioration de la gestion de la ville de Moscou... D'origine grecque, ancien membre du parti, aujourd'hui farouche démocrate, il est économiste de formation mais a fait l'essentiel de sa carrière à l'Université et à l'Académie des sciences, où il a eu tout le loisir de prendre en horreur, à force de l'étudier, la gestion socialiste. Il est l'un des principaux artisans du rapprochement des forces démocratiques avec MM. Edouard Chervazadze et Alexandre Iakovlev. Fidèle à sa réputation, M. Popov n'a pas ménagé sa peine pendant les trois jours du putsch, allant du MosSoviet où il haranguait la foule avec M. Alexandre Iakovlev, au Parlement russe où il venait soutenir le président Eltsine, dont il est l'un des alliés les plus sûrs.

A ses côtés mais d'un tempérament totalement opposé, Sergueï Stankevitch, le jeune et ambitieux maire-adjoint de Moscou, a su lui aussi se montrer très efficace pendant le putsch.

Il venait tout juste d'être nommé conseiller auprès du président de Russie, chargé des relations avec les organisations sociales. Trente-six ans, aussi était brouillon, aussi glacial que M. Popov peut être chaleureux, qu'il parle un anglais impeccable, qu'il a d'ailleurs mis à profit pour devenir expert en droit constitutionnel américain - il a soutenu, en 1984, une thèse sur les luttes politiques au sein du Congrès des États-Unis. M. Stankevitch a été élu au Congrès des députés du peuple en 1989 et a rejoint, l'année suivante, le groupe parlementaire Russie démocratique au Parlement russe.

Enfin, outre M. Eltsine, l'autre grand vainqueur de ces trois jours aura été M. Anatoli Sobchak, le maire de Leningrad, que l'on promettait déjà depuis plusieurs mois au plus brillant avenir politique. Juriste aux convictions démocratiques pratiquement virgines (il n'a fait qu'un passage très rapide et récent au PC), M. Sobchak est aujourd'hui un véritable «poids lourd» de la politique russe. Orateur talentueux, plus séduisant pour l'intelligentsia que M. Eltsine qui l'a parfois effrayé, et déjà beaucoup plus fréquentable que dans l'Occident, il a par deux fois le marché réussi à faire décroître, mardi 20 août, deux cent mille personnes pour défendre la démocratie devant le Palais d'hiver, dans ce berceau du bolchevisme qu'est Leningrad.

SYLVIE KAUFFMANN

L'idéologue présumé des putschistes

M. Anatoli Loukianov

Officiellement, les comploteurs du 19 août étaient huit. Nul doute qu'ils furent bien plus nombreux en réalité et ce dossier épique n'a été qu'antichambre jeudi 22 août par Boris Eltsine, lorsqu'il a mis publiquement en cause M. Anatoli Loukianov, président du Soviet suprême (le parlement soviétique) et proche de M. Gorbatchev, l'accusant d'avoir été «l'idéologue des putschistes». Au même moment, le conseil municipal de Moscou, contrôlé par les réformateurs, demandait que des poursuites soient engagées contre un autre hiérarque du parti communiste, M. Iouri Prokofiev, le chef du parti dans le capital, soupçonné lui aussi d'avoir collaboré à la conspiration.

Beau parleur, cultivé (il vient même de publier un recueil de poèmes et se dit volontiers un grand admirateur de Pasternak), Anatoli Loukianov est surtout un formidable manipulateur de débats. Vieil ami de M. Gorbatchev - ils ont fréquenté la faculté de droit de Moscou ensemble, au début des années 50 et ont milité à ce moment là au Komsomol - c'est sans doute en raison de ses qualités oratoires et de sa fidélité supposée qu'il a été choisi par le président de l'URSS d'abord comme premier vice-président du Soviet suprême (c'était en octobre 1988) puis comme président (en mars 1989).

Un formidable manipulateur de débats

De fait, il fit merveille du haut de son «perchoir», multipliant les diversions lorsqu'elles se révélaient nécessaires, organisant des pannes de micro aux bons moments, «oubliant» de donner la parole à tel ou tel. Longtemps, ces qualités bénéficièrent à Gorbatchev et s'exercèrent au détriment des députés réformateurs qui cherchaient à critiquer les étirements du président et ses alliances suspectes avec les conservateurs.

Deuxième personnage de l'Etat, M. Loukianov passait pour le successeur possible de M. Gorbatchev et ne songeait certainement pas, alors, à un putsch. Les perspectives, pour lui, se sont assombries quand M. Gorbatchev fut contraint de se rapprocher, au printemps

dermier, de Boris Eltsine et de négocier sérieusement avec les chefs des Républiques un nouveau traité de l'Union. C'est alors que ses relations commencent à s'aggraver avec le président, auquel il reprochait de le tenir à l'écart de la négociation. Et pour cause! La nouvelle répartition des pouvoirs prévue par le traité ne pouvait guère donner satisfaction à Anatoli Loukianov. Le président du Soviet suprême déclenche alors une guerre, sourde d'abord, ouverte ensuite, visant à saboter les négociations, et donne complaisamment la parole dans son hémicycle à tous ceux qui vont bientôt compléter pour que le nouveau traité ne soit pas signé: l'ex-premier ministre Valentin Pavlov, le maréchal Dmitri Iazov, l'ex-ministre de la Défense, Vladimir Krioutchkov, l'ex-chef du KGB.

Sans doute M. Eltsine dispose-t-il d'éléments plus précis pour étayer ses accusations contre un homme qui a fait toute sa carrière dans les arcanes du Comité central, même s'il n'est entré qu'en septembre 1988 au bureau politique comme suppléant. L'occupant en tout cas un poste clé pour faire accorder aux putschistes un semblant de légitimité par un Soviet suprême mal élu mais qu'il contrôlait admirablement et il aurait tenté, dans les dernières heures du putsch, de négocier avec des proches du président russe une «sortie honorable» pour les comploteurs.

Homme du sérail communiste, Anatoli Loukianov, qui s'était aussi fait une spécialité de la dénonciation de la criminalité, avait reconnu récemment avoir participé à des opérations de reprises en main dans trois pays anciennement socialistes: la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Ironie du sort: il était à Paris, invité par M. Laurent Fabius, en avril dernier et fut reçu à dîner avec tous les honneurs à l'Elysée le jour même où la présidence se donnait tant de mal à expliquer que M. Boris Eltsine n'avait été reçu que par M. Jean-Louis Bianco, même s'il avait pu rencontrer brièvement M. Mitterrand.

JACQUES AMALRIC

Après Dzerjinski, Lénine?

Suite de la première page

Le chef de la Russie a exploité à fond le succès en rappelant avec quelle fermeté les organes dirigeants de la République avaient fait face aux putschistes. Il a souligné que c'était une délégation russe qui avait ramené dans son avion le chef de l'Etat soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, libéré de Crimée. Il a montré le chemin à prendre: «Les structures de la nation sont conservatrices et il convient de les transformer».

«Hourra!», a hurlé la foule par trois fois.

Les collaborateurs de Boris Eltsine ont relayé au micro. D'abord les récompenses: le général Kobets, ministre de la Défense de Russie, est proposé au poste de ministre de la Défense d'URSS. L'ordre de Saint-Georges sera conféré aux vaillants qui ont protégé l'immeuble du Parlement russe durant trois jours et trois nuits.

Viennent ensuite les décisions symboliques: la place du Parlement est baptisée place de la Liberté, le drapeau de l'ancienne Russie devient l'emblème officiel et le 22 août est proclamé jour de

la fête nationale russe. A la grande joie de la foule, le chapitre des punitions est abordé. Les «comploteurs» une fois arrêtés et déferés devant les tribunaux, il conviendra d'enquêter sur le comportement des responsables, députés ou chefs d'entreprise, pendant les heures sombres du putsch. Il faudra écarter les traitres et se souvenir des têtes et des ralliés de la onzième heure. Les onzièmes ont concentré très vite leurs attaques sur le Parti communiste, resté bien silencieux pendant les événements, et surtout sur Anatoli Loukianov, le président du Soviet suprême d'URSS, désigné comme un «grand comploteur» et même comme le «cerveau» de la junte.

«Gorbatchev n'est ni un héros ni un martyr»

Les premiers décrets du président Eltsine ont visé directement ce vieux monde conservateur qui a prêté, peu ou prou, la main à la «réaction». Un oukase a réquisitionné l'immeuble du comité central du PCUS et celui du siège du KGB. Un autre a coupé tout lien entre les militaires et le Parti en supprimant les comités du PC de

l'armée. Les manifestants auraient bien aimé voir paraître M. Gorbatchev à la tribune du Parlement russe.

Des banderoles disaient clairement le message que les défenseurs de la liberté et de la liberté souhaitaient lui faire parvenir: «N'oubliez pas avec quel drapage nous l'avons libéré» ou encore «Gorbatchev n'est ni un héros, ni un martyr: démission!». La rumeur a couru que le chef de l'Etat soviétique allait arriver, qu'il était en route. Que les fleurs portées par Boris Eltsine lui étaient destinées. Mais Gorbatchev n'a pas paru et il n'a pas été possible de lui dire ce qui bouillonnait dans le cœur de tous les partisans du président de Russie: «Ce sont vos propres amis qui vous ont trahi. C'est nous qui vous avons libéré. Vous êtes un homme du passé. Partez!».

Mikhaïl Gorbatchev avait senti le danger. C'est donc à la télévision qu'il a parlé pour la première fois à ses concitoyens et, au ministère des affaires étrangères, qu'il a tenu une conférence de presse. Tour à tour ému et grave en évoquant les trois jours passés, il a aussi manifesté l'humour pour expliquer comment il avait bricolé un poste de radio pendant sa détention pour capter la BBC: «La meilleure» - ou la Voix de l'Amérique. Ou encore qu'il avait téléphoné aux autres chefs d'Etat, «mais pas à Kadhafi ni à Saddam Hussein».

Un «mea culpa»

Le président soviétique a mis en valeur sa force de résistance qui a, elle aussi, contribué à déjouer les plans des putschistes qui exigeaient sa démission: «J'ai dit à Raïssa: je vais tenir, je n'accepterai rien et je demeurerai fidèle à la politique que je mène depuis six ans et demi». Il a remercié, évidemment, le peuple russe pour sa mobilisation et le Parlement de Russie qui «a fait ce qu'il fallait». L'exercice était plus délicat en ce qui concerne ses relations avec son rival Boris Eltsine, dont on lui a demandé s'il possédait désormais plus de pouvoirs que lui. «Il ne faut pas voir les choses comme ça. Nous ferons tout pour réunir les forces démocratiques dont la solidarité est la garantie essentielle. Je

sais que certains aimeraient briser cette alliance».

Un mea culpa: oui, il s'est trompé et le Congrès des députés du peuple d'URSS avait eu raison de le refuser. Mais, premier temps, la nomination de Iazov qui lui a imposé comme vice-président. Oui, il porte une part de responsabilité dans le choix de son entourage.

Ce qui importe désormais? C'est de retrousser les manches et de poursuivre dans la voie des réformes de l'économie. Le Parti et l'Etat qu'on veut empêcher de poursuivre sa politique de «modernisation sans effusion de sang».

C'est au sujet du Parti communiste que M. Gorbatchev a été le plus bousculé par les journalistes. Il y a croit pourtant encore à ce Parti, longtemps déformé par le stalinisme. Il pense qu'il parviendra à confier les leviers de l'appareil à des progressistes. Il semble prendre la défense d'Anatoli Loukianov dont il n'a pas fini de soupçonner l'attitude pendant le coup d'Etat. Il ne souhaite pas à se livrer à une chasse aux sorcières, il veut analyser posément les positions de chacun. Et quand on lui a demandé l'effet que cela lui faisait d'être débarrassé de ses plus proches amis, il a répondu par une piquette: «Je ne réponds pas aux questions d'ordre agricole...».

Les joyeux manifestants qui arpentaient, dans la nuit tiède, les rues de Moscou en criant «Svoboda!» («Liberté») sous les murs du Kremlin ou à la Loubanka, n'entendent rien aux prudences du chef de l'Etat soviétique. Ils veulent véritablement la fin d'un régime qui a débouché sur un coup d'Etat dirigé, d'une main hésitante peut-être, mais sans contestation possible, par le patron du KGB. Alors ils ont pu symboliquement une «Bastille» et déboulonner la statue de Félix Dzerjinski, père de toutes les polices secrètes du régime et bourreau de millions d'hommes et de femmes. A quand le tour de Lénine?

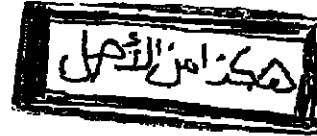
ALAIN FAUJAS

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT (G.A.M.E.)

Christiane Tricoit

280 F chez l'éditeur et la FNAC
320 F par correspondance, franco de port
à l'ordre des Editions François-Robert

COFORMA et les Editions François-Robert
18, rue Théodore-Desk, 75013 PARIS
Tél.: 46-46-61 Fax: 46-57-28-41



EN UNION SOVIÉTIQUE

Le président de l'URSS raconte sa détention

« On a voulu me faire démissionner »

Bronzé, visiblement ému et parlant au début d'une voix presque inaudible, M. Mikhaïl Gorbatchev a fait jeudi 22 août le récit de sa détention de trois jours en Crimée, dans une conférence de presse dont voici les principaux extraits.

« La conférence de presse d'aujourd'hui a lieu après des événements que je souhaite ne jamais voir se répéter. J'espère qu'il n'y aura jamais plus de conférence de presse comme celle-ci. »

« Nous avons vécu (...) une des plus difficiles épreuves de toute l'histoire des réformes de notre société. Nous avons été confrontés à quelque chose de très réel, sans exagération, un coup d'État anticonstitutionnel organisé par des forces antirévolutionnaires. (...) »

« Voilà des gens en qui j'avais confiance et qui se sont livrés non seulement contre le président, [mais] aussi contre la Constitution, contre le peuple, contre la démocratie. »

« Le 18 août, à 16 h 50, j'ai été informé par le chef de la garde (...) qu'il y avait des gens venus me voir. J'ai dit que je n'attendais personne et que je n'avais été informé d'aucune visite. Quel est l'objet de la visite? Le chef de la garde a déclaré qu'il ne savait pas pourquoi ils étaient ici et pourquoi on les avait laissés entrer. Tikhonov, le chef de l'administration du KGB, était avec eux. Autrement, mes gardes ne les auraient pas laissés entrer. Tous sont les règlements. Ils sont stricts, mais nécessaires. »

« Je décidai de tirer au clair qui les avait envoyés et j'ai pris un des téléphones qui me reliait à différents secteurs du gouvernement soviétique. Le téléphone ne marchait pas. J'en ai pris un deuxième, puis un troisième. Puis un quatrième. Aucun ne marchait. Ils avaient été coupés. J'ai pris le téléphone intérieur. Tout était coupé. J'ai compris que cette mission n'était pas du genre de celles que nous recevons habituellement. (...) J'ai senti ma famille, ma femme, ma fille et mon gendre, et je les ai informés de ce qui se passait. Je n'ai pas eu besoin d'autres explications. »

J'avais conscience que la situation était très sérieuse et je pensais qu'ils allaient tenter de me faire chanter ou de me forcer ou de me contraindre à faire quelque chose. Tout était possible.

« J'ai dit à Raïssa (sa femme) et à Irina (sa fille) que si la pire arrivait, si c'était une question d'orientation politique, je resterais sur mes positions et ne céderais à aucun chantage ou pression et ne prendrais pas d'autre décision. J'ai pensé qu'il était nécessaire de dire ça à toute ma famille. Vous pouvez en comprendre les raisons - car tout peut arriver. Toute la famille m'a dit que cette décision m'appartenait, qu'ils me suivraient. La conversation s'est arrêtée là. »

« J'ai répondu : vous ne vivrez pas longtemps... »

« Je suis alors allé leur dire d'entrer, mais ils étaient déjà entrés d'eux-mêmes. Il y avait un manque total de politesse, sans précédent. (...) J'ai dit que je voulais leur demander qui les avait envoyés. Il ont dit qu'ils avaient été envoyés par le comité... Le comité créé dans le cadre de l'état d'urgence. « Qui a nommé ce comité? », ai-je dit. Je n'ai pas nommé un tel comité. Le Soviet suprême n'a pas nommé un tel comité. »

« Et il est apparu que ces gens s'étaient livrés à un coup d'État. Le président était nécessaire. Et ils ont dit : soit vous signez un tel décret, soit vous confiez vos pouvoirs au vice-président. »

« Il m'a été demandé de démissionner. J'ai répondu : « Vous ne vivrez pas longtemps... », et j'ai dit : « Transmettez cela à ceux qui vous ont envoyés. Je n'ai rien de plus à vous dire. »

« J'ai demandé : « Qui êtes-vous? Vous allez annoncer demain quelque chose comme une situation d'urgence. Qu'allez-vous faire après ça? » J'ai répondu : « J'en ai quatre ou cinq en réserve. Je leur ai dit : le pays vous rejette. »

« Mon argumentation était que cela conduirait à la destruction de la société. Que ce serait une impasse.

Que ce scénario allait marquer la fin de la société et détruirait tout ce pour quoi nous avons lutté. (...) Mais cela était un dialogue de sourds. Le moteur des voitures tournait déjà. Je voyais bien qu'ils étaient prêts. (...) « Vous pouvez leur dire que je refuse. Non, je refuse de traiter avec eux. » - c'est ce que je leur ai dit - et cela a été la fin de la conversation.

« Nous captions la BBC, la Voix de l'Amérique... »

« Ma garde de trente-deux hommes est restée avec moi jusqu'à la fin. Ils ont décidé de rester et ils se sont répartis les tâches de la défense. Les membres de la famille étaient éparpillés, et tous protégés, et ils ont décidé de rester jusqu'à la fin. (...) J'étais en mesure de commander à manger. J'ai été sûr depuis le début que c'était un acte politique totalement égoïste et irresponsable qu'ils ne l'empêcheraient pas, qu'ils ne dureraient pas très longtemps. C'est ce qui s'est produit. »

« Soixante-douze heures d'isolement total - tout a été fait, je crois, pour m'affaiblir psychologiquement. C'était dur. C'est dur à dire maintenant, mais c'est comme ça que c'était. Chaque jour, matin et soir, je réclamaï, le rétablissement de mes communications et l'envoi immédiat d'un avion pour que je puisse rentrer à Moscou. »

« Après leur conférence de presse, j'ai également demandé qu'on vienne vérifier mon état de santé. Comment ces gens-là pouvaient-ils parler de ma mauvaise santé, leurs mains tremblaient tout le temps (...)? »

« Tout était coupé, mais nous avons trouvé de vieux postes de radio dans les appartements du personnel et nous avons pu dresser des antennes - les gens ont commenté s'y prendre. Nous avons été en mesure de capter certaines émissions et de savoir ce qui se passait. Nous avons capté la BBC, et encore mieux l'agence de presse Tass, puis la Voix de l'Amérique. »

« Les Républiques elles-mêmes ont arrêté une attitude hostile (aux putschistes), et je dois dire ici qu'elles ont adopté une position de principe, particulièrement notre Parlement

russe, nos députés russes, le gouvernement russe. Et le principal rôle a été tenu par le président de la Russie, Boris Nikolaïevitch Eltsine.

(Applaudissements.)

« Je dois dire que nous devons rendre hommage à la position de principe adoptée par les Moscovites et la population de Leningrad et par beaucoup d'autres. Les efforts déployés pour donner l'impression que le pays soutenait ce comité ont évidemment échoué. Dans l'ensemble, le pays a rejeté ce comité d'urgence et c'est là la meilleure démonstration, la meilleure plébiscite que nous ayons de l'attitude réelle du peuple. Il serait difficile d'en trouver une meilleure. (...) Lorsqu'il est devenu évident que la Russie avait pris une position implacable, ainsi que le peuple de Russie et des autres Républiques, que l'armée ne se rangeait pas à leurs côtés, ils ont commencé dans la panique à chercher une porte de sortie. »

« On est venu me demander de retourner à Moscou... »

« On m'a dit qu'un groupe, dont des conjurés, était venu en Crimée à bord de l'avion présidentiel pour me demander de retourner à Moscou avec eux. »

« A leur arrivée, j'ai dit : « Faites-les entrer dans la maison, placez-les sous garde et dites-leur que je n'engagerai aucune discussion autrement qu'au niveau gouvernemental. Ils auront ainsi beaucoup de temps pour y réfléchir. Ils n'ont nul part pendant quelque temps. (...) »

« Je me suis alors mis à travailler. J'ai donné instruction à Molotchev (le chef de l'état-major) de prendre le commandement, le ministre de la Défense, de renvoyer immédiatement dans leurs casernes toutes les troupes. Et j'ai ordonné que Lazov (le ministre de la Défense) soit écarté de son poste et arrêté. »

« Tout cela a été fait. J'ai trouvé le commandant de la garde du Kremlin et lui ai demandé sous l'autorité de quel régime était placé le régiment. Il m'a répondu qu'il était placé sous le régime de la défense, et je lui ai dit de se placer sous la seule autorité du commandant du Kremlin. J'ai alors commencé à appeler, tous les principaux

centres pour couvrir tous les points.

« Parce qu'il s'agissait d'une situation très dangereuse, j'aurais pu être attaqué sur la route - j'ai décidé de ne pas partir avant d'être sûr que c'était possible. On m'a dit que je devrais partir avec la délégation de la Fédération russe. J'ai dit que je la rencontrerais. La délégation est venue. Nous nous sommes tous assis. Nous nous sommes rendus compte que nous nous comprenions bien. Je pense que ce que nous avons vécu nous avait conféré non seulement de l'expérience, mais aussi un plus grand degré de compréhension. »

« Nous comprenions à ce moment ce que cela signifiait d'être unis et ce que cela signifiait d'être divisés lorsque l'on est une démocratie. Et nous étions allés par le passé jusqu'à pratiquement nous traiter d'ennemis. Et nous avons commencé à réfléchir à la manière de recoller les morceaux... »

« Je n'ai rencontré ni parlé à aucun des conjurés, je ne les ai pas vus et je ne veux pas les voir. Nous les avons repartis sur des avions, et à l'arrivée des avions ils ont tous été arrêtés et isolés. J'ai donné ordre au Kremlin de ne laisser entrer personne qui ait coopéré avec eux. »

« Nous ne devons pas perdre de temps. Nous avons un programme. Nous devons aller de l'avant et régler nos problèmes. C'est l'essentiel. »

« Éliminer les forces réactionnaires du parti »

« Mon devoir - et je le remplirai jusqu'au bout, aussi longtemps que j'en ai le pouvoir - est d'éliminer les forces réactionnaires du Parti communiste, sur la base de ce nouveau programme que nous appliquons. Je crois possible d'unir tous les progressistes et ceux qui pensent juste au sein du parti. »

« Maintenant, si vous dites que le parti dans son ensemble est une force réactionnaire, je ne suis pas d'accord, car je connais des milliers de gens, des centaines de gens - et certains sont des gens de bien - qui sont de vrais démocrates, qui sont dévoués à la perestroïka, à ce combat, et qui ne renonceraient jamais. (...) Je ne pense pas, après tout, ce qui s'est passé, que nous devrions

lancer une chasse aux sorcières et nous comporter comme nous le faisons jadis. Nous devons agir dans notre cadre démocratique et dans celui de notre glasnost, et sur la base de nos lois et conformément au droit. C'est comme cela que nous devons agir. »

« Prié de dire pourquoi il avait autorisé des gens à confier à deux des conjurés, l'ancien ministre de la Défense Dimitri Lazov et l'ancien chef du KGB Vladimir Krioutchkov, M. Gorbatchev a répondu :

Saddam Hussein, Kadhafi et Rubiks... »

« J'ai connu Lazov, j'ai étudié son point de vue, je l'ai observé. C'est un homme très équilibré. Il pèse très soigneusement sa position lorsqu'il est entouré de nombreux excès. C'est à lui qu'on doit d'avoir mis fin à de nombreuses tentatives d'actions très radicales à une époque où l'armée était critiquée ou était impliquée dans divers types d'événements. Et je dois dire que, même aujourd'hui, je n'arrive tout simplement pas à croire que Lazov faisait partie de ce groupe. J'ai pensé qu'ils avaient peut-être simplement mis son nom sur la liste pour qu'elle ait meilleure allure. Mais cela signifie peut-être que je devrais me préoccuper sérieusement de cette question. Je ne pense pas que je puisse prétendre ne pas être responsable à cet égard, parce qu'après tout c'était mon choix, je l'avais recommandé. »

« En ce qui concerne Krioutchkov (...), j'ignore s'il a les mains tachées de sang, je ne dispose d'aucune information à ce sujet susceptible d'influer mon opinion à son sujet. »

Enfin, M. Gorbatchev a ironisé sur le soutien apporté aux putschistes par M. Saddam Hussein et le colonel Kadhafi. Il a remercié les dirigeants étrangers pour leurs télégrammes de soutien. Ces messages provenaient « de dirigeants du monde entier », a-t-il dit, en ajoutant, à l'attention générale : « (...) à l'exception de Saddam Hussein, de Kadhafi et de Rubiks. » Alfred Rubiks est le premier secrétaire du Parti communiste letton, violemment opposé à la perestroïka.

L'après-gorbatchévisme a commencé

Suite de la première page

La résistance des forces démocratiques incarnée par Boris Eltsine devrait en effet donner un coup d'accélérateur aux réformes et obliger la direction de l'URSS - avec ou sans Mikhaïl Gorbatchev - à accepter des bouleversements que le numéro un soviétique a longtemps hésité à endosser, que ce soit pour des raisons tactiques ou par conviction. Et ce dans tous les domaines, fédéral, politique, économique.

Le « centre », c'est-à-dire le pouvoir au niveau de l'Union, sort encore affaibli de l'épreuve de force, parce qu'il a fait la démonstration que la police et l'armée, censées constituer ses bras séculiers, ne lui obéissaient plus parfaitement. De plus, c'est d'abord la République de Russie et son président élu au suffrage universel qui se sont opposés au coup d'État, et Boris Eltsine est maintenant en mesure d'obtenir de Mikhaïl Gorbatchev ce que celui-ci lui refusait encore la semaine dernière : les dirigeants des autres Républiques, qui comme la Russie s'opposaient à signer le traité de l'Union, ont compris qu'ils avaient tout intérêt, pour consolider leur pouvoir local, à prendre leurs distances par rapport à ce « centre » (1).

La reine d'Angleterre

Quant aux Républiques ayant proclamé leur volonté d'indépendance, elles peuvent faire valoir avec plus d'insistance leur revendication, et on voit mal comment Mikhaïl Gorbatchev ou d'importe quel dirigeant de l'Union pourrait aujourd'hui s'opposer à un exercice effectif de la souveraineté. C'est vrai d'abord des Républiques baltes ; en janvier dernier, la répression à Vilnius et à Riga avait été le prix payé pour l'entente entre Gorbatchev et les élus du parti. Les Baltes doivent être les premiers à profiter de la déconfiture des conservateurs.

Boris Eltsine a dit jeudi que le traité de l'Union devrait être signé rapidement, veni importe en effet ses lacunes et ses contradictions, car le rapport des forces est tel que les interprétations se feront dans les prochaines semaines en faveur d'une décentralisation des pouvoirs et que le président de l'Union soviétique,

quel qu'il soit, devra accepter de n'avoir pas beaucoup plus de pouvoirs que le président de la IV^e République au sein d'Angleterre, régnant mais ne gouvernant pas dans une sorte de Commonwealth aux structures très lâches. Cette perspective, tracée depuis des mois déjà par les forces démocratiques, effrayait Mikhaïl Gorbatchev. Il semble bien qu'il devra maintenant s'en accommoder s'il veut conserver son poste.

En ce sens, Boris Eltsine n'est pas un concurrent de Mikhaïl Gorbatchev, car il a au moins intérêt à convoiter sa place qu'à le cantonner dans un rôle de représentant international d'une URSS où les vrais centres de décision ne seront plus seulement à Moscou.

L'occasion est aussi favorable pour que les forces démocratiques imposent une autre de leurs vieilles revendications : la constitution d'un gouvernement regroupant les réformateurs de différents horizons. Il y a plusieurs mois que les libéraux exigent de Mikhaïl Gorbatchev la réunion d'une sorte de table ronde à l'issue de laquelle il s'est passé dans les autres pays socialistes de l'Europe centrale. Là encore, le président soviétique, malgré quelques bonnes paroles de ses adjoints, s'y était refusé, préférant s'enferrer d'appareils confirmés (ceux qui devaient tenir et « autres » qui sont encore en place), sous prétexte de contenir les forces conservatrices. Au cours de sa rencontre vendredi avec Mikhaïl Gorbatchev, Boris Eltsine devait demander la formation d'un « gouvernement de confiance nationale », où seraient présents les libéraux et les réformateurs qui dans les derniers jours se sont opposés au putsch.

Certes, les forces démocratiques sont encore inorganisées, divisées, confuses dans leurs objectifs. Mais les derniers jours ont été une clarification des positions. Des communistes réformateurs se sont retrouvés aux côtés de Boris Eltsine et de ses partisans pour défendre la légalité, des ex-conseillers de Gorbatchev ont critiqué les attentements de leur ancien patron, etc. Des regroupements qui étaient préparés depuis quelque temps déjà vont être accélérés. C'est d'autant plus indispensable que les conservateurs, bien que sonnés par l'échec

des huit conjurés, occupent encore les emplois stratégiques. Conçu pour regrouper les communistes en rupture de parti et les réformateurs modérés, le Mouvement pour les réformes démocratiques d'Edouard Chevardnadze et Alexandre Iakovlev ne pouvait jouer pleinement son rôle.

Le discrédit du PC

Mikhaïl Gorbatchev lui-même a parlé, jeudi, de la nécessaire « recomposition des forces politiques », mais il persiste dans ses erreurs passées. Il continue à miser sur le Parti communiste, alors que, depuis des mois, ses conseillers le poussent à abandonner le secrétariat général. Contrairement à ce qu'il a dit dans sa conférence de presse, il est peu probable que les éléments progressistes y restent sur la base du nouveau programme présenté au dernier comité central, alors que l'attente de la direction du PC pendant le putsch a ajouté encore à son discrédit. La Pravda, journal du parti bolchevique depuis 1912, a tellement confiance dans l'avenir du communisme qu'à partir de vendredi la mention « organe du comité central du PCUS » a été remplacée par la mention plus anodine : « Journal de politique générale du PCUS ». Avant le 19 août, les démocrates aspiraient à devenir une opposition organisée. Ils sont sur le point de devoir assumer une part du pouvoir plus vite qu'ils ne l'auraient souhaité.

Le « gouvernement de confiance nationale » devrait avoir pour tâche d'approfondir les réformes démocratiques, préparer l'élection d'un Parlement de l'Union représentatif (le Soviet suprême actuel est composé aux deux tiers de députés nommés par le Parti communiste et ses appendices), et l'élection au suffrage universel du président de l'Union, prévue par l'accord de 1990. Le Novo-Ogariovo du 23 avril dernier entre Mikhaïl Gorbatchev et les présidents de neuf Républiques, il devrait renforcer le contrôle des élus sur le KGB et la police, mener à bien dans toute l'Union la séparation du parti et de l'État, des entreprises et du parti, dévotée en Russie, et qui n'a sans doute pas été pour rien dans la décision des conservateurs de jouer leur va-tout.

On ne peut exclure que ce gouvernement, même et surtout si les libéraux et autres démocrates y participent, soit amené à prendre des mesures énergiques, voire autoritaires, pour mettre fin au chaos qui menace l'URSS, établir le règne de la loi, supprimer les mafias qui prospèrent sur les débris du vieux système. Il le pourra s'il respecte l'État

de droit et s'il a le soutien de la population.

Pour l'obtenir, il lui faudra s'attaquer immédiatement à la crise économique que la politique incohérente de l'ancien premier ministre Pavlov n'a fait qu'aggraver. Les plans préparés par des économistes dont beaucoup furent, à un moment ou à un autre, des conseillers de Mikhaïl Gorbatchev avant de rejoindre Boris Eltsine ne manquent pas, ils ne sont pas la panacée, mais ils proposent des réformes allant enfin au-delà du rafistolage. Le choc sera dur sans doute pour les Soviétiques, mais comme le disait il y a quelques mois l'économiste Nicolas Petrakov, « actuellement nous avons le choc de l'apprentissage, le passage à une économie de marché, le démantèlement du complexe militaire-industriel qui contrôle encore directement ou indirectement deux tiers de l'économie soviétique, la réforme des prix, la formation de gestionnaires et l'apprentissage des notions les plus rudimentaires de la vie économique, ne se feront pas en un jour. Raison de plus pour ne pas tarder à commencer. »

Aider les forces démocratiques

C'est là que le soutien occidental peut avoir un sens. Cessons d'être demandeur, s'il faut aider Gorbatchev, si on l'a suffisamment aidé, ou pas assez, ou s'il faut aider Eltsine. Il ne s'agit pas de fonder une politique sur tel ou tel individu, mais d'aider les forces démocratiques au niveau de l'Union et dans les Républiques, dans les municipalités, à mener à bien les réformes indispensables, par des crédits attachés à des projets concrets, par des investissements ciblés, par une assistance technique décentralisée, par des échanges de cadres...

L'URSS centralisée a vécu. Cause et conséquence de la fin du communisme, la délocalisation de l'empire s'accélère. Qu'on s'en félicite ou qu'on le regrette, c'est une réalité qu'il ne sert à rien de nier. Plutôt que de retomber dans la « gorbimania » ou de reporter sur Boris Eltsine les espoirs déçus par Mikhaïl Gorbatchev, il faut apprendre à vivre avec, à l'autre bout de l'Europe, un ensemble instable qui découvre les balbutiements de la démocratie.

DANIEL VERNET

(1) Le président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbajev, a décidé de quitter le bureau politique du Parti communiste et a demandé au PC kazakh de prendre son indépendance par rapport au PCUS.

Selon le quotidien britannique « The Guardian »

M. Gorbatchev aurait « préféré [se] tuer » plutôt que de négocier avec les putschistes

Le président Gorbatchev aurait « préféré [se] tuer » plutôt que de passer un accord avec les auteurs du coup d'État manqué, a affirmé le correspondant à Moscou du quotidien britannique The Guardian, dans son édition du vendredi 23 août. Le journaliste a pu rencontrer, mercredi, le chef de l'État soviétique dans sa datcha en Crimée, moins d'une heure après que ce dernier eût appris qu'il pouvait rentrer à Moscou sans danger.

« M. Gorbatchev a déclaré qu'aucune intimidation physique n'avait été utilisée contre lui, mais il a expliqué qu'il avait subi la pression des auteurs du coup d'État pour l'amener à des négociations. Plutôt que de faire cela, il a affirmé qu'il aurait préféré se tuer », écrit le correspondant du quotidien britannique. « Je n'ai passé aucun accord. J'ai conservé une position ferme, »

demandant la convocation immédiate du Congrès des députés du peuple ou du Soviet suprême », poursuit M. Gorbatchev, qui précise : « J'aurais dû en finir avec moi-même si j'avais accepté autre chose. Il n'y avait pas d'autre solution. »

Qualifiant de « complètes idioties » les rumeurs selon lesquelles il aurait été impliqué dans ce putsch, le chef du Kremlin souligne qu'il n'avait « plus aucune moyen de communication » et a vécu dans un « isolement total ». Selon le journaliste britannique, deux des putschistes, le ministre de la Défense, M. Dmitri Lazov, et le patron du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, étaient venus voir le chef de l'État soviétique quelques heures plus tôt, dans l'après-midi de mercredi.

L'ancien chef du KGB : « Je suis traversé par toutes sortes d'émotions... »

L'ex-patron du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, arrêté après l'échec du coup d'État, a pleuré sa cause, sans exprimer aucun regret, lors d'une interview, réalisée par un journaliste soviétique, et diffusée, jeudi 22 août, par la chaîne de télévision américaine CBS.

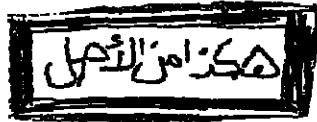
« D'abord je dois vous dire que, dans mon cœur, au fond de mon âme, je suis traversé par toutes sortes d'émotions. Je me rappelle toute ma vie, ma carrière, mon métier, et je pense que j'aurais choisi la même voie si je devais prendre la décision maintenant », a notamment affirmé M. Krioutchkov, actuellement détenu

dans un lieu tenu secret, proche de Moscou. « Je ne pense pas avoir fait quoi que ce soit dans ma vie qui puisse maintenant être retenu contre moi par ma patrie », a-t-il insisté.

L'ex-patron du KGB a cependant reconnu que, s'il pouvait revenir en arrière, il agirait « de façon totalement différente, pour ne pas être maintenant en état d'arrestation ». Souhaitant une « enquête impartiale », M. Krioutchkov semble convaincu qu'il pourra « être libéré », ce qui lui permettra « de continuer à travailler et à [se] rendre utile à [sa] patrie ». - [Roulet]

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION



APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

Les réactions

L'indépendance de plusieurs Républiques

Les pays baltes entendent accélérer le processus...

Parmi tous les bouleversements que va entraîner la crise de la semaine écoulée en URSS, les trois Républiques baltes en voient un en priorité : l'accélération du processus d'indépendance, qu'elles considèrent désormais comme à portée de main.

Depuis l'échec du coup d'État, les choses vont décidément très vite dans les trois petites Républiques baltes : Lituanie, Estonie et Lettonie. Ces deux dernières n'avaient d'ailleurs même pas attendu la débâcle des putschistes pour proclamer leur indépendance, mardi 20 août, elles qui avaient voulu jusqu'à présent se montrer plus prudentes que la fouguese Lituanie.

Judi 22 août, le président Vytautas Landsbergis a eu la bonne surprise de recevoir un appel téléphonique du colonel Mironenko, commandant les troupes du ministère de l'Intérieur soviétique à Vilnius, qui lui demandait de reprendre sous son contrôle la fameuse tour de la radio-télévision lituanienne, dont la prise d'assaut par l'armée avait coûté la vie à quatorze personnes le 13 janvier. Effectivement, les troupes ont abandonné les locaux de la radio-télévision dans l'après-midi. Dans la soirée, le Parlement lituanien, réuni tard dans la nuit

de jeudi à vendredi, a déclaré illégal le Parti communiste de la République. « Tous les bâtiments du PC ou lui appartenant seront donnés à la République lituanienne », proclame le texte adopté par les députés, qui ont également décidé que tous les « corps répressifs » devaient se retirer de Lituanie. Le Parlement letton a également adopté un projet de résolution identique sur l'interdiction du PC.

A Copenhague, le ministre letton des affaires étrangères, M. Janis Jurkans, a estimé qu'il n'y avait « ni paix ni stabilité en URSS sans que la question de l'indépendance des États baltes ne soit réglée ». M. Jurkans s'est déclaré d'autant plus optimiste à cet égard que pour lui, « l'ère Gorbatchev est terminée » et que M. Boris Eltsine « est l'un des plus chauds partisans de l'indépendance balte ».

Car là aussi, le président russe avait su sentir le vent de l'histoire tourner bien avant M. Gorbatchev : après le drame de Vilnius, en janvier, rapidement suivi d'un autre massacre à Riga en Lettonie, il s'était aussitôt rendu à Tallin pour y rencontrer les présidents baltes et les assurer de son soutien. La Russie a ensuite signé des accords bilatéraux avec les trois Républiques. M. Gorbatchev, lui, n'a jamais pu se résoudre à considérer les républiques baltes, pour lui, comme une perestroïka.

... et la Moldavie engage le débat

BUCAREST

de notre correspondant

Après l'Estonie et la Lettonie, la Moldavie va-t-elle profiter de l'échec du coup d'État pour proclamer à son tour l'indépendance ? M. Mircea Snegur, président de cette République rebelle, voisine de la Roumanie, a déclaré, jeudi 22 août, que la question de l'indépendance de la République moldave allait être débattue lors des prochaines séances du Parlement, peut-être dès vendredi.

En mai dernier, le président Snegur, soutenu par une majorité de députés, avait refusé d'inscrire cette question à l'ordre du jour, comme l'exigeaient les représentants du Front populaire moldave, qui militent aussi pour la réunification de la Moldavie avec la Roumanie.

Pour la première fois, mardi, au moment le plus chaud du coup d'État à Moscou, une foule importante de manifestants à Kichinev avait adopté une résolution demandant l'indépendance et, en outre, l'interdiction du Parti communiste en Moldavie. Depuis la sanglante intervention des troupes soviétiques en janvier dernier à Vilnius, le président Snegur s'employait à modérer les aspirations

séparatistes. L'échec du coup d'État, la mobilisation des Moldaves par dizaines, voire par centaines de milliers, jour et nuit, l'absence de toute répression armée dans la capitale moldave, Kichinev, ont bouleversé la donne politique en Moldavie.

A Bucarest, lors d'une interview, le président roumain, M. Ion Iliescu, tout en se disant « très par les traités européens », a déclaré, en substance, que les frontières de la Roumanie pourraient être modifiées par l'éclatement de l'Union soviétique. M. Iliescu a estimé, dans un télégramme de félicitations au président Snegur, que « la révolte des Moldaves », contre le coup d'État resterait dans « l'histoire des Roumains ». De son côté, le gouvernement espérait que « l'échec du coup d'État [était] un signe pour ceux qui s'imaginent pouvoir traiter les Républiques souveraines, en particulier la Moldavie, en Républiques soumises ». Après la question de l'indépendance, c'est celle de la réunification qui pourrait donc se poser. Le Parlement roumain n'avait-il pas demandé, à l'unanimité, en juin dernier, d'agir pour accomplir les vœux légitimes des populations des territoires roumains annexés par la force ?

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Divergences entre les pays nordiques

STOCKHOLM

de notre correspondant

Les temps changent : les plus éminents représentants du monde politique suédois étaient présents, mardi 20 août, pour l'inauguration du Bureau d'information de la République de Lituanie à Stockholm, le troisième du genre puisque l'Estonie et la Lettonie ont déjà ouvert de telles représentations dans la capitale suédoise. Aujourd'hui, l'heure est, pour les Baltes, aux démarches pressantes en vue d'obtenir une reconnaissance de leur indépendance nationale unilatéralement proclamée.

Pour les Norvégiens et les Danois, qui n'ont jamais reconnu l'annexion des Républiques baltes par Moscou, il ne s'agit en fait « que » de rétablir des relations diplomatiques avec Tallin, Riga et Vilnius. Les Suédois et les Finlandais, en revanche, s'ils veulent tourner officiellement la page ouverte par l'annexion de 1940, doivent reconnaître d'abord les trois Républiques.

Du côté officiel suédois, on estime qu'il est « grand temps » que la direction de l'URSS reprenne les négociations avec les pays baltes, afin que leur indépendance soit officiellement fondée sur le plan constitutionnel. « C'est ce que nous exigeons de Moscou et, pendant ce temps, nous continuerons à soutenir les Baltes dans leurs efforts », dit M. Pierre Schori, le secrétaire général du ministère suédois des affaires

étrangères. C'est avec un soulagement particulier que l'échec du coup d'État a été accueilli à Helsinki qui avait, pour la première fois avec le grand voisin soviétique, signé le 20 août, avec les autres ministres nordiques des affaires étrangères, un communiqué critique à l'adresse de Moscou.

Le ministre danois des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen, s'était pourtant emporté contre la trop grande prudence des Finlandais qui ont fait en sorte que ce communiqué ne mentionne ni le terme « coup d'État », ni le nom de M. Gorbatchev. Le président finlandais, M. Mauno Koivisto, a critiqué de son côté la « maladresse » du ministre danois, constatant la « difficulté d'établir une ligne politique nordique commune sur les questions internationales ».

La réserve du président finlandais est également critiquée dans son propre pays où de nombreux voix disent tout haut que la Finlande doit maintenant redéfinir sa politique vis-à-vis de Moscou. M. Koivisto a, en tout cas, accueilli très positivement la demande de reconnaissance par la Finlande de la République d'Estonie présentée jeudi 22 août à Helsinki au ministre finlandais des affaires étrangères, M. Paavo Vayrynen, par son homologue estonien, M. Lemar Meri. La Finlande attendait cependant, pour reconnaître l'Estonie, que les relations entre Moscou et Tallin soient clairement réglées.

FRANÇOISE NIETO

Concert de félicitations dans les capitales arabes

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

« Rira bien qui rira le dernier », titrait dans l'hebdomadaire le journal irakien *El Joumhouriya* au soir du coup de force contre M. Gorbatchev. Le numéro soviétique s'en est souvenu lors de sa première conférence de presse, jeudi 22 août, après son retour à Moscou, en ironisant sur l'absence de messages de félicitations de « Hussein et Kadhafi ». Seuls chefs d'État étrangers - avec le président du Soudan, le général Omar El Béchir - à s'être publiquement et très vite réjouis du putsch à Moscou, les présidents irakien et libyen sont, cette fois, restés muets.

En réponse à un message de M. Gorbatchev au président Saddam Hussein l'assurant (selon l'agence irakienne INA) que l'URSS « est déterminée à soutenir les principes constitutionnels, à rétablir l'ordre et la suprématie de la loi, à respecter les droits de l'homme ainsi que tous les traités, engagements et accords », le ministre irakien des affaires étrangères a, certes, souhaité au « peuple soviétique une prospérité, stabilité, progrès et un développement accru des relations entre les deux pays ».

« Affaire intérieure »

Il n'empêche que la déception est grande à Bagdad et que, une fois de plus, le gouvernement s'est trouvé en porte-à-faux, donnant de vains espoirs à une population qui n'en peut déjà plus. La presse de Bagdad - officielle - traduit cet embarras en renvoyant en pages intérieures la nouvelle du retour du président soviétique, qu'elle avait qualifié de « dernier tsar ». On peut, dès lors,

penser que les dirigeants soviétiques seront moins enclins à faire pression sur la communauté internationale pour faciliter la tâche de M. Saddam Hussein.

Si beaucoup de dirigeants arabes s'étaient montrés prudents aux premiers heures du coup de force, ils n'ont cette fois pas lésiné pour le féliciter, associant d'ailleurs souvent à leurs vœux le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine. Bagdad, d'ailleurs, était normal, que les pays du Golfe manifestent au contraire leur satisfaction. Après quelques jours d'inquiétude, leurs dirigeants ont tous congratulé MM. Gorbatchev et Eltsine, souhaitant le retour du « rôle positif et important » de l'Union soviétique sur la scène internationale.

Les éventuels participants à une conférence de paix au Proche-Orient, que devraient conjointement présider en octobre les États-Unis et l'Union soviétique, ont fait de l'absence du président égyptien, qui avait, dans une interview, estimé que la principale « erreur » de M. Gorbatchev était de s'être « plié aux pressions de l'Occident », lui a téléphoné pour le féliciter.

Principal allié de Moscou, la Syrie, qui n'avait que très tardivement réagi par la bouche de son ministre des affaires étrangères en déclarant mercredi après-midi que ces événements « étaient qu'une affaire intérieure », a cette fois promptement complimé le numéro un soviétique, le président Assad envoyant un message en ce sens à M. Gorbatchev. La presse syrienne (officielle) avait toutefois tiré mercredi sur « une profonde satisfaction populaire en URSS », laissant ainsi percer un certain contentement. En Jordanie, où les commentateurs de la presse - plus libre - avaient, dans l'ensemble, favorables à la chute de M. Gorbatchev, le roi Hussein - qui ne

s'était pas exprimé - a lui aussi envoyé un message de félicitations.

Instruite sans doute par l'expérience du Golfe, l'OLP n'avait pas, cette fois, suivi les réactions de joie des Palestiniens des camps de réfugiés. La seule réaction officielle de la centrale palestinienne se contentait de considérer comme « une affaire intérieure soviétique » les changements de Moscou. Si certains dirigeants du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) de M. Georges Habache ou du FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine) de M. Nayef Hawatmeh s'étaient réjouis de la chute de M. Gorbatchev, ils ne faisaient que traduire un sentiment largement partagé non seulement parmi les Palestiniens, mais encore dans l'opinion publique arabe.

« Message spécial » à l'Irak

Sans avoir rien d'idéologique - les peuples arabes souffrent plus que d'autres des dictatures - la satisfaction devant l'éviction de M. Gorbatchev reflétait avant tout l'espoir d'un retour d'une Union soviétique combattive, seule puissance capable de résister aux États-Unis, inconditionnel allié d'Israël. Dans cette mesure, l'échec du putsch déçoit sans aucun doute tous ceux qui, un peu vite, avaient de nouveau cru à un rapport de forces de nature à freiner l'instauration de la *Pax Americana* dans la région. Cette attitude n'est sûrement pas une surprise pour M. Gorbatchev, qui aura toutefois pu mesurer la déception profonde que sa politique engendre chez les peuples arabes.

Le président irakien, pour sa part, a eu droit à un « message spécial » de M. Gorbatchev, qui a remercié l'Irak pour sa « position sage » devant ces événements. Si les dirigeants irakiens se félicitent du

rétablissement de M. Gorbatchev, leurs opposants les plus radicaux, eux, avaient salué son renversement, toujours dans l'espoir que l'URSS puisse de nouveau contre « l'ordre américain ». Le journal *Kayhan* estime déjà, en guise de consolation, que « la guerre entre Gorbatchev et le courant Eltsine a commencé ».

La parenthèse du coup d'État soviétique reforme, le préparatif de la conférence de paix représentant. A l'issue d'un entretien avec le président Hosni Moubarak à Alexandrie, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charrh, a estimé, jeudi 22 août, que la participation de l'URSS à cette conférence « dont elle est l'un des parrains, ne sera pas affectée par ces événements ».

La presse syrienne s'est toutefois montrée très pessimiste, le quotidien *As Saoura* écrivant : « Avec l'approche de la tenue de la conférence, nous constatons une recrudescence dans la provocation et le défi de la part d'Israël, qui répète qu'il maintient son occupation de Jérusalem et du Golan et qu'il refuse d'abandonner sa politique d'implantation. Si telle est la conception de la paix israélienne, personne ne peut manifester un minimum d'optimisme pour une solution juste et globale ».

Une délégation palestinienne des territoires occupés, invitée prochainement en Union soviétique, aura en tout cas l'occasion de faire valoir directement son point de vue à Moscou, avant que ne revienne dans la région M. James Baker. Mais le secrétaire d'État américain devra sans doute attendre encore la position officielle de l'OLP, qui reste dans une très large mesure déterminante pour l'organisation de la conférence.

FRANÇOISE CHIPAUX

Jérusalem : à boulets rouges contre l'Irak, la Libye et l'OLP qui s'étaient réjouis du putsch

L'échec du coup de force contre M. Mikhaïl Gorbatchev a été l'occasion pour les dirigeants israéliens d'éreinter les dirigeants arabes - d'Irak, de la Libye, et surtout palestiniens - qui s'étaient réjouis un peu vite de la victoire des putschistes en URSS.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, a stigmatisé, jeudi 22 août, la « joie des éléments arabes qui ont souhaité la victoire de la réaction en URSS. Ils ont parlé de nouvel équilibre mondial. Le retour de la tension internationale, les menaces de guerre, la course aux armements entre les deux blocs, est-ce cela l'équilibre ? Seuls ceux qui ne voient pas l'avenir peuvent le prétendre ». Ensuite, M. Lévy, dans un entretien téléphonique avec son homologue néerlandais, M. Hans Van den Broek, s'en est pris à l'« OLP, qui est démasquée et est incapable de changer (...) ». Cette

organisation terroriste qui avait soutenu le tyran Saddam Hussein en août dernier s'est empressée cette fois de soutenir les forces réactionnaires en URSS ».

Pour le reste, les vives appréhensions exprimées en Israël au lendemain du coup d'État semblent à présent apaisées. Cela concerne en particulier le sort des juifs soviétiques ; il n'est plus question d'opérations de sauvetage par pont aérien. Et si M. Ariel Sharon, le ministre de l'habitat, lance des appels aux juifs d'URSS pour que, « sans plus tarder, ils viennent s'installer dans le seul pays où ils peuvent vivre en sécurité », plus personne ne s'attend à un rush. Tout au plus assisteront-ils à une certaine augmentation de l'émigration. Au cours des quinze premiers jours du mois d'août, moins de cinq mille juifs soviétiques étaient venus en Israël.

Des dirigeants rassurés

Sur un autre point, les dirigeants israéliens se sont rassurés : le rétablissement prochain des relations diplomatiques avec l'URSS. « Le

dialogue à ce sujet va bientôt reprendre », a annoncé M. Lévy. Peut-être même sur de meilleures bases, car, dans les milieux politiques à Jérusalem, on estime que les dirigeants soviétiques devraient à présent « rafraîchir » encore davantage leurs liens avec l'OLP et n'exigeront peut-être plus la participation de l'organisation de Yasser Arafat à la conférence de paix.

Enfin, à propos de cette conférence de paix prévue pour octobre, l'hypothèse de travail à Jérusalem n'est plus qu'elle est compromise mais qu'elle risque malgré tout d'être quelque peu retardée. Après plusieurs jours de silence prudent, le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, y a lui-même fait allusion jeudi 22 août, par le quotidien *Yedioth Aharnoth* : « Il m'est difficile d'affirmer que le calendrier initial se réalise ; il faut voir ce qui se passe avec les autres partenaires liés au processus ».

Si les Israéliens peuvent finalement dresser un bilan positif des événements d'URSS, il n'en va certainement pas de même des Palestiniens des territoires occupés de Cis-

jordanie et de Gaza ; accusés de toute part d'avoir une nouvelle fois fait le mauvais choix et de n'avoir pas su tirer les enseignements de leur attitude pendant la crise du Golfe. « Mauvais argument, rétorque-t-on généralement à Jérusalem-Est, il faut faire la distinction entre les réactions de la rue et celles des dirigeants ».

Dans les territoires occupés, les personnalités palestiniennes de premier plan (sauf celles liées aux organisations les plus radicales) ont souvent été assez prudentes, alors que les journaux de Jérusalem-Est comme *El Fajr* (pro-OLP) expliquaient à longueur de colonnes que M. Gorbatchev avait brisé ses amis arabes et que ceux qui l'avaient renversé allaient enterrer le nouvel ordre arabo-islamique au Proche-Orient. Cependant, il y a eu des « dérapages », et le seul dirigeant à s'être vraiment tiré d'affaire a été une nouvelle fois M. Fayçal Husseini, intermédiaire palestinien numéro un du secrétaire d'État américain James Baker, qui, à l'instar de M. Shamir, a gardé le silence ou s'est contenté de déclarations sibyllines. (Interim.)

« Boris Eltsine a gagné ses galons d'homme d'État dans la bataille », déclare M. Jean-Pierre Cot

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

« Notre premier devoir est de dire notre admiration au peuple russe et aux dirigeants réformateurs... » A la session du « Bureau large » du Parlement européen, on attendait l'orateur sur tournant, jeudi 22 août. M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste, qui s'était fichtement illustré au printemps dernier en éconduisant devant les caméras de télévision M. Boris Eltsine, invité à Strasbourg, allait-il dire ce que tous attendaient ? Oui, cela vint enfin, au milieu de bruits divers dans l'assistance : « Je veux saluer ici Boris Eltsine, symbole de cette résistance courageuse, qui a gagné ses galons d'homme d'État dans la bataille ».

Après M. Egon Klepsch, chef des démocrates-chrétiens, qui proposa le président de la Russie pour le Nobel, M. Valéry Giscard d'Estaing, président du groupe libéral s'abstint

de tout commentaire, laissant à un Irlandais d'une autre formation le soin de rappeler : « Malheureusement, certains, parmi nous, n'ont pas su reconnaître ce que représentait Boris Eltsine ». L'ancien président de la République préféra utiliser son temps de parole pour déplorer l'annulation du conseil européen prévu pour vendredi, dans la mesure où celui-ci aurait permis d'évoquer des problèmes de fond qui continuent à se poser.

Par exemple, « avec quelles structures politiques nos relations sont-elles appelées à se développer ? » : l'URSS ou les futures Républiques souveraines ? Par ailleurs, au sujet des accords d'association négociés par la Communauté avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, les projets initiaux ne sont-ils pas à revoir ? « Il faut donner - comme le traité de Rome le permet - une dimension politique à l'association de ces trois pays avec la Communauté », a dit M. Giscard d'Estaing.

Après lui, beaucoup d'orateurs

ont évoqué, chacun dans son style, le dossier de la coopération avec les anciens pays satellites et surtout avec l'URSS dans sa forme future. « Nous devons plus l'Union soviétique, aidons les Républiques », proposa M. Bernard Antony au nom des Droites européennes. M. Hans Van den Broek, ministre néerlandais des affaires étrangères et président en exercice du conseil des ministres et de la Coopération politique, a indiqué à l'Assemblée que la mesure de gel de l'aide économique déjà promise par les Douze à Moscou avant les événements allait, bien sûr, être annulée, mais il est resté vague quant aux formes futures que pourraient revêtir des concours accrus.

Egalement présent, M. Jacques Delors était dans un de ses jours de franco-parler bougon. Allant à l'encontre de plusieurs antennes de l'Assemblée, il a déclaré qu'un « plus grand engagement » - c'est-à-dire une aide plus importante - des Douze n'aurait sans doute pas évité la tentative de coup d'État, tant étaient multiples les problèmes de

l'URSS. La question d'une aide accrue devrait maintenant être examinée dans un cadre international plus large que la Communauté, a-t-il estimé.

Il a rendu un hommage vibrant à M. Gorbatchev, l'homme qui « avait libéré la parole », mais il n'a pas eu peur de dire : « Le traité de l'Union, tel qu'il était signé, ne me rassurait pas », ne serait-ce que parce qu'il ne prévoyait pas clairement de monnaie unique. Selon le président de la Commission, les élus des pays de la Communauté, créés pour remédier aux morcellements nationaux, auraient un comportement paradoxal en souhaitant l'éclatement total de l'Union soviétique.

Quant à une association économique encore plus étroite que prévue à court terme avec la Pologne, la Hongrie ou la Tchécoslovaquie, il a lancé à ses chanciers : « Expliquez à vos agriculteurs qu'il faudra importer plus et je vous croirai ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

سكس اسن السهل

EN UNION SOVIÉTIQUE

dans le monde et l'aide à l'URSS

Budapest :
comme la crise
paraissait lointaine...

BUDAPEST
de notre correspondant

Le contraste est saisissant lorsque l'on compare les premières réactions tchécoslavaques et polonaises au coup d'Etat à Moscou, et l'attitude des Hongrois. C'est à se demander si ces trois pays font partie de la même Europe centrale jadis dominée par l'empire soviétique. MM. Lach Walesa et Václav Havel ont immédiatement réagi à la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev. Et, dans leurs propos, on pouvait sentir une réelle émotion et une véritable inquiétude. A Budapest, le ton était bien différent, comme si le pays ne voulait pas sortir de sa torpeur estivaie et des réjouissances organisées à l'occasion de la fête nationale du 20 août et de la visite du pape Jean-Paul II.

La journée du lundi 19 août avait pourtant été bien longue. Plus les nouvelles alarmantes en provenance de Moscou se multipliaient et plus les autorités hongroises se repliaient dans un étonnement muet. Il fallut attendre le journal télévisé de 19 h 30 pour que le premier ministre conservateur, M. József Antall, rompe le silence. Bien entendu, il a condamné les putschistes du Kremlin et salué l'action réformatrice de Mikhaïl Gorbatchev.

M. Antall, on le sait, n'est pas un homme qui laisse libre cours à son émotion. Mais le formalisme de son intervention paraissait terriblement décalé par rapport à l'ampleur de l'événement qui se déroulait de l'autre côté de la frontière hongroise. D'autant plus décalé que le premier ministre a consacré la moitié de son allocution aux répercussions économiques et négatives de la crise soviétique. L'URSS est menacée par la guerre civile et la Hongrie s'inquiète de l'équilibre de sa balance commerciale, a officiellement constaté un observateur étranger.

Le spectre
de 1956

Bien sûr, l'ensemble de la classe politique a formulé toutes les condamnations d'usage en de pareilles circonstances. Mais comme cette crise, si proche, paraissait lointaine! Par sa réaction tardive et par ses propos en demi-teintes, le gouvernement hongrois s'est volontairement mis en retrait. Comme si, après tout, cette affaire ne le concernait que de loin.

Après avoir été obligée de «coller» à l'URSS, la Hongrie s'efforce désormais de prendre des distances pour marquer son éloignement, démenti, de l'ancien camp. Mêmes réserves du côté de l'opposition. L'Alliance des démocrates libres, le deuxième parti du pays, a pensé organiser une manifestation de soutien aux réformateurs soviétiques devant l'ambassade d'URSS à Budapest. Mais, le temps de réfléchir sur l'organisation de cette manifestation, Mikhaïl Gorbatchev était déjà de retour à Moscou...

Pourtant, dès l'annonce du putsch, la population hongroise a été réellement inquiète. Personne ne pouvait s'empêcher de faire le parallèle avec l'intervention de 1956. Un processus de réformes brutales étouffé par les chars de l'Armée rouge. Et le spectre d'une nouvelle invasion à l'immédiateté hanté toutes les mémoires, tant le traumatisme de 1956 est toujours vivace. Mais, en guise de réponse à ces préoccupations légitimes, le premier ministre s'est contenté d'une déclaration ironique. Il a exprimé son soulagement : le récent traité de dissolution du pacte de Varsovie ne pouvait être remis en cause puisqu'il avait été ratifié, côté soviétique, par Guennadi Ianev, le leader putschiste...

YVES-MICHEL RIOLS

Washington : M. Bush n'entend pas changer de politique vis-à-vis de Moscou

WASHINGTON

de notre correspondant

Tout en annonçant la levée des sanctions économiques décidées au lendemain du coup d'Etat, M. Bush a assuré, jeudi 22 août, qu'il n'entendait aucunement changer de politique.

Conscient que les Etats-Unis allaient être soumis à nombre de pressions pour accroître leur aide à l'URSS, le président Bush a défendu ses options. Rien ne servira, a-t-il dit, en substance, d'augmenter une aide que les structures de l'économie soviétique ne sont pas capables d'absorber. Pour que les Soviétiques soient à même de bénéficier d'une assistance accrue, il faut d'abord qu'ils accélèrent leurs réformes économiques. D'autre part, il y a toujours eu des investisseurs américains à se presser en URSS, à poursuivre M. Bush, tant qu'ils ne savent pas où se trouve le vrai pouvoir dans ce pays - à Moscou ou dans les Républiques.

Discrettement, c'était une manière d'inciter M. Gorbatchev à reprendre son ouvrage là où les putschistes l'avaient interrompu, c'est-à-dire à obtenir la signature de ce traité devant régir les relations entre le «centre» et les Républiques. La remarque n'était évidemment pas faite au moment où les responsables américains prennent conscience de l'impopularité du président soviétique, au moment où émergent des personnalités comme M. Boris Eltsine et où le Parti communiste paraît plus décrié que jamais.

Prudemment, c'est-à-dire sans en faire le point fort de son intervention, M. Bush a aussi évoqué la situation des pays baltes : «Cela fait longtemps que je pense que plus tôt ils pourront être indépendants, le mieux cela sera. Il ne semble pas qu'aujourd'hui une occasion pour accélérer les conversations devant mener à leur indépendance».

Videmment, le président ne voulait pas paraître singulier devant des législateurs de l'URSS, mais le message de sa prestation n'en était pas moins clair : les dirigeants soviétiques doivent profiter de la liberté de consensus pour accélérer les réformes, condition première d'un accroissement de l'aide occidentale. Apparemment, l'administration américaine n'est pas unanimement convaincue que M. Gorbatchev saura saisir sa chance. Si M. Bush s'est refusé à commenter la nomination du maréchal Mikhaïl Moïseïev au poste de ministre de la défense, un haut fonctionnaire américain, «brièvement la presse, n'a pas hésité, lui, à dire toute la défiance des Etats-Unis à l'égard d'un officier dont la loyauté a paru hésitante, «ambivalente», au moment du coup d'Etat : «C'est un homme qu'on n'aurait pas avoir derrière soi dans une pièce sombre», a gentiment dit cette source. Plus diplomatique, M. Bush a fait part de la même réserve en expliquant que les Etats-

Unis allaient observer «une certaine retenue» dans les contacts entre militaires des deux pays.

Les démocrates en conviennent, non sans une certaine amertume : durant ces soixante heures de crise soviétique, alors que les enjeux étaient encore plus élevés que dans l'affaire du Golfe, le républicain George Bush a fait preuve de son habituelle maîtrise en politique étrangère.

Conférences de presse quotidiennes, propos mesurés, ton calme et résolu, tout donnait l'impression d'une «gestion» très assurée. George Bush a fait sentir sa présence dans la crise et la pression qu'il entendait exercer sur les événements de Moscou.

Les démocrates
ne peuvent rivaliser

A quelques mois d'une année de campagne présidentielle, la presse lui décerne le prix d'excellence, y compris les quotidiens les plus distants à son égard. Le New York Times écrit que le dénouement de la crise a aussi été «une victoire personnelle pour Bush» qui «remporte encore un succès de politique étrangère (...) et paraît plus invulnérable que jamais à l'aube de la campagne de 1992».

Un des commentateurs du Washington Post le moins bien disposés à l'égard du président observe que «Bush est apparu ferme et serein, incontestablement aux commandes (...) à l'occasion d'une crise qui revêtait son caractère d'unicité». Même conclusion du Wall Street Journal, qui assure : «Bush a encore accru ses chances de réélection déjà formidables».

Difficile pour les démocrates de rivaliser avec cette présence présidentielle continue sur le petit écran, avec ce président, presque acteur de la crise, que l'on voit s'engager, ment l'URSS, qu'il interprète une partie de pêche pour aller s'entretenir au téléphone avec M. Gorbatchev. C'est mercredi - très symboliquement, le jour de l'échec du putsch à Moscou - qu'un des plus sérieux candidats pour le Parti démocrate, le sénateur du Tennessee, M. Albert Gore, a annoncé qu'il renonçait à entrer dans la course présidentielle.

Mollement et pas toujours bien inspirés, les démocrates ont pourtant essayé, au début de la crise, de faire porter quelque responsabilité au président Bush. On ne déconçoit plus son indifférence aux problèmes intérieurs américains, mais on blâmait une politique étrangère bâtie sur le soutien au seul Mikhaïl Gorbatchev et qui allait s'effondrer du fait de l'éviction du numéro un soviétique. Quelques heures après l'annonce du coup d'Etat, M. Ron Brown, président du Parti démocrate, s'interrogeait sur «ce qui [allait] rester du nouvel ordre international» cher à M. Bush. M. Gorbatchev de retour au Kremlin, la question n'était plus d'actualité.

Les critiques les plus fréquentes ont porté sur la fin de non-recevoir

Les Douze sont tenus par leurs promesses aux pays d'Europe centrale et orientale

LA HAYE

de notre correspondant

Les Douze ont annulé, jeudi 22 août, les mesures de rétorsion adoptées quarante-huit heures plus tôt à l'encontre de l'URSS. Ils ont annoncé le rétablissement de l'assistance économique communautaire (garanties de crédits pour l'achat de biens alimentaires et assistance technique pour un montant cumulé de 900 millions d'écus, soit 6,3 milliards de francs), ainsi que leur participation à la réunion sur les droits de l'homme, qui doit avoir lieu le mois prochain à Moscou, dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Dans la déclaration diffusée jeudi après-midi par la présidence néerlandaise, les pays de la Communauté se réjouissent du rétablissement de l'ordre constitutionnel en URSS, mais font preuve de prudence. Ils rendent hommage, dans la même phrase, «au président Gorbatchev, qui est l'architecte des réformes, et au président Eltsine, qui est l'acteur de leur mise en œuvre». Les Douze soulignent toutefois «le rôle-clé joué par le président Eltsine et les autres responsables démocratiquement élus». Ils relèvent ensuite que «l'URSS fait toujours face à de nombreux problèmes notamment pour déve-

lopper de nouvelles relations entre les Républiques la constituant», et ils souhaitent que «des solutions soient trouvées grâce au dialogue et à des négociations». Enfin, ils déclarent que «l'Union européenne, quant à une éventuelle extension de leur aide économique et financière, comme l'idée en a pourtant déjà été évoquée dans plusieurs capitales».

Cette déclaration ne rend pas complètement caduque celle adoptée mardi après-midi par les ministres des affaires étrangères, qui mettaient les Douze au pied du mur : «Une fois sûr de pousser de longs sanglots le dimanche si les pays de la Communauté ne sont pas prêts, le lundi, à accepter les concessions commerciales qui sont indispensables. Agriculture, textile, acier et charbon : voilà ce que les pays est-européens ont à leur vendre. Il leur faut trouver des débouchés pour financer la modernisation et l'expansion de leurs économies. Les Européens devront donc mettre leur actes en accord avec leurs paroles».

Le président de la Communauté européenne, M. Jacques Delors, avait indiqué dès mardi sa volonté de mettre les Douze au pied du mur : «Une fois sûr de pousser de longs sanglots le dimanche si les pays de la Communauté ne sont pas prêts, le lundi, à accepter les concessions commerciales qui sont indispensables. Agriculture, textile, acier et charbon : voilà ce que les pays est-européens ont à leur vendre. Il leur faut trouver des débouchés pour financer la modernisation et l'expansion de leurs économies. Les Européens devront donc mettre leur actes en accord avec leurs paroles».

CHRISTIAN CHARTIER

Un véritable programme d'assistance

A peine les putschistes arrêtés, il est à nouveau question d'aider l'URSS à sortir du piège de la pauvreté et de la récession. Mais cette précipitation à vouloir consentir de nouveaux crédits, faire des dons, organiser une nouvelle aide technique n'est-elle pas un peu prématurée ? Avant de décider combien de milliards seront nécessaires au redécoupage de l'économie soviétique, il faut s'interroger sur les conséquences logiques d'une nouvelle coopération. S'engager à la légère ne servirait à rien, sinon à financer quelques-uns des déficits publics. La politique menée par l'Ouest ces deux dernières années l'a bien prouvé (le Monde du 21 août).

Plus que jamais, aides et réformes paraissent intimement liées. La logique est la même qu'avant le coup d'Etat : si l'URSS n'adopte pas les mesures nécessaires à la mise en œuvre d'une économie de marché, il ne sert à rien d'apporter des fonds. Mais

presque parallèle à la première, mais entreprise au terme d'une réflexion plus poussée, car elle touche davantage au «centre», géographique et stratégique, de l'économie. Il s'agit des aides financières nécessaires et urgentes. On sait d'ores et déjà que l'URSS aura cette année un besoin de financement en devises important, vraisemblablement compris entre 5 et 10 milliards de dollars. Pour que la balance des paiements soit équilibrée, Moscou devra soit renoncer à honorer ses échéances, soit trouver des sources de financement nouvelles.

L'aide à la balance des paiements doit-elle consister en une réduction pure et simple de la dette extérieure (70 milliards de dollars), en un rééchelonnement des échéances, ou simplement en de nouvelles lignes de crédit ? Les pays occidentaux ont toujours été divisés sur ce sujet. La première solution serait la plus efficace, mais est politiquement peu acceptable, car jusqu'à présent les Etats bénéficiant d'annulations de dettes avaient dû prouver pendant des années leurs efforts continus pour assurer les remboursements, ou démontrer leur incapacité à tout rembourser. La deuxième solution ressemblerait à celle adoptée à l'heure actuelle en Algérie : les «pics» de remboursement de la dette étant très concentrés sur cette année et l'année prochaine (12 milliards de dollars doivent être remboursés cette année), il s'agirait d'échelonner les versements. La troisième solution, le financement direct de la balance des paiements, a l'inconvénient de coûter très cher - il faut verser plusieurs milliards de dollars d'un seul coup - sans remédier aux problèmes de fond.

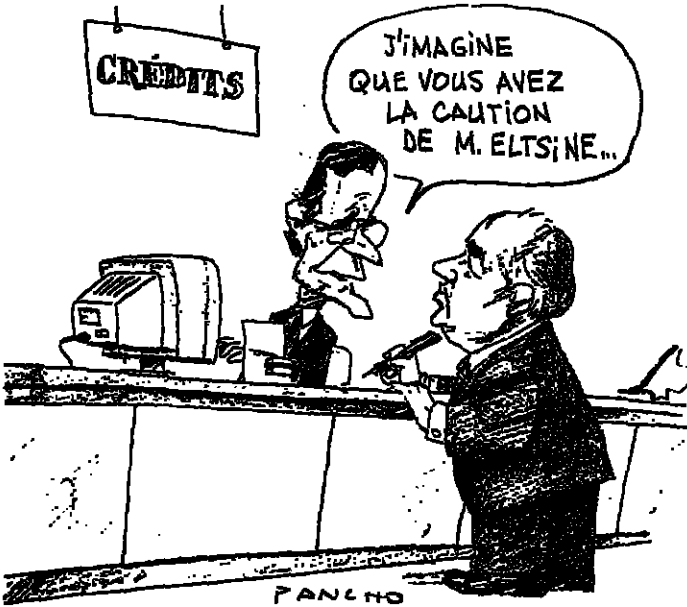
Les réformes réelles
dans l'Union

Cette meilleure insertion de l'URSS dans le système économique et financier international, ces premiers crédits, cette réflexion sur l'aide à la balance des paiements laisseront du temps aux dirigeants de Moscou pour poser les fondements des réformes. En matière économique, le traité de l'Union, qui devait être adopté le 20 août, prévoit en effet de définir les grands principes de l'organisation budgétaire, fiscale et monétaire du pays. Une politique des prix et des salaires doit être définie, tandis que reste à élaborer une législation sur la propriété, le travail, le capital étranger, le droit des entreprises et d'autres sujets encore. Alors seulement une coopération plus profonde, qui engagera les pays industrialisés pour de nombreuses années, pourra être mise en œuvre, avec la création, comme en Pologne, d'un fonds de stabilisation de la monnaie nationale ou d'un fonds de soutien au commerce extérieur.

Enfin, le volet le plus important de cette troisième étape consistera à attirer les entreprises occidentales en URSS. Les gouvernements devront amorcer la pompe : lorsqu'elles pénétreront un marché aussi vaste et aussi inconnu que celui de l'URSS, les firmes occidentales, même les plus grandes, ressembleront souvent aux PME débutantes à qui il faut donner de l'argent et des garanties. Certes, un tel travail relève en premier lieu de la profession bancaire. Mais, après la catastrophe financière soviétique des deux dernières années, qui s'ajoute au traumatisme de la dette du tiers-monde, les banques occidentales sont traumatisées. Il est peu probable qu'à court terme elles investissent de nouveau massivement en URSS. De l'avis des spécialistes, le rétablissement de la confiance des marchés financiers demande généralement quatre à cinq années d'efforts et de stabilité dans un pays donné.

FRANÇOISE LAZARE

(1) Etude conjointe réalisée par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). OCDE, Paris 1991. Etude sur la situation économique de l'URSS réalisée par la Commission européenne, Bruxelles 1990.



Les Occidentaux vont accroître leur soutien financier

Dès l'annonce de la chute des putschistes, les pays occidentaux ont annoncé jeudi 22 août la reprise de leurs programmes d'aide à l'URSS et leur volonté d'accroître leur soutien financier aux réformes qui devraient être engagées à Moscou.

La Communauté européenne s'est prononcée en faveur du rétablissement des deux programmes suspendus lors de la réunion des ministres des affaires étrangères à La Haye, mercredi 21 août : le premier concerne l'aide technique, et porte sur 400 millions d'écus (2,8 milliards de francs), le second vise à apporter des garanties de crédit pour un montant de 500 millions d'écus. Le président de la commission, M. Jacques Delors, a déclaré aux députés européens qu'il ne «conseillerait pas de faire plus pour l'URSS si les Soviétiques n'arrivent pas dans ce grand pays à avoir des institutions qui permettent de fonctionner de façon décentralisée». Il a évoqué la possibilité d'une réunion prochaine du groupe des Sept consacrée spécialement à l'URSS.

De sa résidence de vacances, M. George Bush a indiqué son souhait d'examiner une aide directe à l'Union soviétique. Jusqu'à présent, les Etats-Unis n'ont apporté que des garanties de crédit à l'exportation.

Les dirigeants allemands ont pour leur part mis en cause les réserves que manifestent leurs partenaires occidentaux pour apporter une aide financière massive à l'URSS. «Les Allemands sont allés jusqu'au bout de leurs possibilités d'aide, mais je ne peux pas dire la même chose de tous les Etats occidentaux», a déclaré le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher.

En France, le ministre de l'économie, M. Bérégovoy, a annoncé qu'il se rendrait en URSS les 5 et 6 septembre. M. John Major, le premier ministre britannique chargé cette année de présider le groupe des Sept, s'est prononcé en faveur de la conception d'un nouveau plan d'aide à l'URSS.

APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT EN UNION SOVIÉTIQUE

La polémique sur l'attitude française

Certains membres de l'opposition jugent que M. Mitterrand a été « dépassé » par les événements

L'attitude de M. François Mitterrand devant la tentative de coup d'État en Union soviétique continue d'être critiquée par l'opposition, qui estime que le chef de l'État a commis une « faute politique » (selon M. Longuet), cédé à l'esprit de Munich (M. Pasqua), voire, tout simplement, qu'il a été « dépassé » par les événements (M. Sarkozy). M. Giscard d'Estaing, qui avait lancé les premières attaques, et M. Chirac, qui s'en était gardé, n'ont pas participé à cette nouvelle charge contre M. Mitterrand.

M. Jacques Chirac n'a pas pris part à la polémique mettant en cause les réactions du président de la République face au putsch de Moscou. Il est vrai que, dans la déclaration qu'il a publiée jeudi 22 août, le président du RPR porte, respectivement, une appréciation assez voisine de celle que M. Mitterrand avait formulée le 19 août, puisqu'il indique que « le rideau de fer du stalinisme, entravé, ces six dernières années, par des réformes politiques entreprises par M. Gorbatchev, menaçait de se refermer brutalement, risquant d'entraîner une nouvelle guerre froide, peut-être plus dangereuse encore que la première ».

Se félicitant de l'échec des putschistes, « immense victoire pour la liberté et la démocratie, pour les peuples de l'Union soviétique et pour le monde », M. Chirac souligne que « M. Eltsine et le peuple russe, donnant au monde une formidable leçon de courage et de maturité politique, ont su faire échouer le putsch des nostalgiques de l'ordre ancien ». Il tire des événements de Moscou deux conclusions : « L'illusion communiste dans l'histoire de l'humanité semble, maintenant, dissipée, et la révolution démocratique, qui a traversé l'Europe depuis 1989, bel et bien irréversible. » Souhaitant « la bienvenue à la Russie dans la famille des nations démocratiques d'Europe », le maire de Paris observe que, « cependant, des risques de déstabilisation demeurent [...] liés à l'ampleur des réformes nécessaires à l'Est et à l'importance des armements accumulés ». Il fait écho à sa propre déclaration du 19 août lorsqu'il réaffirme que « la situation impose aux pays européens de demeurer vigilants et de toujours disposer des moyens nécessaires à leur sécurité ».

« Notre joie est grande », a déclaré

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, qui juge que, « même si de nombreux problèmes restent en suspens, la victoire de la démocratie et du droit est un soulagement et un espoir pour des millions de personnes à travers le monde », et que « le moment n'est pas à la réflexion sur les réactions et les faiblesses répétées de la politique étrangère française ». « Ce moment viendra et, avec lui, les questions qu'il entraîne », a ajouté le dirigeant centriste, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale. M. Charles Millon, président du groupe UDF, a précisé que doit être ce moment, en soulignant un débat de politique étrangère, au Palais-Bourbon, dès l'ouverture de la session parlementaire, au début d'octobre.

M. Pasqua :
« l'esprit de Munich »

D'autres responsables de l'opposition n'ont pas cette patience. Jeudi soir, au cours du journal de TF1, M. Charles Pasqua n'a pas hésité à évoquer l'abaissement des démocraties face à Hitler, en 1938, pour expliquer les réactions provoquées, à droite, par les propos de M. Mitterrand le 19 août. « Nous avons eu l'impression que l'esprit de Munich soufflait sur Paris », a affirmé le président du groupe RPR du Sénat, reprochant au chef de l'État d'avoir « donné l'impression de considérer le coup d'État comme un fait acquis ». Pour M. Pasqua, « les choses étaient simples : il fallait réagir de manière très forte, en disant qu'on n'aurait aucune relation avec des gens qui avaient violé la démocratie en Union soviétique ». Bénin, l'ancien ministre de l'Intérieur a observé que « lorsqu'on est président de la République, on n'en est pas moins homme » et qu'« on peut commettre des erreurs comme tout un chacun ». « Que l'on soit porté à la reconnaissance, c'est une chose, mais on ne peut pas, comme on l'a vu, se laisser aller à une attitude de faiblesse », a-t-il ajouté, en assurant que les dirigeants de l'opposition « auraient préféré » pouvoir soutenir M. Mitterrand comme ils l'avaient fait lors de la guerre du Golfe.

Dès vendredi matin, sur Antenne 2, M. Alain Vivien, secrétaire d'État aux affaires étrangères, a répondu aux attaques de M. Pasqua en estimant que ce dernier avait dépassé « les bornes de la vulgarité intellectuelle », et confirmé, ainsi, le jugement émis le 21 août, lors de sa seconde intervention télévisée, par M. Mitterrand, pour qui de tels dirigeants « ne sont pas des hommes que nous pouvons souhaiter voir venir à la tête des affaires ».

M. Vivien est allé plus loin sur le

fond des choses, en opposant l'attitude de la France à celle des États-Unis. Ceux-ci, a-t-il dit, « cherchent, à l'heure actuelle, à pousser leur avantage ». M. Bush « édite un peu ses conditions à l'Union soviétique pour lui accorder une aide ». « Nous nous exprimons d'une autre manière, nous ne disons la loi à personne », a déclaré le secrétaire d'État, car « c'est aux Soviétiques, aux Russes et aux peuples des autres Républiques de dire eux-mêmes ce qu'ils veulent ».

Il n'est pas sûr que ce plaidoyer suffise pour réduire au silence les adversaires de M. Mitterrand. A la même heure que M. Vivien, M. Alain Juppé, sur RTL, réaffirmait que « M. Eltsine, gouverneur russe et les démocrates de Leningrad attendent, dès le début du putsch, une parole forte de Paris, qui n'est pas venue », et que « cela affaiblira la position de la France dans le concert international ». Jeudi, sur Antenne 2, le secrétaire général du RPR, résumant la formule employée par M. Mitterrand au sujet des responsables de l'opposition, avait déclaré que le chef de l'État avait « perdu un peu de son sang-froid » et donné raison au dicton selon lequel « il n'y a que la vérité qui blesse ». Cette vérité, selon M. Juppé, est que M. Mitterrand avait commis, lors de sa première intervention, une « énorme erreur » en adoptant une position « contre-courant » et en considérant « M. Guernadi Iamov, en particulier, comme un des nouveaux dirigeants d'Union soviétique ».

M. de Villiers :
la France « déshonorée »

« Prince de l'ambiguïté », une fois de plus, selon M. Philippe Mestre, député (UDF) de la Vendée, qui a confié cette appréciation à la Croix du 23 août ; M. Mitterrand a « commis manifestement deux erreurs [...] il a trop dit [...] et n'a pas condamné les putschistes avec la fermeté qu'il fallait », selon M. Edmond Alphandery, député (UDC) de Maine-et-Loire, qui s'exprimait sur TF1. Pour M. Jean Bousquet, député (apparenté UDF) du Gard, « on peut légitimement être inquiet devant la réaction du chef de l'État, surtout en constatant l'écart qui existe entre l'absence de politique étrangère de la France et les bouleversements profonds du monde auxquels nous assistons ».

M. Olivier Dassault, député (RPR) de l'Ain, estime que « comme pour la Pologne, et d'autres pays, nous avons vu venir à la tête des affaires, comme lors de la réunification de l'Allemagne, notre position est appa-

vif esprit montonnier, se précipitant sur le billet vert. La situation économique américaine n'est guère enthousiasmante : la reprise est timide et incertaine, l'industrie affaiblie, l'État, les entreprises et les ménages hyperendettés, les rendements y sont faibles. Le deutchemark et le yen jouent peut-être, dans le système monétaire international, un rôle croissant. Mais tout cela, le billet vert reste la monnaie vers laquelle les capitaux inquiets se précipitent à chaque choc : ils expriment ainsi leur confiance dans la puissance militaire et politique des États-Unis, beaucoup plus que dans sa force économique. L'Europe n'a jamais vraiment retrouvé son rôle d'antan. L'étoile du dollar brille donc toujours.

Les conséquences du putsch raté sur l'économie soviétique sont plus difficiles à évaluer, tant les incertitudes politiques internes restent grandes. Un élément semble acquiescer le coup a levé l'hypothèse conservatrice. Si l'on considère que l'échec économique de M. Mikhaïl Gorbatchev est lié aux concessions permanentes qu'il avait faites aux partisans du système centralisé, on peut penser que demain, le nouveau pouvoir n'aura plus les mêmes contraintes et pourra agir plus librement et avec davantage de détermination pour organiser la transition vers l'économie de marché.

A la polonaise ? Au-delà, il est encore trop tôt pour prévoir le chemin qui sera suivi. On peut, tout au plus, évoquer l'un des scénarios possibles : celui d'une évolution à la polonaise. Il y a en effet entre la situation économique de la Pologne à la fin des années 80 et celle de l'Union soviétique d'aujourd'hui des similitudes.

Profondément désorganisée après une vague de réformes partielles, l'URSS est plongée depuis le début de l'année dans une série de déséquilibres de type social-économique. Pour reprendre l'expression de M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, jeudi à Bruxelles : inflation (100 % au pre-

mier trimestre à Moscou), déficit budgétaire, absence de contrôle monétaire, endettement extérieur...

Le tableau ressemble à celui de la Pologne des années 1988 et 1989. De manière caricaturale (les situations et les parcours politiques sont très différents) on peut penser que si M. Gorbatchev a été le Józef Piłsudski des Soviétiques, M. Eltsine pourrait être son Józef Piłsudski polonais.

M. Eltsine et M. Gorbatchev ont été élus au suffrage universel, le président de la Russie semble bénéficier d'une popularité aussi large que l'ex-patron du syndicat Solidarnosc. Or une telle popularité paraît indispensable pour la mise en œuvre de réformes radicales, nécessairement difficiles dans une première phase.

L'URSS n'est cependant pas la Pologne. Outre les réformes de la propriété et des prix, les nouveaux dirigeants du Kremlin doivent aborder une question difficile que les collaborateurs de M. Walesa ne connaissent pas : la mise en place d'une organisation économique dans une union de Républiques différentes. Varsovie a ensuite obtenu un soutien exceptionnel des pays occidentaux, avec en particulier l'annulation de la moitié de sa dette. Malgré les déclarations des dirigeants occidentaux de l'immédiat après-putsch, il n'est pas certain que Moscou, Leningrad ou Kiev puissent bénéficier d'aides massives immédiates.

Déterminés à accélérer les réformes économiques, le nouveau pouvoir, débarrassé des freins conservateurs, pourrait donc s'engager dans une « thérapie de choc » à la polonaise. Parmi ses conseillers, M. Boris Eltsine compte d'ailleurs M. Jeffrey Sachs, économiste américain radical qui fut l'un des principaux pères du « plan Balcerowicz » mis en œuvre à Varsovie depuis le 1er janvier 1990.

Les difficultés actuelles de M. Walesa indiquent qu'un choc ne suffit pas toujours pour changer les choses. ÉRIK IZRAELEWICZ

La direction du PCF fait volte-face

Considérant que la page de couverture de l'Humanité-Dimanche est « particulièrement inadaptée », la direction du groupe de presse communiste, dirigée par M. Roland Leroy, a décidé « la sortie d'une édition spéciale en remplacement du numéro déjà tiré ». L'information figure dans l'édition quotidienne de l'organe central du parti du vendredi 23 août.

Fabriquée au début de la semaine et imprimée avant la fin du putsch de Moscou, l'Humanité-Dimanche tirait malencontreusement sur « le drame de l'échec », ce qui pouvait suggérer des interprétations à contre-emploi (le Monde du 23 août). Le lecteur pouvait croire qu'il s'agissait de l'échec du putsch, alors qu'il s'agissait de celui de la « perestroïka », processus qui, selon la terminologie officielle, a accompli « en tout domaine » les réformes de l'Union soviétique sur les pays capitalistes.

Estimant sans doute que la déclaration du bureau politique de lundi donnant l'appréciation de la direction du PCF sur le coup d'État était inadéquate, l'équipe de M. Georges Marchais a fait volte-face. Après que la direction eut estimé, lundi, que « les conditions de l'événement de M. Mikhaïl Gorbatchev étaient inacceptables », sans jamais utiliser les mots « condamnation » ou « coup d'État », l'Humanité avait publié intégralement les textes de la junte pour, selon le quotidien communiste, donner « un maximum d'informations », puis était allé jusqu'à fustiger les démocrates occidentaux, en posant une « étrange, et très claire, question : « Qui va être pénalisé ».

« A tout péché miséricorde », semblent dire les Verts, qui estiment qu'« en invitant officiellement M. Eltsine à l'Élysée, M. Mitterrand reconnaît, enfin, la nécessité de discuter avec les seuls représentants légitimes du peuple russe, c'est-à-dire ceux qui ont été désignés par les urnes ». Tout en « regrettant qu'un tel geste arrive si tard », les Verts « se félicitent de ce changement d'attitude ». M. Michel Vauzelle (PS), président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui s'exprimait vendredi matin sur France-Inter au retour de Moscou, a eu l'impression de voir deux univers différents, celui de M. Eltsine et de la liberté qui explose, et celui de M. Gorbatchev, qui ne semble pas être tout à fait le même.

M. Lionel Jospin a rappelé, lui, sur Europe 1, qu'en Union soviétique « les réformateurs ne pouvaient venir que du système lui-même ». Pour le ministre de l'Éducation nationale, « tous, aujourd'hui - MM. Gorbatchev, Eltsine, Clémentine - viennent finalement, du même monde et du même moule, celui du communisme et des apparatchiks ».

Le bureau confédéral de la CGT s'est « félicité », jeudi 22 août, de l'échec du « coup de force » et du retour à « la légitimité constitutionnelle » en URSS, qui « s'est soulagé », « doit permettre la poursuite de réformes s'appuyant sur la démocratie ». Trois jours auparavant, la centrale syndicale s'était inquiétée non pas de l'événement de M. Gorbatchev, mais de l'instauration de l'état d'urgence « qui intervenait dans une situation marquée par une très forte dégradation économique et sociale, [et] qui ne pouvait, pour la CGT, constituer une solution ni à l'avenir du pays ni aux graves problèmes d'existence vécus par les populations ». La CGT souhaite désormais que la solution de ces difficultés soit « rapidement trouvée ».

De la même façon, la CFDT, qui a exprimé sa « joie » et sa « satisfaction » après la réhabilitation de M. Gorbatchev, estime que « le processus démocratique engagé, le développement nécessaire des

libertés individuelles et collectives [...] doivent être accélérées ». Au niveau international, la Confédération européenne des syndicats (CES), la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et la Confédération mondiale du travail (CMT) ont, pour leur part, affirmé dans un communiqué commun, qu'elles espéraient, « que le rétablissement du gouvernement constitutionnel conduit par Mikhaïl Gorbatchev, permettra de poursuivre et d'encourager tous les aspects du processus de réforme politique, économique et sociale, y compris la garantie de tous les droits syndicaux ». Ces organisations ont précisé que « le mouvement syndical international continuera d'exercer des pressions auprès de toutes les institutions internationales et des gouvernements pour qu'ils augmentent leur aide et leur coopération économique avec l'Union soviétique ».

Cette volte-face ne va pas arranger les affaires d'une direction qui, dès le départ, n'a pas été suivie par une partie de ses élus et quelques-uns de ses dirigeants. Des députés et des membres du comité central ont condamné le coup de force, M. Charles Fiterman a désapprouvé la position du bureau politique, M. Jean Giard, ancien député communiste, a exprimé son « désaccord profond » et des militants de la Loire, notamment, évoquant « l'urgence de changer la direction ». Une explication interne sera peut-être nécessaire.

OLIVIER BIFFAUD

Les syndicats souhaitent la poursuite des réformes démocratiques

Le bureau confédéral de la CGT s'est « félicité », jeudi 22 août, de l'échec du « coup de force » et du retour à « la légitimité constitutionnelle » en URSS, qui « s'est soulagé », « doit permettre la poursuite de réformes s'appuyant sur la démocratie ». Trois jours auparavant, la centrale syndicale s'était inquiétée non pas de l'événement de M. Gorbatchev, mais de l'instauration de l'état d'urgence « qui intervenait dans une situation marquée par une très forte dégradation économique et sociale, [et] qui ne pouvait, pour la CGT, constituer une solution ni à l'avenir du pays ni aux graves problèmes d'existence vécus par les populations ». La CGT souhaite désormais que la solution de ces difficultés soit « rapidement trouvée ».

EN BREF

Messages de M^{me} Cresson à MM. Gorbatchev et Eltsine. - Edith Cresson a adressé, jeudi 22 août, des messages de soutien à MM. Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine ainsi qu'au maire de Leningrad, M. Anatoli Sobtchak. Exprimant sa « plus grande satisfaction » face à l'échec du coup d'État, le premier ministre adresse ses « vœux les plus sincères » à M. Gorbatchev et l'assure du soutien de son gouvernement « au peuple soviétique et à ses autorités légitimes dans la voie des réformes démocratiques et du progrès ». A M. Eltsine, M^{me} Cresson fait part de son « admiration pour son courage et sa détermination ». « Je vous adresse ainsi qu'au peuple de la fédération de Russie, mes vœux les plus sincères de réussite dans votre entreprise de réforme démocratique et de mise en place d'une économie de liberté et de progrès », écrit-elle.

M. Roland Dumas devant la commission des affaires étrangères du Sénat. - Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, sera entendu, mardi 27 août, par la commission des affaires étrangères du Sénat, présidée par M. Jean Lecanuet. Ce dernier se trouve actuellement à Moscou en compagnie de M. Michel

Vauzelle, président (PS) de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Accroissement des capacités téléphoniques entre les États-Unis et l'URSS. - ATT vient de recevoir l'autorisation provisoire d'accroître le nombre de circuits de télécommunications entre les États-Unis et l'Union soviétique. Jusqu'ici, la compagnie américaine utilisait 67 circuits (par câble ou satellite) pour relier les deux pays. Ce chiffre sera porté à 91 (+ 24). Mais les besoins seront loin d'être satisfaits : ATT estime qu'il faudrait 2 300 circuits pour satisfaire la demande. Le feu vert de la Federal Communications Commission à la demande d'ATT, formée un mois avant les événements, tombe à pic : depuis le début de la semaine, les tentatives d'appel provenant des États-Unis vers l'URSS étaient 100 fois plus nombreuses que d'ordinaire.

Départ vers l'URSS : voie libre. - La situation en URSS redevenue normale, les ministères des affaires étrangères et du tourisme ont annulé, jeudi 22 août, la recommandation de différer les départs vers l'URSS qu'ils avaient adressés aux ressortissants français le 19 août à la suite du coup d'État.

Trois chocs, trois leçons

Suite de la première page

Une fois de plus, l'ensemble des marchés - ceux des capitaux, ceux des monnaies comme ceux des matières premières - ont vécu l'événement, le putsch manqué, en direct sur leurs écrans partout dans le monde. Hypermédiatisé, le coup a été suivi minute par minute dans les salles de marché. Et une fois de plus, les opérateurs ont réagi violemment. Lundi, l'annonce de la destitution de M. Gorbatchev provoquant un effondrement des cours de bourse (Frankfurt perdait jusqu'à 10 %). L'échec du coup d'État conduisant à un renversement complet et se traduisant, mercredi, par une envolée des marchés boursiers.

Comme lors de la crise du Golfe, les marchés, lieux d'anticipation, ont surréagi au choc. C'est dans leur nature. Compte tenu de la faible insertion de l'URSS dans l'économie mondiale, l'ampleur des variations - tant sur les actions que sur les monnaies et le pétrole - a été, cette semaine bien inférieure à celle enregistrée lors du conflit au Proche-Orient, l'an dernier. Globalement, les marchés ont bien fonctionné. Ce vendredi, ils sont pratiquement revenus à leur niveau d'il y a une semaine. Les éléments fondamentaux de l'économie ont repris le dessus dans l'appréciation des investisseurs.

A l'hyper-sensibilité des marchés correspond, à l'opposé, une profonde inertie des économies réelles (la production et les échanges). Cette leçon, que l'on peut tirer des deux chocs précédents (le krach et la guerre du Golfe), s'appliquera vraisemblablement à nouveau à l'événement de cette semaine. Ces chocs, psychologiques, ne modifient que très marginalement les évolutions économiques fondamentales. Le paquebot de l'éco-

nomie mondiale ne change pas de route à cause d'une tempête sur son chemin. On avait craint une déviation à la suite du krach boursier (on avait parlé alors de l'« effet parité-monnaie ») : il n'y en a pas eu, au contraire. Le monde occidental a connu en 1988 et au début de 1989 une croissance exceptionnelle que avait en fait commencé dès le printemps 1987. La guerre du Golfe menaçait, par un choc pétrolier, de plonger le monde dans une forte récession. Le ralentissement amorcé avant même le conflit au Koweït n'a fait que se confirmer.

Le dollar super-star

Le putsch de cette semaine ne modifie aucune des grandes variables de l'économie mondiale : l'URSS pèse peu (à peine 2 % du commerce mondial). Sa position sur certains marchés risque de provoquer quelques petites tensions : celui des capitaux si le pays emprunte massivement, celui des céréales s'il est obligé d'importer ou celui de l'or s'il se met à vendre massivement. Son ouverture économique accrue, si elle devait se confirmer, pourrait cependant avoir des conséquences plus importantes. L'Allemagne, par exemple, pourrait tirer bénéfice du nouveau cours à Moscou. C'est en tout cas l'analyse que retiennent aujourd'hui les économistes des salles de marché qui ont contribué à une nette revalorisation du deutchemark jeudi.

Troisième leçon : le dollar reste, pour le monde entier, la valeur refuge. Les trois chocs le confirment : dès qu'il y a apparition d'une incertitude nouvelle dans le jeu économique et politique mondial, les opérateurs de marché, animés d'un

Le trésor

du résistant

Le trésor

A l'ombre de ses platanes, cette bourgade provençale aurait-elle le même appétit pour les belles lettres si l'élite intellectuelle du siècle, écrivains et artistes, n'y avait fait régulièrement étape pour rendre visite au plus célèbre de ses fils, le poète René Char ? Trois ans après la mort de celui qu'on appelait ici « le résistant », et en attendant qu'un accord soit un jour trouvé pour la présentation de ses collections au public, L'Isle-sur-la-Sorgue se souvient de l'auteur de *La Nuit talismanique*. A mi-voix.

du résistant

EN 1974, René Char avait confié à son ami Jean Pénard qu'il lui arrivait souvent « en songe de revoir son père » (1) : « Le père coiffé de son chapeau veut revenir aux Nèvons ou à sa plâtrerie ou à la maison communale où l'attend sa tâche de maire. Comment dire à son père qu'il n'est plus vivant ? », et René Char expliquait encore à l'ami qu'il emmenait en rêve son père dans la nuit pour un tour de ville, lui répétant doucement : « Papa, tu es mort ».

Trois ans après sa disparition, en 1988, quelqu'un prend-il encore le poète la nuit par la main dans les ruelles de L'Isle-sur-la-Sorgue ou sur les berges basses de la rivière ? René Char hante-t-il toujours sa cité par le sommeil agité de l'un de ses compagnons de Résistance ou de poésie, de l'un de ses « alliés substantiels », comme il nommait tous ceux qui avaient croisé son œuvre ou sa ville ? A première vue, non. Le père, Emile, avait été maire, de 1905 à 1918, de cette bourgade de Vaucluse qui sert d'étape depuis Avignon sur la route du Lubéron. Il a donc une place à son nom, avec une plaque. Son fils a perdu de son vivant déjà

et beaucoup de son fait - le musée-bibliothèque qui devait contenir ses trésors, manuscrits enlumines par ses amis peintres, Braque, Miro, Nicolas de Staël, Picasso ou Dali, Matisse ou Brauner, Gasparine ou Vieira da Silva, et puis tous ceux des originaux, des dédicaces, des gravures, des dessins que René Char n'avait pas encore offerts comme il aimait à le faire à chacune des visites d'un proche à sa petite maison des Busclats, « retirement ouvert », retraite qu'il s'était donnée pour échapper au fracas du monde.

L'office du musée-bibliothèque fit grand bruit dans les colonnes du *Provençal* et en ville, lorsque, après bien des palabres entre la municipalité, l'Etat et le poète, René Char l'ombrageux avait, en 1984, soit deux ans après l'ouverture du musée à l'hôtel Donadei de Campredon, une bâtisse du XVIII^e siècle, remis ses trésors dans des malles. Il était mort quatre ans plus tard sans qu'une solution soit trouvée, que sa rancœur soit retombée et que les instances officielles aient réglé l'énigme financière du musée. On avait exécuté René Char en février 1988 par un jour de grand mistral et sans

tapage. Les amis ayant reproché à Jack Lang, ministre de la culture, lors de l'inauguration du musée, de tenter de récupérer celui qu'on avait surnommé, au bout comme parmi les exécutés de son œuvre, « le résistant », on lui laissa dans la mort un peu de sa superbe indifférence aux coteries.

Et depuis, depuis 1988, L'Isle-sur-la-Sorgue garde pour elle son souvenir mitigé, une gêne sur la question du musée-bibliothèque et des regrets discrets. La réputation de cité des antiquaires l'occupe apparemment bien assez. C'est l'été, ses ruelles sombres, la place de l'Eglise bruisent des promenades lentes et feutrées des touristes. Comme partout dans les villes de Vaucluse, on vend de la limonade aux grosses chaleurs. On retrouve les loisirs estivaux des temps anciens. Ici, la fêre nautique sur la rivière, jeux de joute à la séparation des eaux, carnaval provençal autour de l'île sur des barques à fond plat.

Oui, tout ce qu'offre la Provence, fêtes votives et côtes-du-rhône, pétanque et petits bals. Et festivals bien sûr, L'Isle-sur-la-Sorgue ayant aussi le sien avec les autres cités de

la Sorgue, Fontaine-de-Vaucluse, Le Thor et Lagnes. Apéritifs-concerts, théâtre, danse et peinture sous des ciels étoilés. Soirées culturelles à une enclature du Festival d'Avignon, qui dégorge ici, comme sur l'autre rive du Rhône, ses trop-pleins de pèlerins empressés. Brocante enfin, huppée à souhait le week-end en perspective de la grande fête du meuble ancien autour du 15 août qui fait de ce bourg, ceint par les roues à aubes de ses eaux basses, l'une des mecs des collectionneurs américains ou japonais.

Cet été comme les autres, L'Isle-sur-la-Sorgue est affairée, rutilante, inventive sur le chapitre des distractions de bon goût. Car ici la concurrence est rude et le public averti. René Char n'est plus, en son musée-bibliothèque de la rue du Docteur Tallet : la plaque qui identifiait au poète le vieil hôtel avec cour et jardin n'est toujours pas rescolée. Lentement, patiemment, la veuve de René Char et la municipalité tentent de renouer le lien que l'écrivain en colère avait affaibli par ses accès d'humour et sa méfiance. Si cela doit être, ce sera forcément

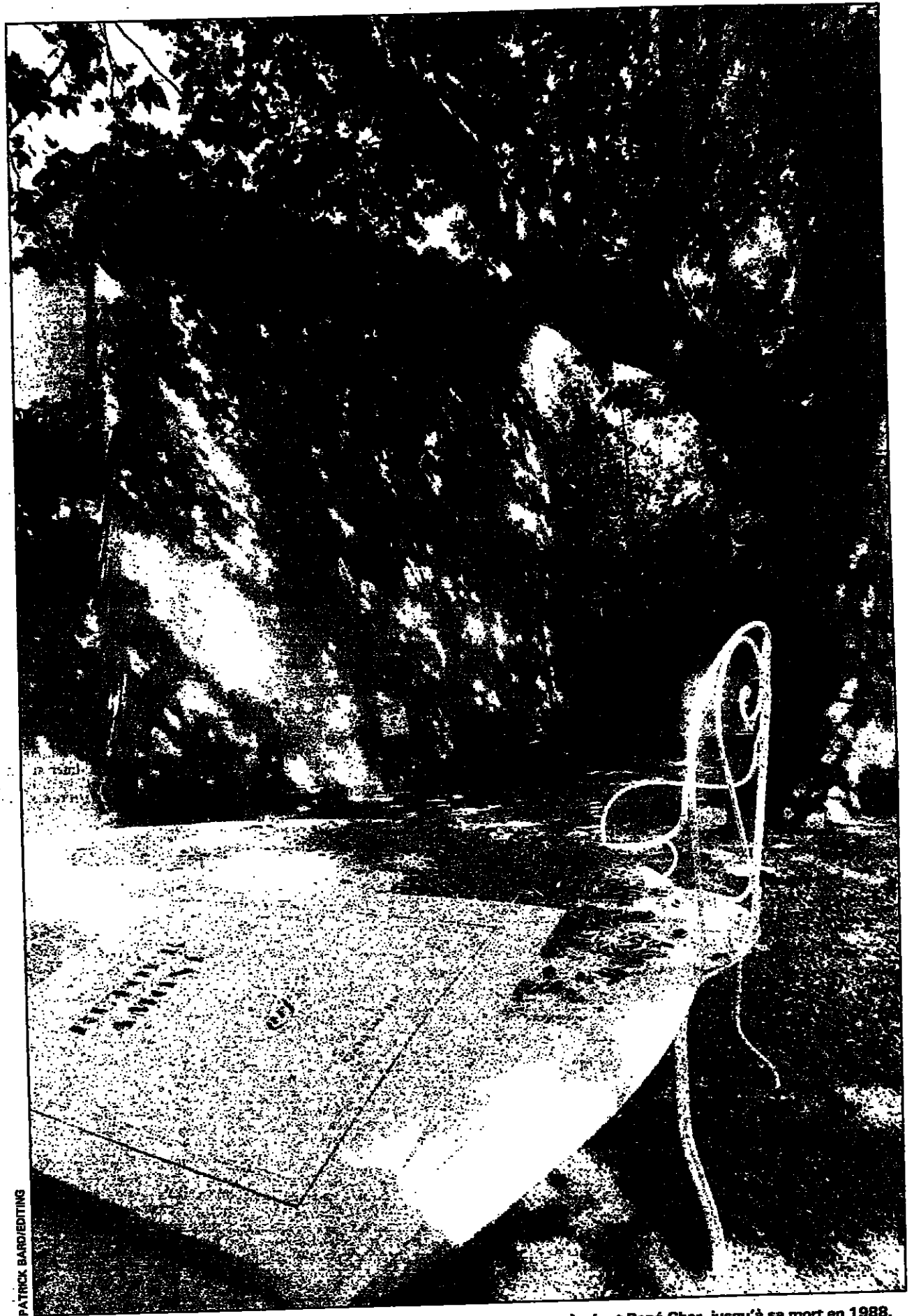
pour plus tard. Char a disparu de L'Isle-sur-la-Sorgue. L'hôtel Campredon est voué cet été à une belle exposition, « Les artistes décident de jouer » (Arp, Miro, Ben, Calder, César, Duchamp, etc.).

Le gardien du musée ne se souvient plus très bien de ces mois d'accrochages en 1982, ni des discours officiels auxquels Char ne répondit point. A l'office du tourisme, on regrette cette brouille terminale entre la ville et son chantre. On n'en sait plus très bien la cause. L'an prochain peut-être, ou dans deux ans, répète-t-on, « l'embroute sera levée ». La cité reprendra alors par la main le colosse des Busclats, sa petite maison encombrée de souvenirs ou, comme il disait lui-même, « cette somme de rapports avec les êtres dans la liberté la plus grande ». On raccrochera au mur les dessins de Picasso et les textes de Camus. On empilera les originaux de GLM (Guy Levis Mano), le premier éditeur-imprimeur de René Char. D'accord, on ne l'appellera plus musée, ce mot qui faisait « horreur » à son bénéficiaire. « Il me fait l'effet d'une trompette qui sonne faux », expliquait encore René Char.

Dans les années 70, rapporte Jean Pénard, le poète avait évoqué ce rassemblement de mémoires. Des maires, dont celui de Carpentras, des amis de la Résistance, dont ceux du Barroux, sur la route de Vaison-la-Romaine, avaient proposé leur cité pour vitrine. Char acceptait l'idée d'un prêt de son brio-à-brac. Eux, en vertu de la loi, espéraient une donation. L'affaire ne se régla point, pas même au plus près des Busclats, à L'Isle-sur-la-Sorgue. « Dans un ou deux ans peut-être », répète-t-on, si ces petits chefs-d'œuvre d'amitié, échanges entre les écrivains et les peintres, eaux-fortes sur beau papier, galets peints, miniatures de Jean Hugo, bref, si le dédale du poète ne s'éparpille pas. Marie-Claude Char y veille jalousement. Les survivants se souviennent de ce que le siècle, depuis les surréalistes, a déposé aux Busclats.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio
Lire la suite page 11

(1) Rencontres avec René Char, par Jean Pénard, José Corti, 1991.
Cet ouvrage relate de nombreux entretiens de l'auteur avec le poète.



A L'Isle-sur-la-Sorgue, la maison des Busclats, « retirement ouvert » où vécut René Char, jusqu'à sa mort en 1988.

EN 1962, Dino Risi passe le volant d'une Lancia Aurelia à Vittorio Gassman, en lui demandant d'en user et d'en abuser, pour tailler à la hache les contours d'une période où il était encore spirituel et glorieux de mourir pour rire en jetant sa voiture à la poursuite du premier venu plus rapide que vous.

Il Sorpasso (le dépasseur), qui devient chez nous le Fanfaron, définit sans faiblesse l'image d'un conducteur hors pair à classer d'urgence dans la catégorie des dangers publics d'exception. Gassman dans ses œuvres, entraînant un innocent (Trintignant) tout au long d'une virée chahutée au cours de laquelle il allait le dégoûter de certaines préventions de son âge et de sa classe sociale, lui apprenant au passage que si la vitesse pouvait être un acte de haut banditisme, elle restait la marque d'un esprit indépendant et libre. Saoules d'exploits et de folie chanceuse, au petit matin, la route et l'engin abandonnent la partie et plongent de la corniche vers la mer. Lui s'en sort. En bas, près dans de la tête, sage comme une image, le jeune homme réfléchit, mort, aux avantages à tirer d'un week-end mené de façon un peu sportive.

C'était un film-farce, parabole mécanique tout entière livrée à la danseuse et veule allégresse de Gassman, et qui Risi rangera parmi ses productions mineures, mais qui, trente ans après, explique assez bien d'où nous venons et la route qui nous reste à parcourir pour arriver indemnes, si l'on ose dire, jusqu'aux chemins de Saint-Pierre.

Car, c'est vrai, fanfaron ou pas, on se tuait assez « sport » en ce temps-là. Souvenons-nous : Albert

Camus à bord d'une Facel Vega, Roger Nimier aux commandes d'une Aston-Martin ; d'autres encore, dans d'autres bolides. Héros foudroyés presque tout net, que la presse enterrait avec des mois sobres mais fermes, ne sachant trop ce qu'il fallait maudire le plus du coup du sort ou de la faute de pilotage. Le Monde : « La puissante automobile qui roulait à une très vive allure - 130 kilomètres à l'heure selon certains - a brusquement quitté le milieu de la route, toute droite à cet endroit... ». « Il roulait lorsque, par suite d'une cause inconnue, la voiture a fait une terrible embardée... ». Il y avait un style pour raconter ces drames dont étaient victimes même les meilleurs ; le prestige des machines pulvérisées, les allures atteintes au moment du crash, tout ça en imposait. On s'intéressait.

Sur une route californienne, près de Paso Robles, le front tatoué aux éclats du pare-brise de sa Porsche, James Dean, jeune démiurge brûlé par une trop furieuse impatience à vouloir tout vivre vite, reposait encore dans toutes les mémoires. La France commençait à sortir de son époque mérovingienne de construction d'autoroutes. Barthes venait de définir les caractéristiques de la nouvelle Citroën (avec elle, voilà qu'on passait « d'un ordre de la propulsion à un ordre du mouve-

Vitesse grand V



ment, d'un ordre du moteur à un ordre de l'organisme) et de Gaulle démontrait la fluidité de l'ensemble en dégageant vivement sa DS de l'embuscade du Petit-Clamart. La Dauphine remplaçait la 4 CV et cette dangereuse et remarquable petite voiture, avec sa version Gordini, ouvrait en

tournaient rond. La vitesse se démocratisait et les Français s'en emparaient comme d'un bienfait, joyeusement, sans penser à mal. Aujourd'hui, ils sont moche-ment traités devant les tribunaux de la statistique internationale et passent pour les voyous de l'Europe. C'est une sorte de folie collective, d'indiscipline sortie des premiers âges, de haut mal où semblent s'être rassemblés tous les sombres défauts d'un peuple : les sages perdent la tête, les raisonnables la raison, les fous leur dernier éclair de lucidité ; les timides se rebiffent le temps de s'apercevoir qu'il n'y a pas de place pour eux au royaume des ardents ; les doux restent doux et deviennent des emmerdeurs à abattre ; les poètes et les rêveurs sont éliminés dans les premiers kilomètres ; les novices bousculés et dispersés sous les horions. Désormais, gare à qui prend la route sans avoir bouffé du lion !

C'est quand une nation devient caricaturale dans l'excès qu'elle commence à écorner sa personnalité. Au volant, la France semble frappée d'un péché originel dont les analystes les plus austères n'arrivent pas à venir à bout. Man- vaise concordance entre la filologie et la répression pure et dure, excès d'indépendance de contribuables surtaxés, « cervelle étroite et maladroite » dans la lutte - patrimoine génétique de ce vieux fond gaulois -, cam-

pagne de prévention à l'eau de rose, mauvais réseau routier ? On s'y perd. Reste l'hécatombe. A moins, à moins qu'il ne s'agisse d'une compétition « interraciale » mal contrôlée, le propriétaire français d'une « BM » n'admettant pas d'avoir la dragée tenue haute par une R 25, l'occupant d'une CX refusant le passage à une Niss- san, le partisan d'une Volvo ne voulant rien céder de terrain à un nerveux mariole aux manettes d'une Peugeot aux soupapes sur- évaluées. Il s'agit alors d'une empoignade qui n'aurait pas de fin, d'un match sans issue : d'un côté, l'honneur national à défendre, de l'autre les bonnes raisons qu'aussi le « étranger » à avoir choisis « l'étranger ». La turberie pourrait continuer et, très certainement, faire des progrès.

Aussi ardemment voulus que réprimés, aussi honorés que combattus, la vitesse aura été l'une des grandes ambiguïtés du siècle. Fascinante, elle donnait à l'homme le pouvoir d'abolir les distances ; griseuse, elle repoussait les limites des sensations jusqu'à- lors perçues ; spectaculaire, elle offrait à nos appétits jamais rassasiés des exploits qui bientôt deviendraient notre quotidien. Elle est en nous, nous vivons avec, nous frémissons avec, nous nous jetons dans le décor avec. Compagne de l'effroi et de l'enthousiasme, rien jamais n'en arrêtera la course, car la performance a toujours été le gage de l'avancement d'une société, et malheur à ceux qui se mettraient à vouloir en ralentir la continuité ou à en contrarier les rythmes. Reste qu'au quotidien, il faut savoir la gérer.

Jean-Pierre Quélin

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE****
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, clim.
Téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c.
Tél. direct, TV couleur, 20 F à 420 F
FAX : 46-34-24-30
Tél. : 43-54-92-55.

PORTE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)
TV couleur. Tél. direct, minibar.

Afrique

BURKINA-FASO

HÔTEL EDEN PARK****
100 chambres - 10 suites - bars -
4 restaurants - night-club - boutiques
Antenne télévision parabolique. Hôtel
situé à 5 minutes de l'aéroport.
01 BP 2070 OUAGADOUGOU 01.
Tél. : 31-14-86 - 31-14-87.
Tél. : 5224 - Fax : 31-14-88.

Italie

VENISE

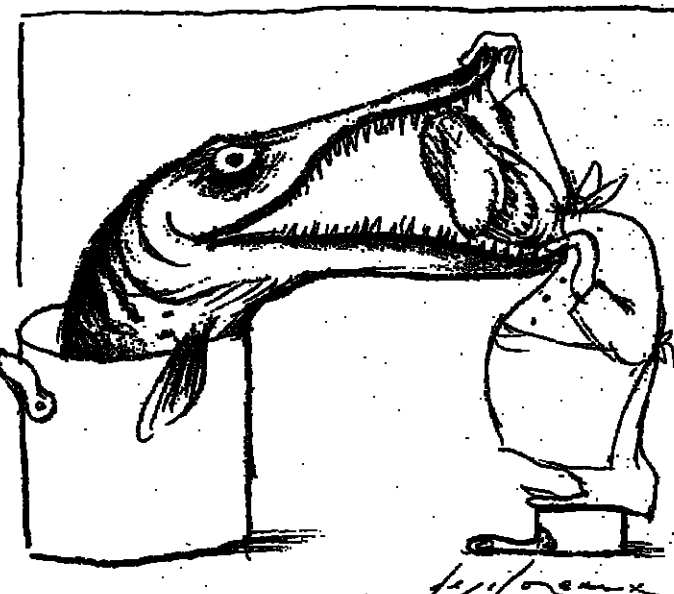
OFFRE SPÉCIALE
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991
RAMADA HÔTEL VENISE
Seulement 750 FF
par personne pour 3 nuits
avec le petit déjeuner compris
Pour réserver, téléphoner :
1939-41-5310500
Fax : 1939-41-411864
Tél. : 433294 RAMVE

TOURISME

CARAIÈRES
CEI EST VOYAGEZ
A SAINT-BARTHELEMY
avec son eau propre et claire
Les plus belles plages
200 MAISONS SUPERBES
Cuisine française raffinée
Voile, sports nautiques et équestres
Appelés aujourd'hui à WIMCOSSIBARTH
Pour vos réservations
ou tout renseignement :
PARIS : tél./fax 43-25-95-11
SAINT-BARTHELEMY :
tél. (590) 27-43-30/fax 27-50-52
NEWPORT, RI USA :
tel. (401) 849-8012/fax 847-6290

TABLE

Le brochet



La pêche à la ligne est le séduisant du Goulet, disait mon « pote » Albert Simonin. N'est-ce pas vrai ? On est là, assis sur l'herbe ou sur un pliant, regardant flotter mollement le bouchon, indifférent presque à la prise possible. L'air est doux, la pseudo-sieste reposante, la pensée vagabonde. L'abilette ou le goujon, la perche ou le gardon, s'ils « mordent », n'exigent qu'un geste machinal et sans effort !

Oui, mais... Il en est autre chose avec le brochet. Lui se bat et nous défie. Le brochet ? *Esax lucius* pour les savants, escodé dans sa traduction, quelquefois baptisé lancereau, lanceron, poignard, sifflet, il est aussi l'Attila des étangs pour Ormod, un requin d'eau douce pour l'acquéreur. Bref, en rivière comme en étang, ce petit monstre aux sept cents dents pointues dévore ses congénères, mais aussi à l'occasion les souris et les oiseaux, voire sa famille. Lorsqu'il ne mord point les pêcheurs imprudents.

Mais, de chair maigre, ferme et savoureuse, il n'a que deux défauts pour le gourmet : ses arêtes « accro- chées » et que les sucs gastriques ne digèrent point, et ses œufs, purgatis sans toxiques. Moralité : ne pas acheter de brochet (ni le pêcher) à l'époque du frai (variable selon la latitude). S'il vient d'un étang, lui verser un verre de vinaigre ou d'al- cool en guise de le tenir au frais quelques heures pour éliminer le goût de vase. Le vider en l'incisant de la gorge au ventre et rejeter laite et œufs.

S'il peut atteindre un très gros poids (Alexandre Dumas parle d'un monstre pris, en 1749, à Kaiserslautern et pesant 175 kilos !), ce sont ceux de 6 à 7 livres qui seront les meilleurs à préparer (au-dessus de ce

poids, faites-en des quenelles à la manière lyonnaise).

Et cela nous amène à sa dégusta- tion : poché, poêlé, rôti, grillé. Mapie de Toulouse-Lautrec en don- nait même une recette « en ragoût » : tronçons marinés au sel une paire d'heures puis blanchis dans un court-bouillon de carottes, persil, échalotes, sel, poivre, jus de citron. Égouttés, les morceaux de poisson sont mis en casserole dans un roux d'oignons blondis au beurre, mouillés de vin blanc et cuits quelques minutes. Servir avec persil ciselé.

Alexandre Dumas nous donne d'innombrables recettes, dont celle d'un brochet « à la Chambord » (appellation classique de plusieurs poissons, dont la carpe, farcis et braisés au vin rouge), mais il com- pète la chose en piquant la chair du brochet de languettes d'anguille et de truffes. Beauvilliers donne une recette de brochet à l'allemande (avec du raifort râpé). On trouve aussi dans les vieux ouvrages un brochet à la broche accompagné d'une « sauce pluche » (sauce verte aux anchois) et d'huitres ; un bro- chet en fricandeau (mêlé avec

des dés de veau, du petit lard et une sauce au vin blanc et... caramel !).

Bien des sauces conviennent au brochet : sauce crème, sauce mou- tardée... Mais, je l'ai évoqué ici déjà et dans *Autour d'un plat*, c'est le beurre blanc qui semble d'éternité lui mieux convenir (celui-ci serait né en 1860 à la Chêvetière, non loin de Nantes, créé par la mère Clémence Lefevre, dame d'ARC avant la let- tre et morte en 1932). Mais les Angevins en réclament aussi la paternité. Passons !

En, avant d'en arriver aux que- nelles, soulignons que des restes de brochet court-bouillonné peuvent être savoureux en salade ; que j'ai goûté une fois un savorin de brochet aux cuisses de grenouilles (la chair hâchée mixée avec beurre, sel, poi- vre et blanc d'œuf). Cela nous ramène à la chair de brochet passée au tamis fin et montée doucement à la crème sur glace comme une mayonnaise. Gérard Nandron, le grand chef lyonnais, sale et poivre de Cayenne cette farce, puis y incor- pore 125 grammes de beurre fondu et des œufs (3 œufs pour un kilo de chair) avant de laisser vingt-quatre heures au frais. Il n'est plus qu'à rouler les quenelles, les faire « fré- mir » quelques minutes en eau sa- lée et les servir avec une sauce. Nan- dron propose une béchamel grati- née, mais la sauce Nantua, voire la sauce américaine (ou, mieux-disant, armoricaine) conviennent aussi.

Pour le coup, au lieu de vin blanc d'Anjou ou de muscadet, nous boi- rons sur les quenelles de Nandron un bon beaujolais de l'année ne titrant que 10 degrés (s'il s'en trouve encore !).

La Reynière

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

BOURGIGNONNES
CHEZ FIERROT, 18, rue E.-Marcel.
Tél. : 45-08-05-48/17-64.
F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.

CRUSTACÉS-POISSONS
L'ARGOAT, 27, rue Reille, 14
43-89-17-03
Près parc Montsouris.
(Ouvert tout l'été.) F. sam. + dim.

FRANÇAISES TRADITIONNELLES
RELAIS BELMAN,
37, rue François-I^{er}, 47-23-54-42.
Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant.
Fermé sam., dim. (Fermé en août.)

LA COUR COLBERT, 12, rue Hôtel-
Colbert (9), 43-34-61-99. T.L. Cadre
XVII^e authent. PMR 200 F.
(Ouvert tout l'été.)

L'ARTOIS
Tél. : 42-25-01-10 - 45-63-51-50.
13, r. d'Artois, 8. F. sam. midi, dim.
SUD-OUEST
(Fermé en août.)

LYONNAISES
LA FOUX, 2, rue Clément (9),
43-25-01-10. Tél. : 43-25-77-66.
Alex. aux fourneaux.
(Ouvert tout l'été.)

DANOISES ET SCANDINAVES
COPENHAGUE, 1^{er} étage
FLORA DANICA (Fermé en août.)
sur un jardin
(Ouvert tout l'été.)
142, av. des Champs-Élysées. 43-59-20-41.

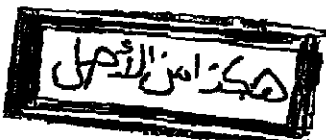
ETHIOPIENNES
ENTOTTO, 45-87-08-51 - F. dim.
143, r. L.-M.-Nordmann, 13^e.
Dorowoti, Boyayestou av. l'Indjara.
(Ouvert tout l'été.)

INDIENNES
MAHARAJAH, 43-54-26-07
7 jours sur 7
72, bd St-Germain. Ne Manibet.
SCE NON-STOP, 23 h 30.
Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.
(Ouvert tout l'été.)

SAPNA, 160, r. de Charenton, 12^e.
43-41-67-58/43-46-73-33.
Musique, danse indienne, café, pâtis-
serie. (Ouvert tout l'été.)

ITALIENNES
L'APPENNINO, 61, rue Amiral-
Mouchez, 14. 45-89-08-15. F/dim.
hudi. EMILIE-ROMAGNE
(F. du 2 août au 2 sept. inclus.)

VIETNAMIENNES
NEM, 66, 66, rue Lauriston (16^e).
47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cui-
sine légère. Grand choix de grillades.
(Fermé en août.)



SANS VISA
EN FRANCE

Le trésor du résistant

Suite de la page 9

L'hommage rendu en 1990 par le Festival d'Avignon à René Char et à ses collections personnelles a valeur d'inventaire. Mais Char comptait tant d'amis célèbres, tant de créateurs lui rendirent visite le long des berges de la Sorgue, qu'il manqua sûrement quelques pans du patrimoine. Deux cantines se seraient égarées après un nouveau refus tonitruant d'exposer de Char lui-même. « Dans deux ans sûrement... »

En attendant, celui qui fut enterré sous un ciel lavé de nuages en 1988 erre seul, à la différence de son père, du côté de l'hippodrome ou des études. Cet été, c'est Sacha Guity qu'on honore avec un impromptu proposé par Jean Piat, un autre spectacle préparé par Robert Manuel et N'écoutez pas mesdames, dans la cour du lycée Benoît. Une grosse semaine très soignée. L'œuvre de Sacha Guity racontée aux enfants des écoles et aux touristes. Un bel hommage comme L'Isle-sur-la-Sorgue, grand village nourri de culture depuis que le théâtre a remplacé les papes dans la région, sait en régler. Mais de trace du créateur des *Feuilles d'Hypos*, nulle ! A peine une vitrine chez le libraire de la place de l'Eglise : les manuscrits et les bibliographies, les exégèses « provençalistes » ou nationales et le livre de Jean Pénard. Une niche protectrice, un retranchement en espérant des jours meilleurs. Le libraire, finaliste du poète, regrette que sa ville ne

montre pas plus d'empressement à la reconnaissance de son fils le plus célèbre. Les antiquaires mis à part, L'Isle-sur-la-Sorgue aurait-elle le même appétit pour les belles-lettres à l'ombre de ses platanes si l'entre-deux-guerres intellectuelle et ses survivants ne s'étaient pas succédé aux

Busclats ? Eluard et les surréalistes, tous les peintres qui travaillèrent à leurs enluminures dans des maisons louées au mois à cinq minutes de chez René Char.

Albert Camus surtout et Martin Heidegger choisirent la Provence, de Lourmarin aux Barroux, pour la passion manifestée par le poète pour cette terre d'oliviers et de cyprès. Un musée, une bibliothèque ne suffiraient sans doute pas à conter ce va-et-vient permanent, et moins estival qu'on ne le pense généralement, entre Paris ou la planète et cette cité aux faux airs d'endormie. L'Isle-sur-

la-Sorgue loge près d'Avignon, on l'a dit, sur la route de Nice ou de Cadix, chère à Dali. Bien des intellectuels de la Résistance s'y rendirent aussi parce que le poète dirigeait alors les opérations de parachutage sous le nom de Capitaine Alexandre et qu'il en poussa plus d'un vers l'obligation des armes.

La ville ne doit pas tout au fils d'Emile, le maire, mais sans la réinstallation définitive de celui-ci en 1961, les histoires de la Sorgue n'occuperaient pas autant de place dans les *Carnets* de Camus ou les journaux intimes des écrivains contem-

porains. Il y aurait moins de dessins, d'encres de Chine ou de pastels des monts du Ventoux. Moins d'enfants poètes retournés à la terre. Moins de vie culturelle, d'éditions régionales à refuser le diktat parisien. Jean Pénard raconte bien les journées de René Char dans les années 70 : visites incessantes, étapes obligées aux Busclats comme on s'arrête à un relais gastronomique, et la qualité de l'accueil de Char pour ces vacanciers de la pensée et de l'art. Il les écoute tous sauf, peut-être, *« les importuns du festival »* dans son bureau surchargé, leur fit visiter son jardin en

compagnie de son chien Tigran, leur offrit souvent un ouvrage ou un morceau de son fabuleux patrimoine. Il reçut plus de journalistes et d'exégètes qu'on ne l'a dit. L'Isle-sur-la-Sorgue, sa foire aux antiquaires et son poète, *« le plus grand de ce siècle »* - à relire les condoléances des hommes politiques le jour de sa mort. Le plus retiré, le plus envahi aussi. Ecolo avant l'heure, ami des amis de la Provence, hostile à l'installation des fusées nucléaires sur les collines. Parfois, sans nul doute, des adversaires du tract du TGV.

L'Isle-sur-la-Sorgue, bien sûr, ne lui doit pas tout. Mais tout de même de la gratitude pour sa place dans la migration artistique saisonnière, ses vingt galeries pour dix mille habitants, son influence mondaine auprès des Parisiens du Lubéron. L'Isle, au temps d'Emile le maire, n'était encore qu'une bourgade ouvrière. Par la grâce de l'eau au pays des cultivateurs, batelière et lavandière, l'eau de la Sorgue, racontait Char, donnait du goût au Rhône. Quelques *« transparents »*, nom dont on gratifiait les simpaties et que le poète magnifia, furent profession de veilleurs de rivière. L'un d'eux, surtout, était le poulx de la Sorgue, devinait la poussée de fièvre et prévenait les riverains des berges.

Grâce à la Sorgue, L'Isle échappa longtemps au sort commun de la plaine et des monts environnants. Et grâce à René Char ? L'auteur du *Marinier* erre tout seul cet été sous les platanes. René Char est toujours mort. Entre parenthèses. *« Il n'y a d'éternité pour personne »*, écrivait-il. *« Peut-être dans un ou deux ans »*, répond la rumeur locale. Quelque part, un musée-bibliothèque qui n'aurait pas de nom.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio



Vingt galeries pour dix mille habitants : l'Isle-sur-la-Sorgue, étape artistique entre Avignon et Lubéron.

Semaine gourmande

Le Luz

Aucun rapport avec Saint-Jean, puisqu'il paraît que c'est là le nom moyenâgeux du brochet. Ce petit restaurant caché du septième arrondissement a fait peau neuve, peinture vert céladon, tissu à fleurs vert et jaune, avec un gentil service. Gilbert Dugast fut le chef de *Péris* aux temps heureux et un élève-disciple de Denis ; aussi cuisine-t-il la mer (filets de dorade vanillée, filets de sole aux huîtres, aile de raie galete au lait, marinade de sardines crues, moule fraîche au coulis de poivrons doux, etc.). Avec, en saison, l'indéfectible brochet, mais aussi des viandes (filet de bœuf braisé, macreuse poêlée aux champignons sauvages et, enfin, de remarquables desserts comme cette mousse au cacao régal des amateurs de chocolat. Gentille cave. Un menu à 140 F et, à la carte, comptez 250 F-300 F.

► Le Luz, 4, rue Pierre-Leroux, Paris-7. Tél. : 43-06-99-39. CB-AE-DC.

L'Avenue

C'est la nouveauté du triangle d'or de la haute couture que cette brasserie-restaurant (ouvert des

petits déjeuners aux soupers en passant par les théâtres, au 41 de l'avenue Montaigne). La décoration, signée Jacques Grange, fait plaisir les clientes de Dior et de Céline. La cuisine est de Michel Cliché, disciple de Joël Robuchon.

Les fruits de mer sont évidemment en vedette : plateau Marinier à 210 F et Mayflower à 350 F. Mais on peut, sur le pouce, choisir le club-sandwich (60 F) ou le tartare bien conditionné (78 F). A la carte, d'un classicisme rassurant, notez la salade de magret fumé aux noix, la viennoise de rascasse au Noilly, la daube d'agneau du mas Jullien et le coquelet endiablé (sic) et grillé (ça doit être pour ça !), ainsi que de bons desserts. Bon sommelier et vins de prix honnêtes, tel ce beaujolais 1990 de J.-C. Pivot. Comptez de 250 F à 350 F.

► L'Avenue, 41, avenue Montaigne, Paris-8. Tél. : 40-70-14-91. T.I.J. Parking : François-J., CB-AE.

La Truite vagabonde

Qui dira pourquoi cette agréable maison (dont il est vrai que MM. Gault-Millau jugent la cuisine sans originalité - est-ce parce qu'elle est sans petits légumes ?) a été supprimée du dernier Bottin gourmand ? Vétue de neuf, avec

son bar mélange de copinerie aimable et de sagesse, sa salle luxueusement fleurie et claire, sa terrasse enfin qui permet, le soir, de dîner « en province » avec aussi un bon personnel sans ostentation, *La Truite vagabonde* est l'oasis de l'arrondissement. Laurent Pagadoy, excellent chef que nous avons connu aux laurats de la Coupe du meilleur pot, mitonne les « escalas gourmandes du jour » (du saucisson de Lyon pommes à l'huile à la salade homard-langoustes fines herbes, de la blanquette de merlu aux pâtes au saint-pierre à l'oseille, de la tête de veau en pot-au-feu au pavé de gigot grillé), fait lui-même un excellent foie gras que le verre de jurançon exalte, mais tout aussi savoureusement les œufs, meurette. Enfin, au menu « affaires », je me suis régalé d'une terrine de bottillabaisse froide avant le magret de canard aux deux pommes et les fruits rouges glace vanille (190 F), avec, sélection du mois, le beaujolais 1990 Domaine Lafond (98 F). Beurre d'Eclair sur table. A la carte, comptez 300 F.

► La Truite vagabonde, 17, rue des Batignolles, Paris-17. Tél. : 43-87-77-80. Fermé dimanche soir. Ouvert en août. Parking : 48-80, boulevard des Batignolles. CB-AE.

Miettes

Au restaurant *Les Princes* (Hôtel George-V), du 30 septembre au 13 octobre, le chef Pierre Larapied proposera une carte « Saint-Hubert », suggestions gourmandes de plats de chasse, du consommé de perdrix rouge à la tourte de maroilles, du faisan sauvage au foie gras jus de porto, aux mignonnettes de chevreuil grand veneur purées de marrons, de cèleri et de brocolis.

Lectures : La Tonnellerie Seguin-Moreau (BP 94, Cognac) a fait éditer un superbe ouvrage *Les Ebénistes du vin* (distribué par Flammarion). Sur un texte de J.-M. Soyez, de bien belles photos illustrent l'histoire de la tonnellerie depuis le tonneau chevronné par Bacchus jusqu'à la barrique actuelle confectionnée en fonction des recherches de l'Institut d'oenologie de l'université de Bordeaux.

Fromages. On sait que le « plateau », au restaurant, est trop souvent catastrophique. A signaler alors (et un lecteur en a été charmé !) les fromages du Club Clément-Marot (16, rue du Pas, à Lille, tél. : 20-57-01-10), dont le plateau (50 F) est même proposé aux menus à 125 F et 192 F.

Recettes. Les livres de recettes tout simples sont de plus en plus rares, et le lecteur cherche, semble-t-il, avant tout le tapage à l'œil des illustrations photographiques. Encore faut-il que cuisine et illustrations aillent de pair. C'est le cas dans *Cuisine de France*, de Paul Bocuse (Flammarion). La double page pot-au-feu (photos signées Dietmar Frege) ouvre l'appétit : c'est simple, on la mangerait !

A Grenade-sur-Adour. C'est fait ! Didier Oudil a inauguré douze chambres dans la ravissante demeure où est installé son restaurant *Pain, Adour et Fantaisie* (7, place des Tilleuls, tél. : 58-45-18-80).

La Bastide Gasconne. « Le Relais et Châteaux » de Barbotan-les-Thermes (tél. : 62-69-52-09) a trouvé un nouveau « maître » avec le fameux et itinérant Hubert, qui, de son magasin fromager au *Bistrot de la place du Marché-Saint-Honoré*, puis de la rue de Richelieu au sous-vide en série, propose ici un menu dîners-déjeuners à 140 F, un repas « impromptu » à 160 F et sa carte.

ISLANDE

A partir du 25 août

5870 F
8 jours de circuit

Office du tourisme
d'Islande

Tél. : 47 42 52 26
Info Minitel 3615 Otisland

Les FRERES LAYRAC

Nouvelle adresse :
AU CŒUR DE
SAINT-GERMAIN DES PRES
Face à l'Eglise
et 11, rue Saint-Benoît

LE MUNICHE
Tél. : 46.33.62.09

LE PETIT ZINC
Tél. : 46.33.51.66

HUITRES, FRUITS DE MER
TOUTE L'ANNÉE

TOUS LES JOURS SERVICE CONTINU
de MIDI à 2 heures du MATIN

Le Monde PUBLI-CITÉ
TOURNAI-GASTRONOMIE
Renseignements : 46-42-75-75

VIN Ambre rosé

DERNIÈRE version jurassienne des nouvelles guerres picotées, le gentil village de Pupillin, en révolte contre la baronnie d'Arbois, ouvre ses caves dimanche 25 août pour fêter son poulard. Qui, hormis les ampélographes et quelques amateurs éclairés, peut oser aujourd'hui affirmer connaître ce cépage ? Mais comment saisir l'Arbois et le Jura sans s'intéresser à lui, ce plant si imposant ici comme ailleurs à qui cherche à comprendre le vin, le sol et les hommes ?

Poulard, peloussard ou pleusard, les orthographes varient pour ce raisin parisien à la peau fine, parfumé à l'envie qui, quoique vinifié en rouge, produit un rosé d'ambre sensible à l'oxydation, cousin unique et androgyne du savagnin blanc (vin jaune), cette autre superbe rareté viticole du Jura. Cette région, bien sûr, ne se réduit pas au poulard. Il faut ici

compter avec un autre cépage d'exception, le trousseau, que l'on ne retrouve qu'en Portugal et qui se révèle notablement plus intéressant que ce que peut offrir, à l'approche du massif jurassien, le pinot noir de la Bourgogne.

La catastrophe, pourtant, a été évitée de peu. Même si l'on est passé de quarante cépages décrits par Charles Rouget en 1897 à moins d'une dizaine aujourd'hui, on a, tout bien pesé, conservé l'essentiel. Signe qui ne trompe guère, les vigneronnes commencent à revendiquer sur l'étiquette l'origine ampélographique de leur vin - poulard, trousseau, savagnin, ce dernier malheureusement trop souvent associé au chardonnay, guidant ainsi l'amateur vers ce qui, au-delà de leur saveur, fait leur richesse.

On ne saurait pour autant sous-estimer les outrances auxquelles peut conduire la mode actuelle des

vins « de cépage » dès lors que, loin de répondre à une tradition viticole, elle est en phase avec les goûts dominants et les profits supposés. Le récent Concours des vins de cépage de France, organisé par la région Langue-d'Oc-Roussillon, vient, à cet égard, de démontrer à quel point ont tort ceux qui entreprennent de coloniser le sud de la France avec le chardonnay (pour les blancs), le merlot ou le cabernet (pour les rouges), fournissant ainsi des vins anonymes, triste réplique de la Bourgogne et du Bordelais, parfois insupportables déceptions lorsqu'on y ajoute la vinification dans du « bois neuf ».

Pourquoi ne pas en rester dans ces régions, comme le fait fort justement le Domaine de Mougettes à Caux (Hérault), au traditionnel et, dans ce contexte, merveilleux macabre ? Car, contrairement aux attentes des vigneronnes, bien loin d'unover utilement, la plupart des

greffes de cépages ne réussissent qu'à appauvrir notre patrimoine viticole et gustatif.

Jean-Yves Nan

► Pour ce qui est des vins du Jura, on évitera les grossiers pièges commerciaux d'Arbois, tendus là même où Louis Pasteur réussit à élucider le mystère des fermentations alcooliques. Préférer les communes de Poligny (M. Bernard Badoz, 15, rue du Collège ; tél. : 84-37-11-85) ; Montigny-lès-Arsures (famille Rollet, tél. : 84-66-00-05) ou Pupillin (M. Pierre Overmay, tél. : 84-66-14-80). On pourra également fort utilement prendre le contact avec le « rédacteur de la carte des vins de l'Hostellerie des Monts-de-Vaux à Poligny (tél. : 84-37-12-60).

GASTRONOMIE

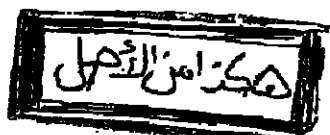
Souvenirs de vos vacances...

Retrouvez DIEP à l'Opéra

Le plus grand restaurant asiatique à Paris, avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hongkong. Au déjeuner : « MENUS EXPRESS » 72 F et 88 F. Cuisina à la vapeur présentée sur chariot (une entrée, un plat, un dessert). Si vous « optez » chinois (pâtée de soja aux fruits de mer, nem, pattes de crabe farcies). Si vous choisissez « thaïlandais » (crevettes à la citronnelle, moules sautées au basilic, calamars farcis, raviolis aux ailerons de requin). Si vous préférez choisir parmi la carte qui est impressionnante, le choix est vaste comme est le restaurant « DIEP » : taro et canard en beignets, pâtés de soja croustillants, en papillote, traves de porc sauté à la façon « Kim Do », fondue, marmite de poitrine d'agneau, canard laqué, etc. Vivier de langoustes. Air conditionné. Et aussi doublement installé aux Champs-Élysées : même famille.

DIEP à l'Opéra, 28, rue Louis-le-Grand (2). Tél. : 47-42-31-58 et 94-47.
DIEP 22, rue de Ponthieu (8). Tél. : 42-55-23-96.
DIEP 55, rue Pierre-Charron (8). Tél. : 45-63-52-78.

Ces trois restaurants sont ouverts tous les jours.
Service assuré jusqu'à minuit. Parkings à proximité.



SOCIÉTÉ

•• Le Monde • Samedi 24 août 1991 13

Scrabble

FAITS DIVERS

Le meurtre d'un berger des Alpes-Maritimes

Vendetta dans les pâturages

Pierre Leschiers, trente-trois ans, berger à Castellor, un village situé près de Menton (Alpes-Maritimes) a été tué, au coup de fusil, samedi 17 août. Ce crime prémédité n'a pas encore été élucidé et, dans un climat alourdi par des querelles locales, les habitants de la commune s'interrogent. Qui a tué Pierre ? Le jeune berger avait brillamment réussi dans son métier, mais sa forte personnalité dérangeait.

NICE

de notre correspondant régional

Comme tous les jours, ce vendredi, Pierre, le seul berger de Castellor, est parti à l'aube sur sa moto, pour rejoindre ses pacages dans la montagne. Après avoir quitté le village, il a pris le GR52, un sentier très fréquenté, l'été, par les randonneurs. Sans doute songeait-il aux soins qu'il aura à donner à son énorme troupeau de neuf cents moutons paissant, là-haut, sur les pentes du mont Grammont.

Sur sa droite, il a laissé la piste d'Ormea conduisant à sa bergerie, puis il est arrivé à la hauteur d'un oratoire, la chapelle Saint-Bernard. Un tir embusqué l'attendait. Un coup de fusil claqua. Atteint d'une volée de chevrotines dans le dos, Pierre est abattu puis achevé, à terre, d'une seconde décharge.

Le berger de Castellor était un enfant du pays, connu de tous dans ce village perché de six cents âmes, au-dessus de Menton. Fils d'un ancien carabinier ayant servi à Monaco, il avait fait des études au lycée agricole d'Antibes. Puis, son bacc technique en poche, il avait effectué des stages dans la Drôme avant de passer deux ans, comme coopérant, au Bénin.

Un caractère entier

Revenu au pays, il s'était installé, en 1982, en construisant une bergerie sur un terrain familial, au-dessus de la piste d'Ormea, dans un amphithéâtre de montagnes calcaires surplombant le village et la côte marseillaise. Il avait loué des pacages à des propriétaires locaux, certains acceptant un paiement en nature, et s'était mis à l'ouvrage avec enthousiasme. « Au début, explique un meilleur ami, Denis Morieux, un jeune apiculteur, lui aussi établi à l'Ormea, on a accueilli sa tentative avec le sourire. C'était un peu, dans le berger ».

Mais Pierre réussit. Levé aux aurores, il travaillait jusqu'à très tard le soir, d'un bout à l'autre de la semaine. Son troupeau grandit et ses ennemis commencent. Des problèmes, communs à tous les bergers, de droits de passage, de pâture contestée, de chiens errants.

On l'a présenté, aussi, comme

un adversaire des chasseurs, ce qui, selon Denis Morieux, était lui faire un mauvais procès. « Il chassait lui-même et, au contraire, il avait essayé, sans succès, de s'entendre avec les gens du pays, pour déplacer son troupeau quand des battues au sanglier étaient organisées ». En fait, Pierre Leschiers, décrit physiquement comme « un roc », n'était pas un homme commode. « Il était droit et savait se faire respecter », plaident ses amis. « C'était, certes, un garçon sympathique et serviable, remarque un conseiller municipal de Castellor, mais il avait un caractère trop entier. Avec lui, il n'y avait pas de milieu. Il fallait épouser, à tout prix, sa volonté qu'il défendait avec véhémence ».

Pierre avait acquis, aussi, la réputation d'un tueur de chiens. Un restaurateur de Menton l'avait notamment poursuivi en justice après qu'il eut supprimé le sien d'un coup de fusil. « En huit ans, l'accuse Denis Morieux, il avait perdu cent cinquante-deux bêtes, égarées par des chiens errants. Il en a tué quelques-uns. Mais il tentait, d'abord, de les capturer pour obtenir un meilleur dédommagement des assurances ».

Clochemerie tragique

Le berger n'avait pas admis, surtout, que le maire, M. Jean Albin, un ancien employé municipal de Menton, n'intervienne pas dans un conflit qui l'opposait, de longue date, à un entrepreneur de maçonnerie castellorais, le plus proche voisin de la bergerie, M. Paul Verrando. Objet de leur rancune, l'usage de la piste, privée, d'Ormea. Des années de chicanes et de procès. L'un pour une coupure prolongée de cette piste, en 1987, imputée par Pierre à son adversaire (1). Un autre après une plainte pour coups et blessures déposée par l'entrepreneur contre le berger, finalement relaxé.

Dans le village même, le climat était également exécrable depuis les élections de 1989. Pour s'opposer aux méthodes « autoritaires et partisanes » du maire, une liste concurrente à celle de la majorité sortante s'était formée et avait eu deux élus, dont Denis Morieux. Dans la foulée, une association, Vivre à Castellor, s'était créée, diffusant un bulletin très critique à l'égard de la gestion municipale. Dans l'un des derniers numéros, Pierre avait pris la plume, dénonçant le « terrorisme à Castellor » et énumérant une série d'actes de malveillance dirigés contre lui ou des membres de l'association : menaces téléphoniques, sabotage d'un rucher, celui de Denis Morieux - pneus de véhicules crevés, toit de bergerie « criblé de balles », chiens de troupeau empoisonnés, chats étripés « tués par arme dans le village ».

Dans les actes « signés », il rangeait, pêle-mêle, des menaces verbales (« On te foutra hors de Castellor », « on te fera la peau »), mais aussi une « pétition calomnieuse », des dénégations « mensongères » auprès des forces de l'ordre. Il s'en prenait aux « privilèges » réservés « aux membres de la nomenclature », etc.

Une délégation des opposants au maire s'était rendu, en avril, à la préfecture des Alpes-Maritimes, pour faire connaître son mécontentement. La majorité municipale avait, de son côté, autorisé le maire à porter plainte pour diffamation contre l'association.

Mais Clochemerie a viré à la tragédie. Trois jours avant qu'il ne soit assassiné, Pierre avait eu une nouvelle altercation avec ses voisins Verrando au sujet du passage d'une pelle mécanique de grand gabarit qu'il avait commandée pour effectuer des travaux. Il y aurait eu, selon l'entrepreneur et son jeune fils, Jérôme, des menaces de mort réciproques. Mais seul Pierre avait déposé plainte à la gendarmerie de Menton. Cette dispute ne pouvait pas tomber plus mal pour les Verrando qui, après la découverte du meurtre, ont été interpellés et gardés à vue pendant une vingtaine d'heures. « Heureusement, explique Paul Verrando, on avait fait une fête, avec quarante invités, qui s'est terminée, vendredi, au petit matin à l'heure où Pierre est mort. C'est vrai qu'on ne s'aimait pas, mais de là à le tuer... »

Castellor se préparait, dimanche 18 août, à célébrer la fête patronale. Mais « à la suite d'un meurtre d'un habitant du village », selon les termes d'un communiqué de la mairie, les festivités ont été supprimées. Bien que le maire ait lancé un appel « au calme et à l'union » et jugé que le recueillement interdisait « à ce qui se soit de faire des supputations », la suspicion s'est installée dans le village. En attendant les résultats de certaines expertises, les gendarmes, il est vrai, ne privilégiant aucune hypothèse.

Qui a tué Pierre ? Quelqu'un, à l'évidence, qui connaissait ses habitudes pour lui tendre, à coup sûr, cette embuscade, au petit matin, dans les blanches collines de Castellor. Quelqu'un, aussi, que le berger, maître en son domaine de pins et de maquis, aurait pu gêner ou auquel il aurait inspiré une inexplicable rancune. Dans l'atmosphère malsaine du village - Giono et Jouveau réunis - les Castellorais redoutent d'apprendre que cet assassin serait l'un d'entre eux.

GUY PORTE

(1) En première instance, Pierre et son ami Denis Morieux ont obtenu le versement d'indemnités. L'affaire doit être jugée en appel, à Aix-en-Provence, en octobre prochain.

JUSTICE

Une mesure inédite, quatre ans après un naufrage

La justice fait renflouer un chalutier

Pour la première fois, la justice a fait renflouer un chalutier. La Jonque, chalutier de Concarneau, avait coulé en mai 1987 au large de Brest, avec cinq personnes à bord. Depuis, il reposait à 110 kilomètres des côtes, par 120 mètres de fond. Cette intervention de la justice vient des conditions du naufrage : accident ou « événement grave », comme l'affirme la famille des patrons du bateau, un sous-marin de la Marine nationale ayant pu envoyer le chalutier par le fond. Les dernières opérations de renflouement avaient lieu, vendredi 23 août en rade de Brest, et les expertises vont pouvoir commencer.

BREST

de notre correspondant

Début mai 1987, la Jonque était partie de Concarneau, son port d'attache, pour une campagne de pêche d'une quinzaine de jours. Et puis, le 14 de ce mois, ce fut le silence radio. La Marine nationale entreprit alors les recherches par moyens aériens. Le 17 mai, un avion Nord 262 apercevait un radeau de survie avec deux personnes et passait le relais à un Breguet Atlantic. Cet appareil confirmait, dans un premier temps, l'observation faite, mais indiquait, après un second passage, qu'il y avait eu erreur. Dans l'intervalle, la fausse bonne nouvelle avait été annoncée aux proches des cinq marins du bord : Laurent Quéroué, vingt-trois ans, patron du chalutier ; Robert, son père, quarante-neuf ans ; les matelots Yves Le Dâ, trente-huit ans ; Bruno Grass, vingt-deux ans ; Stéphane Landrin, vingt ans.

Sous la pression des écologistes

Un éleveur breton se voit interdire la poursuite de ses activités

VANNES

de notre correspondant

Le propriétaire d'un élevage industriel de poulets situé à Berric, près de Vannes, s'est vu interdire d'exploiter par la justice, en occurrence le tribunal administratif de Rennes. C'est la première fois qu'une telle décision intervient dans le Morbihan. Motif : l'éleveur, qui a installé 1 000 mètres carrés de bâtiments pouvant recevoir plus de vingt-cinq mille volailles, a négligé de faire une étude d'impact, alors que son entreprise rentre dans la catégorie des établissements classés. Il avait tout de même obtenu du préfet l'autorisation d'exploiter.

Soutenu par le syndicat agricole local, l'éleveur a passé outre au jugement et a rempli ses poulaillers. Une association créée pour défendre la lande sur laquelle s'est construit l'élevage a saisi à nouveau les juges pour qu'ils fassent respecter leur jugement. En réplique, le 16 août au soir, une trentaine d'agriculteurs en colère ont déversé une petite montagne d'ajoncs dans la cour d'une conseiller municipal de Berric appartenant aux Verts, mais ne faisant pas partie de l'association. Cette action de « représailles » a été désapprouvée par le syndicat agricole. L'éleveur a porté plainte.

M. H.

LYON : arrestation du meurtrier présumé du vigile de Perrache. Deux des auteurs présumés de la double agression à l'arme blanche commise, mardi 20 août, contre deux vigiles au centre d'échange de la gare de Perrache - qui avait causé la mort de Christophe Roussel, vingt ans, et gravement blessé Manuel Espósito, cinquante-huit ans - ont été arrêtés par les policiers de la section criminelle de la sûreté urbaine de Lyon (Le Monde du 22 août). Les deux suspects ont été présentés au parquet. Driss El Morabit, vingt-deux ans, qui ne les a faits mais aurait été formellement reconnu par plusieurs témoins, et Miloud Rezgoua, vingt-sept ans, devaient être respectivement inculpés d'assassinat, vendredi 23 août, par M. Gilles Raguin, premier juge d'instruction à Lyon.

Cette méprise a amené la famille Quéroué à s'interroger sur les conditions du naufrage. Depuis, elle n'en dément pas : pour elle, la Marine nationale a voulu cacher quelque chose. La mer était belle à ce moment-là. L'hypothèse officielle de l'accident - l'« accrochage » du chalut sur une dune de sable, qui aurait entraîné la Jonque par le fond, - elle n'y croit pas, la zone étant sans obstacles de cette nature, affirme-t-elle. Pour Yves Quéroué, frère et oncle de deux des victimes, il pourrait s'agir de l'onde de choc d'un tir de missile ou d'un phénomène d'aspiration provoqué par un sous-marin, comme cela s'est déjà produit en Angleterre.

En tout cas, l'obstination de cette famille a fini par payer. D'abord classée sans suite, une plainte déposée contre X... pour homicide involontaire et non-assistance à personne en péril a donné lieu à un nouvel examen. Le dossier est depuis le début de 1988 entre les mains d'un juge d'instruction de Quimper, M. Bertrand Lemerrier.

De gros moyens d'expertise

Il existe effectivement des zones d'ombre, dont deux ont été relevées en juillet 1989 par le juge. La bande d'enregistrement des conversations entre les aviateurs de la Marine et les organismes de secours a été en partie effacée. D'autre part, des opérations de simulation faites d'avion, depuis l'accident, pour repérer un radeau de survie excluent une méprise.

Sous les feux de l'accusation, la Marine nationale a fait inspecter en juillet 1987 la Jonque par un sous-marin téléguidé. La coque, en apparence sans dommages, ainsi que le chalut et surtout un radeau de survie ont été filmés : c'est un

dernier élément qui atteste, selon elle, que des rescapés n'ont pu être aperçus, dans la mesure où l'embarcation de secours se trouvait près du chalutier. Un argument qui ne tient pas, selon la famille Quéroué : l'équipage de la Jonque possédait deux radeaux de survie.

Les enquêteurs et la partie civile espèrent que le renflouement permettra de comprendre les causes du naufrage. On devrait connaître le nombre de corps reposant à l'intérieur et s'il existe bien un deuxième radeau. C'est la première fois qu'une telle opération est menée. La chancellerie a débouqué une somme de 3,5 millions de francs. Il s'agit d'une opération délicate, menée avec de gros moyens : un navire à positionnement dynamique l'Abelle Supplément, qui peut rester en un point précis ; un robot sous-marin téléguidé d'une compagnie canadienne et une équipe de spécialistes de la Compagnie méditerranéenne de travaux maritimes. Une tentative similaire avait été réalisée en septembre 1990, mais sans succès. Il a fallu fixer des câbles à l'avant du chalutier, puis remonter le bateau à la verticale et naviguer à vitesse réduite pendant 110 kilomètres.

Judi 22 août, les techniciens entreprenaient de mettre l'épave en position horizontale, afin de pouvoir franchir la rade de Brest. Parmi l'équipe, deux journalistes dont le juge Lemerrier avait accepté la présence à bord depuis le début de l'opération de renflouement, par volonté « de transparence ». Vendredi 23 août, la Jonque devait être sortie de l'eau pour être mise au sec sur un quai du port de Brest, gardé par les gendarmes. Les enquêteurs pourrout alors expertiser le bateau. Pour les familles des disparus, le choc sera alors rude quatre ans après le naufrage.

GABRIEL SIMON

Arrêté à Genève pour l'assassinat de Chapour Bakhtiar

Ali Rad Vakili ne pourra pas être extradé avant un mois

Ali Rad Vakili, l'un des trois assassins présumés de Chapour Bakhtiar, a refusé la procédure simplifiée d'extradition vers la France, a indiqué vendredi 23 août, M. Joerg Kissler, porte-parole du département fédéral (ministère) justice et police (DFJP) à Berne. Son extradition ne devrait donc pas intervenir avant plus d'un mois.

Une procédure plus longue doit maintenant se mettre en place, tout au long de laquelle le meurtrier présumé de l'ancien premier ministre iranien peut revenir sur sa décision et donner son accord à l'extradition, a expliqué M. Kissler.

Les autorités françaises ont un délai de dix-huit jours pour transmettre une demande formelle d'extradition qui devra contenir les chefs d'inculpation pour lesquels Ali Rad Vakili devrait être poursuivi. Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernad, a indiqué vendredi que les autorités françaises allaient transmettre « aujourd'hui même » par la voie diplomatique aux autorités helvétiques la demande d'extradition d'Ali Rad Vakili. Le ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait exprimé le souhait « que les procédures soient conduites avec diligence et que les jugements (...) interviennent dans les délais les plus brefs ».

M. Pasqua ne doute pas que le gouvernement ait voulu arrêter les assassins présumés, « mais que tous les moyens aient été utilisés », a-t-il dit, c'est une autre histoire. Selon lui, le gouvernement a « dû considérer que la grâce accordée à Anis Naccache faisait que notre contentieux avec les Iraniens était clos », ou ceux-ci ont « ressenti sa grâce comme une autorisation qui était donnée (...) à leurs services de recommencer leurs activités » sur le territoire français.

Le ministre genevois de la justice et de la police, M. Bernard Ziegler, avait qualifié, jeudi 22, de « ridicule » l'idée selon laquelle Ali Rad Vakili pourrait ne pas être extradé. Le juge d'instruction suisse, M. Daniel Dumathier, a indiqué vendredi qu'il avait soumis jeudi à Ali Rad Vakili la possibilité qui lui était offerte de choisir la procédure simplifiée d'extradition, que ce dernier a rejeté. Celui-ci doit faire l'objet, à Genève, d'une procédure pour infraction à la législation sur le séjour des étrangers.

Le magistrat genevois, qui a reçu jeudi la visite de son homologue français, le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière, a précisé que ce dernier n'avait pas interrogé le suspect. Selon le juge Dumathier, une personne qui doit être extradée ne peut pas être entendue sur le territoire suisse par des autorités du pays qui le réclame.

Selon la police genevoise, où l'on a, après un certain nombre de vérifications, mis hors de cause Ali Rad Vakili dans les deux attentats commis contre des opposants iraniens sur le territoire helvétique en 1990 - contre Kazem Rajavi - et en 1987 - contre un pilote déserteur, - le suspect répond aux questions, mais ne cesse de « mentir par omission avec beaucoup de sang-froid ».

le gouvernement français ait voulu arrêter les assassins présumés, « mais que tous les moyens aient été utilisés », a-t-il dit, c'est une autre histoire. Selon lui, le gouvernement a « dû considérer que la grâce accordée à Anis Naccache faisait que notre contentieux avec les Iraniens était clos », ou ceux-ci ont « ressenti sa grâce comme une autorisation qui était donnée (...) à leurs services de recommencer leurs activités » sur le territoire français.

VENTE AUX ENCHÈRES

23 AUTOMOBILES - CLASSIQUES ET RARES

Vendues au profit de l'école de médecine de Harvard à une vente aux enchères sans réserves : 21 septembre - New Hampshire, USA. 52 Mercedes W194, la voiture de course officielle de l'usine, 29 Mercedes SSK, 27 Mercedes modèles K, 27 Bugatti 35 C, 13 Rolls-Royce Silver Ghost, 22 Rolls-Royce Mulliner Tourer et beaucoup d'autres. Téléphonez pour une brochure gratuite en couleurs - (New Hampshire) - 19.1. 603.778.8989, Paul Mc INNIS Inc. commissaire-priseur, Hampton Falls USA.

INTEMPÉRIES

Un violent orage fait des dégâts matériels dans les Yvelines

Un violent orage s'est abattu vers 21 heures, jeudi 22 août, sur la zone de Poissy et de Montfort-l'Amaury (Yvelines). Les vents, qui ont soufflé jusqu'à 100 kilomètres à l'heure, ont arraché ou endommagé plusieurs dizaines de toitures, cassé des arbres et des caténaires des voies de la SNCF sans faire de victimes.

La nationale 12, dans les environs de La Queue-les-Yvelines, et les voies ferrées, non loin de Poissy, ont été obstruées par des arbres et des fils électriques. Près de deux cents pompiers et le personnel de la SNCF ont commencé à débayer routes et voies ferrées dès la fin de l'orage : la circulation devait être rétablie dans la matinée du vendredi 23 août. Quatre cents appels à l'aide sont venus de particuliers.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication
Bruno Frappet, directeur de la rédaction
Jacques Guis, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde RADIO TÉLÉVISION



SPORTS

La déprime des athlètes de l'Est

Subventionnés et «soignés», ils raflaient les médailles.

Aujourd'hui, avant les championnats du monde d'athlétisme à Tokyo, leurs ambitions sont plus modestes

TOKYO

de notre envoyé spécial

Cent six. Pas un de moins. Ils sont tous là et Tokyo respire. Les athlètes soviétiques appelés à participer aux troisèmes championnats du monde d'athlétisme, du samedi 24 août au dimanche 1^{er} septembre, ont rallié la capitale japonaise sans encombre. Le coup de force contre M. Gorbatchev avait pourtant failli remettre en cause leur participation à cette compétition. Mardi 20 août, au lendemain du putsch, le perchiste Sergueï Bubka et quelques compatriotes étaient toujours à Moscou, alors que 95 autres athlètes restaient bloqués à Vladivostok (Sibirie orientale).

Leur «forfait» eût été à la fois catastrophique et hautement symbolique pour l'athlétisme mondial. Ce sport, plus que tous les autres, subit les conséquences de l'évolution politique des pays de l'Est. La chute des régimes communistes s'est accompagnée de celle d'un système qui, en son temps, permit de conquérir des monceaux de médailles. Le sport était alors outil de propagande, financé par l'Etat. L'athlète avait fonction d'ambassadeur, de porte-drapeau. Et le dopage renforçait parfois ses chances de succès.

Lors du précédent mondial d'athlétisme, à Rome (1987), vingt médailles d'or sur quarante-trois étaient revenues aux pays de l'Est. A Tokyo, un tel bilan est inimaginable. La disparition de la RDA et de ses championnes, dont certaines ont été enrôlées dans la nouvelle sélection allemande unifiée, n'exique pas tout. L'Union soviétique a beau entretenir l'illusion avec ses perchistes et quelques jeunes filles plus rapides que les Américaines, c'est bien d'un déclin général dont il s'agit. La Bulgarie, trois fois médaillée d'or aux Jeux

olympiques de Séoul (1988), est reléguée au rôle de figurant. La Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et, à un degré moindre, la Roumanie s'enlèvent dans l'anonymat.

Les raisons de cette soudaine décadence? A cette question, le Hongrois Istvan Gyulai, ancien champion du 400 mètres et membre du conseil de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), n'hésite pas à évoquer, en premier lieu, les dispositions prises en matière de lutte contre le dopage. Selon lui, le renforcement des contrôles, notamment hors des périodes de compétition, a permis de sanctionner de nombreux athlètes et d'en dissuader beaucoup d'autres (1) dans la plupart des grands pays d'athlétisme, y compris les Etats-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne. Mais il estime que les sportifs de l'Est ont bel et bien été les «premières victimes» de cette entreprise d'assainissement.

Un mal étrange

Ainsi, dès le 6 décembre 1990, soit quelques semaines après la réunification des deux Allemagnes, les instances sportives allemandes annoncent-elles la création d'une commission d'enquête sur le dopage. Elles promettaient des contrôles inopinés sur les lieux d'entraînement. Officiellement, ces mesures concernaient tous les athlètes du pays reconstitué. En fait, elles visaient avant tout les transfuges de l'Est, ces champions d'exception jadis formés et «soignés» dans le plus grand secret.

Certains d'entre eux n'ont guère apprécié d'être ainsi suspectés. La belle sprinteuse Katrin Krabbe,

devenue aussi populaire de Bonn à Leipzig que Boris Becker ou Steffi Graf, s'est récemment indignée des multiples contrôles dont elle a fait l'objet avec sa camarade d'entraînement Grit Breuer: «On nous a dit que ces tests étaient tirés au sort, mais à chaque fois Katrin Krabbe et Grit Breuer sont désignées!»

En dépit de multiples rumeurs, la culpabilité de la jeune femme n'a jamais été prouvée. En revanche, les statistiques indiquent clairement que l'athlétisme d'Europe centrale souffre d'un mal étrange depuis qu'il s'ouvre au reste du monde, sous la double contrainte des règlements et de la démocratie.

En 1988, année olympique (vingt médailles d'or sur quarante-deux possibles pour les pays de l'Est), six records du monde féminins avaient été établis par des athlètes de l'Est. Depuis le 1^{er} janvier 1989, seuls deux nouveaux records ont pris place sur les tablettes: celui du triple saut (une discipline récente chez les femmes, qui ne figure pas au programme de Tokyo) par la Soviétique Inessa Kravets (14,95 m) et le 10 km marche par sa compatriote Nadezhda Ryabikina (41 min 56 s 23). Coïncidence? En 1990, les sanctions pour usage de produits dopants étaient tombées plus facilement que les records: sur quinze femmes suspendues, cette année-là par l'IAAF, onze étaient originaires des anciens pays communistes (huit hommes sur vingt-quatre).

Certes, l'ensemble de l'athlétisme mondial souffre de contreperformances. Mais, depuis le début de la saison, seules deux femmes bulgares sont apparues dans le tableau des meilleurs résultats de l'année dans leur discipline: Stefka Kostadinova et Svetlana Leseva en saut en hauteur. Quelques Roumaines, spécialistes

du demi-fond - le point fort de la Roumanie, - ont aussi échappé au naufrage.

M. Gyulai, le représentant hongrois de l'IAAF, sourit en évoquant les «champions et championnes très renommés» que l'on a soudain vu «disparaître de la circulation». Il rappelle que si ses compatriotes étaient jadis moins souvent médaillés que les Bulgares, c'est uniquement parce qu'ils ne disposaient pas du même «encadrement médical». Il remarque: «Après tout, ce déclin des anciens pays communistes n'est pas négatif pour l'athlétisme. Au contraire, c'est une bonne chose. Notre sport sera plus sain, plus naturel.»

L'argent

avant le drapeau

Les champions d'Europe de l'Est n'en seront pas pour autant plus performants. Car, au-delà du dopage, les raisons du déclin sont multiples et les risques d'aggravation inquiétants, en particulier pour l'URSS, menacée d'éclatement politique, donc sportif. Délaissés par leurs gouvernements qui ont d'autres priorités que les caisses des clubs, les dirigeants sont condamnés à l'autofinancement. Ils sont passés sans transition de l'état d'assistés à celui de démarcheurs de commanditaires. «Nous sommes extrêmement pauvres», soulignait il y a deux ans le secrétaire général de la Fédération roumaine, le docteur Nicolae Maracescu, dans un entretien au Monde, lors des championnats d'Europe en salle à Glasgow (le Monde du 6 mars 1990). «Pauvres», les Roumains le sont tout autant, au compte-goutte (juin 1991) afin de toucher des primes plus importantes à chaque centi-

jour au lendemain, nous avons dû nous prendre en charge. Cela ne s'improvise pas», remarque un officiel hongrois.

L'athlétisme de l'ancienne RDA connaît, lui aussi, de graves difficultés (2). De nombreux entraîneurs se sont retrouvés au chômage. D'autres ont été contraints à l'émigration. Néanmoins, certains clubs se sont tirés d'affaire grâce à leurs vedettes. C'est ainsi que Katrin Krabbe, dont les revenus annuels sont évalués à plus de 3 millions de francs, est venue en aide à son club de Neubrandenburg (160 km au nord de Berlin), menacé de disparition après avoir formé d'innombrables médaillés olympiques: sans elle, l'Etat allemand n'aurait peut-être pas versé une subvention de 4 millions de francs et le fabricant d'articles de sport Nike ne serait pas devenu commanditaire du club.

Quant à Heike Dreschler, l'une des meilleures spécialistes mondiales du 200 m et du saut en longueur (championne du monde en 1985), elle n'est plus membre des équipes communistes et députée à la Chambre du peuple, apprentie opticienne appointée à 800 marks est-allemands par mois. Son talent lui vaut aujourd'hui d'être rémunérée en dollars ou en «vrais» marks: des billets qu'elle peut désormais garder et non pas verser à l'Etat, comme c'était jadis la règle au-delà du mur. Profitant de sa réussite, elle a incité des sociétés telles que Puma (articles de sport) et Subaru (automobiles) à soutenir son club d'élite.

Les athlètes d'Europe centrale s'initient donc au capitalisme. Tous ne sont pourtant pas aussi «cotés» que Katrin Krabbe, Heike Dreschler ou Sergueï Bubka, le perchiste qui bat les records du monde au compte-goutte (juin 1991) afin de toucher des primes plus importantes à chaque centi-

mètre supplémentaire. Nombreux sont les champions de grand talent, mais de moindre renommée, qui «courent le cachet» de meeting en meeting, sans être aussi bien rétribués que les plus médiocres des Américains. Parfois, certains «anciens» sortent même de leur retraite, comme le lanceur de javelot Detlef Mitchell, champion du monde à Helsinki (1983) sous le maillot de la RDA. A trente-six ans, moyennant un emploi d'agent commercial et des primes de quelques milliers de francs, il a endossé la casaque d'un club de Berlin-Ouest. Il hante les réunions, tel un chanteur sur le retour.

«Ils courent pour les dollars et non plus pour le drapeau», affirme un journaliste soviétique à propos de ces athlètes dont la mentalité a changé et qui rechignent désormais à disputer des compétitions internationales avec leur sélection pour s'aligner dans des meetings plus rémunérateurs. A croire que l'athlétisme d'Europe de l'Est ne se remettra jamais d'avoir découvert, en même temps que la liberté, l'argent et les contrôles antidopage.

PHILIPPE BROUSSARD

1) Afin d'intensifier cette lutte contre le dopage dans tous les pays, les responsables de l'IAAF viennent de décider que l'usage de certains produits (les stéroïdes) serait désormais sanctionné par quatre ans de suspension contre deux auparavant; l'IAAF souhaite également rassembler les tests «physiques» de l'athlète. M. Malcolm Brown, médecin de la délégation anglaise, a déclaré: «Je considère tout examen médical comme une atteinte à la liberté individuelle.»

2) En août 1990, les derniers champions d'athlétisme de RDA, disputés à Dresde, firent pas avoir lieu, faute d'argent. Quelques semaines plus tard, M. Hans Hansen, président de la Fédération ouest-allemande des sports, évoqua à 300 millions de marks la facture du sauvetage du sport est-allemand.

COMMUNICATION

L'attribution des chaînes d'ITV en Grande-Bretagne

Les révélations sur les offres des candidats dérèglent le marché

La bataille pour l'obtention des seize chaînes du réseau britannique ITV tourne au cahem-car depuis que la presse a révélé certaines offres faites par des candidats. Mais l'accusé principal demeure le gouvernement de M. Thatcher, qui avait conçu ce système de vente.

Depuis fin juillet, le Stock Exchange de Londres et l'Independent Television Commission (ITC) sont aux cent coups. Les deux instances croyaient pouvoir travailler sereinement jusqu'en octobre, date fixée pour l'annonce du montant des offres faites par les candidats au rachat des seize chaînes privées du célèbre réseau de télévision ITV. Entre-temps, la presse, et notamment le *Financial Times*, a bénéficié de fuites lui permettant d'indiquer le montant des offres de nombreuses compagnies candidates au rachat, qu'elles soient ou non déjà propriétaires ou actionnaires d'une chaîne.

Théoriquement, ces révélations ne devraient pas avoir d'influence sur le choix de l'ITC. La commission est chargée de procéder au choix des repreneurs en tenant compte de la qualité de la programmation offerte, de l'«ancrage régional» et enfin de l'offre financière. Mais, dans la pratique, cet ultime critère est devenu prépondérant. Surtout depuis que certaines offres ont été dévoilées. «Cela démontre que le processus est franchement vicieux», note M. David McCall, directeur général de la chaîne Anglia.

«Une totale gabegie»

Les «fuites» dont a bénéficié le *Financial Times* ont d'abord été attribuées aux quatre membres de l'ITC qui avaient accès aux dossiers: le président, le président délégué, le directeur général et leur secrétaire. Tous ont, bien entendu, nié avoir fourni le moindre chiffre. Ils ont d'ailleurs trouvé des défenseurs chez les analystes finan-

ciers de la City, qui jugent que les chaînes elles-mêmes et leurs multiples conseillers «sont, neuf fois sur dix, des sources d'information, au cours de conversations imprudentes ou en fournissant délibérément des tuyaux à la presse».

Quoi qu'il en soit, le marché des chaînes privées est tombé «dans une totale gabegie», selon les termes d'un conseiller d'une des seize chaînes. La publication régulière d'informations confidentielles dans le quotidien financier du groupe Pearson a renforcé le caractère volatil du dossier.

Ainsi, quand il a révélé que deux des télévisions, Scottish-TV et Central-TV, qui n'ont pas de repreneurs en face d'elles, avaient proposé moins d'un million de livres pour récupérer leur franchise, leurs actions ont fait un bond en avant. Mais en indiquant qu'elles n'ont pas de rivaux en face d'elles, l'article du *Financial Times* pourrait, selon des experts, les rendre plus vulnérables et attirer des offres publiques d'achat.

En revanche, deux autres chaînes, la londonienne TV-Am et Granada, dont le quotidien financier a écrit qu'elles avaient fait des offres trop basses, ont vu leurs actions plonger. La plus importante et la plus rentable des chaînes d'ITV, Thames-TV, est au centre de ce marché déréglé. Les enchères du groupe Carlton Communications et du consortium CPV-TV pour obtenir sa concession, 48 et 49 millions de livres respectivement, supplantent de loin l'offre faite par les actuels propriétaires de la chaîne (40 millions).

Un remède a été proposé, qui serait de rendre public l'ensemble des offres faites par la quarantaine de candidats, parmi lesquels figurent des groupes étrangers comme Rizzoli, NBC, Polygram, Canal Plus, la Générale des eaux, Time-Warner, etc. (le Monde du 17 mai). Certains experts estiment que cela donnerait une échelle moyenne et permettrait de départager la bataille sur la qualité des programmes. Mais le consensus

sur cette décision est loin d'être réalisé au sein des chaînes, parmi les candidats, et au Stock Exchange.

La presse, pour une fois, sort relativement indemne de cette affaire, le sérieux du *Financial Times* s'imposant à tous. Les accusations s'adressent plutôt au système lui-même et au comportement de Mme Thatcher qui a mis au point cette vente aux enchères. Et chacun de se demander qui gagnera et qui perdra à ce jeu. Le résultat sera connu en octobre. En attendant, les seize chaînes d'ITV demeurent l'enjeu de fortes spéculations.

YVES-MARIE LABÉ

ÉCHECS

Le championnat du monde

- Karpov et Short en demi-finales
- Prolongation pour Ivantchouk et Yousoufov

Le jeune lion n'a pas mangé le «vieux» dompteur. Viswanathan Anand, vingt et un ans, a cédé, jeudi 22 août, à Bruxelles, dans la huitième et dernière partie de son quart de finale du championnat du monde d'échecs, devant Anatoli Karpov, quarante ans. En trente-deux coups, avec les Blancs, l'ancien champion du monde a dressé définitivement son adversaire et s'est qualifié pour les demi-finales sur le score de 4,5 à 3,5. Score équilibré, qui reflète le mal qu'a eu Karpov pour se débarrasser de l'Indien, ne ressortant finalement que deux victoires sur huit parties, concédant une défaite et cinq nulles acharnées.

Après Timman (le Monde du 22 août) et Karpov, Nigel Short est devenu le troisième qualifié pour les demi-finales. L'Anglais,

âgé de vingt-six ans, a lui, très brillamment éliminé le Soviétique Boris Gelfand, vingt-trois ans, par 5 à 3, remportant jeudi une quatrième victoire (avec les Noirs) sur le quatrième joueur mondial.

Le dernier qualifié sera peut-être connu samedi. Alors qu'on attendait d'Ivantchouk, deuxième joueur mondial, une victoire relativement aisée sur Yousoufov, classé quinzième, il n'en a rien été. La longue du premier, vingt-deux ans, s'est heurtée à la solidité du second, trente et un ans. Jeudi, avec les Blancs, Yousoufov, qui était mené 4-3 et devait impérativement vaincre, a battu Ivantchouk et a rejoint au score. Les deux joueurs devront donc jouer les prolongations sous forme d'un mini-match de deux parties en rythme accéléré, reconduit en cas d'égalité.

DÉFENSE

A quelques semaines des derniers arbitrages budgétaires

Nouvelles menaces sur le programme d'hélicoptères européens NH90

Le programme européen d'hélicoptères de transport militaire NH90 est à nouveau menacé. Le groupe français Aérospatiale, maître d'œuvre du projet, vient en effet de recevoir du ministère de la défense une notification lui indiquant que, dans l'état actuel des prévisions budgétaires, il serait impossible de lancer le développement de cet appareil bi-turbine de 9 tonnes, destiné aux armées de terre et aux marines françaises, allemande, néerlandaise et italienne.

Après l'adhésion de l'Italie au projet, en juillet dernier, le lancement de la phase de développement de cet appareil était attendu d'ici à la fin de l'année, et le premier vol d'un prototype prévu pour 1995. La production aurait ensuite été assurée par une filiale commune basée à Aix-en-Provence, détenue au prorata des participations de chaque Etat: 42,4 % pour la France (dont 23 % financés sur fonds propres par Aérospatiale), 26,9 % pour l'Italie (Agusta), 24 % pour l'Allemagne (Messerschmitt-Bölkow-Blom, MBB), et 6,7 % pour les Pays-Bas. Les industriels prévoyaient un marché total de plus de sept cent vingt hélicoptères, et un financement de 1 376 millions d'euros (environ 10 milliards de francs) pour la phase de développement.

Aérospatiale compte sur le NH90 et les projets franco-allemands Tigre (hélicoptère anti-hélicoptère) et Gerfaut (hélicoptère anti-hélicoptère) pour assurer le consortium Eurocopter, né de la fusion de sa division hélicoptères avec celle de MBB, dont ils voulaient faire «l'Airbus de l'hélicoptère».

Les responsables de cette société se disent donc aujourd'hui «très déçus» par la notification du ministère de la défense. Un abandon du projet aurait des conséquences catastrophiques pour la coopération européenne, soulignent-ils, non sans rappeler que le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, et, surtout, le premier ministre, M. Edith Cresson, avaient soutenu le NH90 en juin dernier, lors du Salon du Bourget. Au cabinet de M. Joxe, on précise qu'il ne s'agit que d'un report. Il est impossible, estime-t-on, de donner le feu vert aux industriels, tant que l'enveloppe budgétaire pour 1992 n'est pas connue.

Ce n'est pas la première fois, en fait, que la poursuite de ce programme est remise en cause. Depuis trois mois (le Monde du 18 juin), l'armée de terre française s'interroge sur son aptitude à financer l'achat des cent soixante NH90 qui lui seraient dévolus, pour

un coût estimé à 23 milliards de francs. La marine, quant à elle, est décidée à en acquérir soixante.

A quelques semaines des derniers arbitrages budgétaires, brandi comme vient de le faire le ministère de la défense, la menace d'abandon d'un projet européen défendu par M. Cresson et M. Joxe, pourrait être interprétée comme un moyen de faire fléchir M. M. Bérégovoy et Chirac.

Le ministère de la Défense précisait d'ailleurs jeudi soir dans un communiqué que «la décision du développement de l'hélicoptère NH90 ne pourra être prise qu'après les discussions budgétaires en cours», ajoutant que, «d'ici là, toute annonce portant sur l'annulation ou le report du programme est prématurée». La décision globale à l'armement (OGA) recouvrait pourtant de son côté que le délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard, a écrit à son homologue allemand pour l'informer de la suspension du programme dans l'attente de l'examen du budget 1992 et de la loi de programmation militaire.

J.-P. D.

ci L'annulation des commandes de chars à GIAT-Industries n'est pas définitive. — Les décisions communiquées à GIAT-Industries concernant l'annulation d'une commande de rénovation de 92 chars AMX 30 B2 et de 24 véhicules d'observation d'artillerie ont été prises à titre conservatoire, a indiqué le ministère de la défense dans un communiqué du jeudi 22 août. Aucune décision définitive ne sera arrêtée avant concertation avec les élus concernés, les représentants de la direction de GIAT-Industries et ses personnels. Une première réunion se tiendra au ministère de la défense à ce sujet au début de la semaine prochaine. Précisons qu'il s'agit de commandes de «rénovation», et non de «fabrication» comme indiqué par erreur dans le Monde du 23 août.

Les nouvelles de

Que d'

MERCATO

JOE MANT

MARCHÉS FINANCIERS

Dans la perspective du grand marché européen de 1993

Les entreprises espagnoles accroissent leurs investissements au Pays basque français

Dans la perspective de l'abaissement des frontières au sein de la CEE au 1^{er} janvier 1993, les échanges économiques se multiplient entre les deux parties du Pays basque, au nord et au sud de la frontière franco-espagnole. Depuis deux ans environ des entreprises originaires du sud de la frontière s'implantent dans le Pays basque français, et de plus en plus nombreux sont les habitants de la Communauté autonome basque (CAV, Espagne) ou de la Communauté de Navarre qui se déplacent pour leurs loisirs vers les régions françaises.

BAYONNE

de notre correspondant

Une quarantaine de sociétés, selon les statistiques de la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne, possèdent « de l'argent espagnol dans leur capital ». Environ la moitié de ces sociétés sont implantées depuis deux ans, et leur arrivée sur cette partie du territoire français revêt un caractère symbolique pour une frange de la population pour laquelle, entre Adour et Ebre, s'étend un même pays historique.

En revanche, les flots migratoires de Basques provenant du sud de la frontière et venant passer sur la côte basque française des loisirs de court séjour, s'ils enchantent les professionnels du tourisme ou du commerce en général, irritent... les nationalistes basques de France, qui ont toujours contesté la politique de « tout-tourisme » en matière de développement économique.

200 millions de francs

Et l'on entend quelquefois critiquer sur la côte basque française ces pénétrations de capitaux espagnols dans le secteur de l'immobilier : pénétrations d'argent que l'on n'hésite pas à présenter par-

fois comme des placements qui, en Espagne, échappent aux contrôles et viennent en France, après avoir glissé entre les mailles du filet douanier.

La chambre de commerce de Bayonne a chiffré cette entrée de capitaux espagnols dans l'économie de sa circonscription : les entreprises originaires d'Espagne ont déjà investi 200 millions de francs en Pays basque français. Le premier semestre 1991 a été une période faste en matière d'implantations d'entreprises. En revanche, les estimations sont plus décevantes pour les investissements dans l'immobilier. Aucun travail de ce type n'a pu être encore réalisé.

Pour certaines entreprises originaires du Pays basque espagnol, la zone française représente « une sorte de marchepied affectif pour pénétrer sur le marché français ». D'autres implantations relèvent davantage de la perspective européenne, à l'instar de cette création d'un groupement d'intérêt économique européen - Bayonne Manutention - qui viennent de mettre en place sur le site portuaire de Bayonne les coopératives agricoles de la Navarre espagnole et la CACBA de Pau.

Le Pays basque français se trouve aux portes de la CAV, la région espagnole dans laquelle la main-d'œuvre est devenue la plus chère d'Espagne. Franchir la frontière vers le nord, dans une région qui est longtemps restée coincée entre ruralité et tourisme, permet aux investisseurs espagnols d'accéder à un marché de l'emploi très avantageux pour eux.

Cette pénétration d'entreprises espagnoles est aussi la manifestation d'un dynamisme économique qui, pour l'heure, est plus percutant au sud qu'au nord de la frontière. « Le Pays basque nord », confie M. Anton Lafont, président de la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne, « reste la voie la plus directe entre Paris et Madrid, l'espace de passage obligé sur l'Arc atlantique et la charnière entre Aquitaine et Pays basque d'Espagne ».

PATRICK BUSQUET

Provoquant de fortes fluctuations boursières

GLP, spécialiste du négoce de vin devient le troisième actionnaire de la Compagnie des signaux

Le Groupement privé de gestion, société de portefeuille filiale de GLP (Groupe leader de promotion), a franchi, mercredi 21 août, la barre des 10 % dans le capital de la CSEE (Compagnie des signaux et équipements électroniques) et n'exclut pas d'aller plus loin dans l'avenir. Les responsables de cette société de négoce de vins présentent cette opération comme un simple placement même s'ils deviennent le troisième actionnaire du groupe derrière Quadral (23 %) et l'italien Finmeccanica, dont la part avoisinerait les 12 %.

Le feuillet autour de l'actionnaire de la CSEE n'en finit pas de connaître des rebondissements toujours étonnants. Après l'entrée en force, en mai dernier, de Quadral, une société d'investissement totalement inconnue présidée par M. Yasid Sabag, et la prise de pouvoir par ce dernier dans ce groupe spécialisé dans la communication informatique, l'électronique de défense et les transports, c'est au tour d'un marchand de vins et spiritueux (GLP) de s'intéresser à cette firme. Cet attrait a provoqué d'importantes échanges en Bourse mercredi 21 et jeudi 22 août, et de fortes fluctuations du titre au cours des derniers jours et principalement mercredi (+ 15 %).

GLP, établissement présidé par M. Serge Pouillet et ayant pour directeur général M^{me} Janine Ferrag, exploite une cinquantaine de magasins ou entrepôts de vente et réalise un chiffre d'affaires de 180 millions de francs, dont une petite partie dans la confiserie. Cette entreprise est dotée d'une filiale appelée Groupement privé de gestion, afin de gérer son parc immobilier, dont les loyers sont estimés à 10 millions de francs, et son portefeuille mobilier. Dans une optique de placement, affirme-t-on

au siège de cette entreprise, GLP s'est intéressé en début d'année à la CSEE. Son intérêt s'est accru au début du mois d'août et elle vient ainsi de franchir successivement la barre des 5 et 10 % dans le capital.

De l'aveu même de ses dirigeants, jamais au cours de ces dernières années le groupe n'était engagé aussi fortement dans une société, dans leur gestion de portefeuille. Ils affirment toujours qu'il ne s'agit que d'un simple placement boursier mais ils n'excluent pas, si le marché s'y prête, de continuer à se renforcer. Les responsables affirment n'avoir aucun lien avec les deux actionnaires principaux et rivaux que sont le français Quadral et l'italien Finmeccanica (appartenant au holding industriel d'Etat IRI).

Cette opération se déroule alors que le fil du plus total règne sur la structure prochaine de l'actionnaire de la CSEE. Afin d'éponger les pertes qui, selon la nouvelle équipe dirigeante, se sont élevées à 165,5 millions de francs en 1990 - et non à 3 millions, comme l'avait affirmé l'ancienne direction -, la firme procède depuis le 7 août à une augmentation de capital. Celle-ci s'achève mardi 27 août sans que personne ne sache quelle sera l'attitude exacte du principal actionnaire, Quadral. Participera-t-il ou ne participera-t-il pas au renforcement des fonds propres ? Le voile devrait être levé au dernier moment.

DOMINIQUE GALLOIS

Textile : reconquête de la taxe aux organisations techniques. - Le gouvernement a reconduit jusqu'en 1993 une taxe parafiscale prélevée sur le commerce du textile en faveur du Comité de développement et de promotion du textile et de l'habillement, indiguité jeudi 22 août le *Journal officiel*. Cette taxe rapporte environ 130 millions aux « organisations techniques » du textile français, précise l'Union des industries textiles. Le décret instituant était parvenu à échéance à la fin de l'année dernière.

NEW-YORK, 22 août ↑

Retour au calme

Après une journée d'euphorie, le calme est lentement revenu jeudi à Wall Street. Après avoir d'abord monté de plus de 28 points, l'indice Dow Jones a ensuite reculé, et même au-dessous de son niveau d'avant le début de la séance. A la clôture, il s'inscrit à la cote 3 007,38 avec un très modeste gain de 5,59 points. Le bilan de la séance a été comparable à celui du 21 août. Sur 2 089 valeurs traitées, 891 ont monté, 887 ont baissé et 511 n'ont pas bougé. Les cours ont été enregistrés dans un marché redevenu très modérément actif avec 172,50 millions de titres échangés contre 232 millions la veille.

Le calme aurait-il cessé d'opérer ? Pour les professionnels, la Bourse new-yorkaise redonne l'impression que le marché européen ont réagi plus vigoureusement et plus longtemps qu'il ne le méritait de la situation en URSS, parce qu'ils avaient aussi été beaucoup plus affectés. Aujourd'hui, les investisseurs européens ne se sont pas laissés aller à la panique, mais ils ont aussi été beaucoup plus affectés. Aujourd'hui, les investisseurs européens ne se sont pas laissés aller à la panique, mais ils ont aussi été beaucoup plus affectés.

Des rumeurs avaient circulé dans la matinée faisant état d'une nouvelle augmentation des demandes d'allocation-chômage pendant la semaine du 10 août. C'est la raison du rapt des cours observé en séance. Tous les regards se retournent maintenant vers les résultats des entreprises, peu brillants dans l'ensemble. Des « traders » sont formels : la Bourse new-yorkaise ne sera pas le théâtre d'un événement majeur. L'événement pourrait se produire début septembre. D'ici là, les investisseurs européens ne se sont pas laissés aller à la panique, mais ils ont aussi été beaucoup plus affectés.

VALEURS	Cours du 21 août	Cours du 22 août
Alcoa	55 1/2	55 3/8
AT&T	29 1/8	29 1/8
Boeing	42 1/4	42 1/4
Chrysler	21	20 3/4
Du Pont de Nemours	48 3/4	48 3/4
Eastman	42 1/2	42 1/2
Exxon	58 1/4	58 1/2
Ford	21 1/4	20 1/8
General Electric	37 1/2	37 1/2
General Motors	37 1/2	37 1/2
Goodyear	38 3/8	38 3/8
IBM	86 1/2	86 1/2
ITT	59 3/8	59 3/8
Johnson & Johnson	78 1/2	78 1/2
Merck	59 1/2	59 1/2
Philips	59 1/2	59 1/2
Schlumberger	59 1/2	59 1/2
Union Carbide	133 1/2	133 1/2
United Technologies	22 1/2	22 1/2
Westinghouse	22 1/2	22 1/2
Xerox Corp.	54 1/2	54 1/4

LONDRES, 22 août ↑

Nouveaux sommets

Après un départ en flèche, soutenu par le retour de M. Mikhail Gorbachev au pouvoir en Union Soviétique, les valeurs de la Bourse de Londres ont continué de monter jeudi. L'indice FTSE 100 a franchi la barre des 2 800 points (2 804,5 en clôture). Cette hausse de 0,8 % a compensé l'effet de la chute du « rudi rouge » après l'annonce du coup d'Etat en URSS. Le volume des échanges a été de 1,2 milliard de titres contre 1,1 milliard la veille. Les investisseurs ont apprécié les signes de la commercialisation de peintures automobiles et de revêtement de la filiale canadienne du groupe américain PPG, le géant britannique de la chimie, vient de conclure un accord de joint-venture avec Ferro Corporation pour la production et la commercialisation de peintures protectrices (isolation, anticorrosion) en poudre pour les carrosseries, mais aussi pour les appareils médicaux et le mobilier de bureau. La nouvelle société créée sera basée à Cleveland (Ohio, USA) et emploiera 600 personnes. Elle sera des filiales en Europe, aux Etats-Unis et en Asie. Son capital sera réparti à 51 % chez ICI et à 49 % chez Ferro. Son chiffre d'affaires devrait atteindre 200 millions de dollars. Numéro un mondial de la peinture, ICI avec 60 usines implantées dans 22 pays réalise 12 % de son chiffre d'affaires dans le secteur peinture. Beaucoup se demandent ce que le groupe s'attend à faire de technologie très avancée dans les peintures en poudre après son engagement américain. L'accord avec Ferro répond à la question.

Crédit Lyonnais Bank Nederland : chute de 81,5 % du bénéfice net. - La filiale du Crédit lyonnais aux Pays-Bas (CLBN) a enregistré un bénéfice net en chute de 81,5 % au cours du premier semestre de 1991 à 6,2 millions de florins (18,6 millions de francs) contre 33,4 millions au cours du premier semestre de 1990. Dans un communiqué publié jeudi 22 août à son siège de Rotterdam, la banque précise que ce résultat était décevant « est dû au mon-

PARIS, 23 août =

Pause après l'agitation

Le calme revenait vendredi sur le marché français, après que l'indice CAC 40 ait dépassé son niveau d'avant le putsch échoué en URSS (1 820,31). L'indice CAC 40 après avoir ouvert sur un léger gain de 0,26 %, s'appréciait de 0,89 % en fin de matinée. Plus tard, en début d'après-midi, peu avant le début des transactions à Wall Street, l'indice était remonté à 0,57 % (1 828,86).

Au cours de ce quatrième jour consécutif de hausse, le marché demeurait actif avec plus d'un milliard de francs traités sur le marché à règlement mensuel de fin de semaine. Les investisseurs étrangers continuent à opérer des arbitrages entre valeurs françaises. Toutefois, les déclarations de M. Pierre Bédaride sur son rôle de président de la Compagnie des signaux et équipements électroniques (CSEE), Nordon et Select-banque, une nouvelle valeur du règlement mensuel. Du côté des baisses, on notait Carrefour, Robur et Cetelem.

Parmi les valeurs les plus actives de la séance, figuraient toujours la Compagnie des signaux et équipements électroniques (CSEE), Nordon et Select-banque, une nouvelle valeur du règlement mensuel. Du côté des baisses, on notait Carrefour, Robur et Cetelem.

TOKYO, 23 août ↓

La baisse revient

Après trois jours de hausse modérée, la baisse a fait sa réapparition vendredi au Kabuto-Cho. Des ventes bénéficiaires se sont produites et, lentement mais sûrement, l'indice Nikkei est revenu en arrière. A la clôture, il avait déjà reculé de plus de 1 %. Les baisses ont été enregistrées sur 2 % (- 450,43 points) le ramenant à la cote 22 086,34.

Les professionnels ne se désistent pourtant pas de plus. Tous croient toujours à la poursuite de la hausse après 5 % de hausse sur l'effet Gorbys, des prises de bénéfices se sont produites. Et puis c'est vendredi, l'indice Nikkei est revenu en arrière. A la clôture, il avait déjà reculé de plus de 1 %. Les baisses ont été enregistrées sur 2 % (- 450,43 points) le ramenant à la cote 22 086,34.

VALEURS	Cours du 22 août	Cours du 23 août
Alcoa	1 050	1 050
Boeing	1 450	1 450
Chrysler	2 500	2 500
Du Pont de Nemours	1 400	1 400
Eastman	1 200	1 200
Exxon	1 800	1 800
Ford	800	800
General Electric	1 500	1 500
General Motors	1 500	1 500
Goodyear	1 500	1 500
IBM	1 500	1 500
Johnson & Johnson	1 500	1 500
Merck	1 500	1 500
Philips	1 500	1 500
Schlumberger	1 500	1 500
Union Carbide	1 500	1 500
United Technologies	1 500	1 500
Westinghouse	1 500	1 500
Xerox Corp.	1 500	1 500

FAITS ET RÉSULTATS

ICI revient sur le marché américain des peintures automobiles. - Quatre jours après avoir déclaré forfait dans les peintures automobiles outre-Atlantique et revendu sa filiale canadienne au groupe américain PPG, le géant britannique de la chimie, vient de conclure un accord de joint-venture avec Ferro Corporation pour la production et la commercialisation de peintures protectrices (isolation, anticorrosion) en poudre pour les carrosseries, mais aussi pour les appareils médicaux et le mobilier de bureau. La nouvelle société créée sera basée à Cleveland (Ohio, USA) et emploiera 600 personnes. Elle sera des filiales en Europe, aux Etats-Unis et en Asie. Son capital sera réparti à 51 % chez ICI et à 49 % chez Ferro. Son chiffre d'affaires devrait atteindre 200 millions de dollars. Numéro un mondial de la peinture, ICI avec 60 usines implantées dans 22 pays réalise 12 % de son chiffre d'affaires dans le secteur peinture. Beaucoup se demandent ce que le groupe s'attend à faire de technologie très avancée dans les peintures en poudre après son engagement américain. L'accord avec Ferro répond à la question.

Crédit Lyonnais Bank Nederland : chute de 81,5 % du bénéfice net. - La filiale du Crédit lyonnais aux Pays-Bas (CLBN) a enregistré un bénéfice net en chute de 81,5 % au cours du premier semestre de 1991 à 6,2 millions de florins (18,6 millions de francs) contre 33,4 millions au cours du premier semestre de 1990. Dans un communiqué publié jeudi 22 août à son siège de Rotterdam, la banque précise que ce résultat était décevant « est dû au mon-

tant affecté aux provisions pour risques (85 millions de florins contre 100 millions pour toute l'année 1990) du fait de dévaluations incertaines dans différents secteurs de l'économie néerlandaise ».

L'actionnaire principal de Nobel Industries en difficulté. - L'actionnaire principal du groupe industriel suédois Nobel Industries (électronique, chimie), M. Erik Penser, rencontre d'importantes difficultés financières qui ont amené jeudi 22 août la suspension des cours de Nobel Industries à la Bourse de Stockholm. La société d'investissement Gamblestad, également contrôlée par M. Erik Penser, a réalisé des pertes de plus de 2,8 milliards de couronnes (2,6 milliards de francs) au premier semestre, en raison d'importantes pertes de crédit. Ses pertes dépassant le capital de la société, un contrôle du bilan a été décidé par le conseil d'administration de la société, dont la cotation en Bourse a été également suspendue.

Naissance prochaine d'un holding bancaire suédois en Suisse. - Le groupe bancaire suédois Scandinaviska Enskilda Banken (S-E-Bank), présent dans les principales villes d'Europe, va fusionner ses activités de banque d'affaires et les grouper dans un holding. Enskilda SA, qui aura son siège en Suisse, a annoncé le 21 août la Banque Scandinave en Suisse, filiale de S-E-Bank à Genève. Cette fusion, qui doit encore être approuvée par les autorités suédoises, britanniques et par la Commission fédérale des banques suisses, permettra au groupe suédois de réaliser des économies d'échelle et de rationaliser le secteur informatique.

PARIS :

Second marché (millions)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3468	3415	Immo. H&F	834	834
Amatit Associés	280	280	Immo. Computer	155	155
B.A.C.	130	135	I.P.R.M.	72	74 80
Bouygues	800	788	Loca Invest	245 10	251
Bolton (L)	380	355	Loca Invest	70	70
Bolton (Lyon)	220	220	Loca Invest	113 30	108 80
C.A.I.-de-Fr. (C.A.I.)	888	910	Mina Com	150	150
Calsonic	387	400	Publ. Figeant	408 50	400
Cedex	880	888	Racal	710	710
C.E.G.E.P.	145	145	Rhone-Alp. Ecl. (L)	295 40	295 40
C.F.P.I.	276 50	276	S.H.M.	180	178
C.N.I.M.	902	900	Soltech Invest (L)	99	99
Codis	285	270	Sorbus	378 60	378 50
Comcast	1000	618	S.M.T. Group	130	130
Crédit	180	180	Sopra	278	278
Daphin	402	405	T.P.I.	338	333 50
Delaunay	1408	1380	Thomson H. (L)	268	268
Delaunay Worms Co.	380	380	Thomson H. (L)	197	198
Demisey	820	828	Udug	69	88 50
Dewit	330	334	Val de Ch.	751	760
Dinam	134	138	Y. St-Laurent Group	751	760
Edison Salford	204	204			
Emp. Propriété	205	205			
Finacor	120	118			
Financière	130	130			
Fininvest	177 80	182			
Grand Lève	386	386			
Grand Lève	195	195			
Grande Origine	720	700			
Grande Origine	880	885			
I.C.C.	207	210			
Idemco	122	122 10			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 22 août 1991

Nombre de contrats : 131 407

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	105,28	105,89	105,72
Précédent	105,28	105,89	105,40

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
106	0,18	0,95	0,51	1,29

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 13 684

COURS	Août	Septembre	Octobre
Dernier	1 831,5	1 845	1 865
Précédent	1 801	1 817,5	1 830

CHANGES

Dollar : 5,8905 F ↓

Le dollar s'échangeait en France vendredi 23 août, contre 5,8905 francs au fixing, contre 5,9225 francs la veille à la cotation officielle. Les marchés continuaient de réajuster leur position après l'échec du coup d'Etat à Moscou.

FRANCFOUR	22 août	23 août
Dollar (en DM)	1,7425	1,7303
TOKYO	22 août	23 août
Dollar (en yen)	136,78	136,75

MARCHÉ MONÉTAIRE (offerts privés)

Paris (23 août)	9 1/16 9 3/16 %
New-York (22 août)	5 9/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

	21 août	22 août
Valeurs françaises	115,3	117
Valeurs étrangères	118,2	117,7
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	498,26	473,16
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 794,87	1 813,13

NEW-YORK (Index Dow Jones)

	21 août	22 août
Industriel	3 801,79	3 807,38
LONDRES (Index & Financial Times)	21 août	22 août
100 valeurs	2 601,90	2 623
10 valeurs	2 633,70	2 658,1
Mines d'or	173,28	167,7
Fonds d'Etat	85,65	85,94

FRANCFOUR

	20 août	21 août
Dax	1 578,82	1 598,83
TOKYO	22 août	23 août
Nikkei Dow Jones	22 515,77	22 065,34
Indice général	1 758,57	1 723,24

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	US DOLLAR		DEUTSCH MARK		SEK MON.	
	à la	à la	à la	à la	à la	à la
\$ E.-U.	5,9120	5,9120	+ 186	+ 195	+ 378	+ 390
S. can.	5,1687	5,1736	+ 34	+ 47	+ 66	+ 79
Yen (100)	4,3216	4,3254	+ 71	+ 80	+ 144	+ 161
DM	3,3997	3,3994	+ 5	+ 21	+ 12	+ 32
Finland	5,0145	5,0145	+ 1	+ 9	+ 3	+ 17
Yen (100)	16,9994	16,9223	+ 21	+ 77	+ 3	+ 46
FS (100)	3,8933	3,8979	+ 38	+ 49	+ 79	+ 102
FS (1 000)	4,5451	4,5491	+ 167	+ 129	+ 240	+ 195
S. can.	9,9529	9,9538	+ 91	+ 78	+ 173	+ 153

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	3 1/4	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 3/8	9 5/16	
----------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--------	--

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 23 AOUT

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

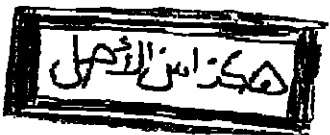
22/8

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% du coupon		Cours	Dernier cours		Cours	Dernier cours		Cours	Dernier cours		Cours	Dernier cours		Cours	Dernier cours		Cours	Dernier cours
Obligations																				
Imp. Etat 8.8/87	127	80	CAT	1010	960	Magnan	750	.....	A.A.A.	1037	1012	Fractif	949	829	Asses	6108	72	Asses	6108	72
Imp. Etat 8.8/87	100	12	CAT	2800	.....	Midi Deput	690	.....	Action	221	217	Fractif	27	27	Praville	10779	83	Praville	10779	83
10.0/85 7/95	102	14	Colmar	258	.....	Mons	910	100	Aggrape	787	753	Fractif	10707	82	Praville	110	84	Praville	110	84
Imp. Etat 13.4/82	106	42	Cat Industrielle	5000	5000	Navigant (B)	260	.....	Antarctique	7653	6702	Fractif	8048	5038	Praville	27446	73	Praville	27446	73
Imp. Etat 12.2/84	102	80	Cat Industrielle	400	402	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1085	38
10.2/85 11/85	103	80	Compt. Ind. et	820	820	Orléans (B)	397	305	Assoc.	6702	6702	Fractif	1298	1298	Praville	1085	38	Praville	1	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu



RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 24 août

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P signalé dans « le Monde radio-télévision » ; F film à éviter ; M On peut voir ; N Ne pas manquer ; C Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 23 août

TF 1		TF 2	
20.40	Jeu : Intervilles 91. Bergerac-Carrefour. Magazine : 52 sur la Une. Les Mannequins.	22.15	Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.
22.40	Sport : Boxe. Championnat du monde des poids plume WBC. Championnat du monde des poids légers IBE.	23.10	Documents du monde. Gosses de Rio.
0.45	Journal, Météo et Bourse.	0.15	Journal de la nuit.
A 2		M 6	
20.45	Jeu : Les Clefs de Fort Boyard.	20.40	Série : Le Saint.
22.00	Série : Palace.	22.20	Météo des plages.
22.55	Cinéma : Le Trou. ■■■■ Film français de Jacques Becker (1959). Avec Michel Constantin, Jean Kéradec, Philippe Leroy.	22.25	Série : Egalizer.
0.55	Journal et Météo.	23.10	Magazine : Vénus.
FR 3		23.40	Capital.
20.45	Magazine : Thalassa. Il était une fois... l'île Maurice.	23.50	Six minutes d'informations.
21.40	Série : L'Ami Giono.	23.55	Documentaire : Succès.
22.35	Journal et Météo.	LA SEPT	
22.50	Traverses. L'Univers intérieur, voyage à l'intérieur du corps humain. 4. La fois, une usine chimique polyvalente.	20.00	Documentaire : Pariol.
23.40	Magazine : Musicales. Spécial festivals (rediff.).	21.00	Téléfilm : Mémoires d'un peintre.
CANAL PLUS		22.20	Feuilleton : Diadorim.
20.00	Sport : Football. Match avancé de la 7 ^e journée du Championnat de France : Lens - Saint-Etienne.	FRANCE-CULTURE	
22.40	Flash d'informations.	20.10	Le Pays d'ici. A Lussas (Ardèche), « Les états généraux du documentaire ».
22.45	Magazine : Exploits II.	21.00	Dramatique. Un air de blues dans la nuit. de Mikhaïl Veltchikov (rediff.).
23.00	Cinéma : Les Aventures du baron de Münchhausen. ■■■■ Film britannique de Terry Gilliam (1988).	22.40	Musique : Nocturne. Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron.
1.00	Cinéma : Izzy et Sam. ■ Film américain de Joan Micklin Silver (1988 v.o.).	0.05	Du jour au lendemain.
LA 5		0.50	Musique : Code. La vie en bleu : Memphis Slim. 10. Le dernier boogie à Paris (rediff.).
20.45	Téléfilm : Un magot trop convoité.	FRANCE-MUSIQUE	
		20.00	Discothèques privées. Jean d'Ormesson.
		21.30	Concert (donné le 3 août lors du Festival de Montpellier) : Le Palais hermin, étude symphonique op. 48, de Schmitt; Bacchus et Ariane, suite de ballet n° 2 op. 73, de Roussel; Gloria pour soprano, chœur et orchestre de Poulenc; La Valse, poème chorégraphique pour orchestre, de Ravel, par l'Orchestre national de France; le Chœur de Radio-France, dir. Georges Prêtre; sol : Françoise Pollet, soprano.
		0.07	Nuits chaudes, Le tombeau de Virgile (rediff.).

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Paroskita 91.
13.50 La Une est à vous.
15.55 Tiercé à Vincennes.
16.05 La Une est à vous (suite).
18.05 Magazine : Trente millions d'amis. La dalle-lama... avec ses amis; La téléma; Les conseils de l'été; Le facteur aboie toujours deux fois.

18.30 Jeu : Une famille en or.
19.00 Série : Marc et Sophie.
19.25 Jeu : Route de la fortune.

19.55 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Météo, Tapis vert, Météo et Loto.
20.45 Variétés : Fou rire.
22.25 Série : Paparoff.
23.55 Magazine : Formule sport.

0.50 Journal, Météo et Trafic infos.

A 2

13.35 Documentaire : La Planète de l'aventure. La Sœur du vide.
13.55 Magazine : Animalia. Des fauves à la maison ?
14.45 Magazine : Sport passion.

17.25 Série : Miss Manager.
18.20 Série : Fleur bleue.
19.10 Série : L'homme qui tombe à pic.

20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : SOS otages. Un psychopathe, son cousin, une femme et un bébé.
22.10 Série : Coplan.
23.40 Journal et Météo.

FR 3

13.00 Variétés : Eurotop.
14.00 Magazine : Rencontres spécial été.

De 15.00 à 19.00 La SEPT
19.00 Le 19-20
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

De 20.00 à 0.00 La SEPT

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : La Batallie de Santa Fe.
15.25 Jeu : V.O.
16.05 Documentaire : Les Années Téléphone.

17.00 Sport : Snooker. Les Grands Masters. Demi-finale à Monaco.
18.00 Canaille peluche.
19.00 Documentaire : Les Allumés.

En clair jusqu'à 20.30
19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : Les Prêcheurs du mensonge.

22.20 Série : Les Espions. Jeu : Hit hit hit hurra !
22.45 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : La Septième Prophétie. ■ Film américain de Carl Schultz (1988). Avec Demi Moore, Michael Biehn, Jürgen Prochnow.

0.35 Cinéma : Another Country. ■ Film britannique de Derek Jarman (1983). Avec Rupert Everett, Colin Firth, Michael Jenn (v.o.).

LA 5

13.20 Sport : Automobile. Essai du Grand Prix de formule 1 de Belgique.
14.05 Magazine : Intégral.

Fondateur : Derniers préparatifs avant le Grand Prix de Spa-Francorchamps en Belgique : Voitures de sport; les meilleurs moments du Grand

Prix du Nürburgring en Allemagne; Infos; L'histoire de l'automobile.
14.35 Série : Frog show.
14.50 Série : Lou Grant.
15.40 Série : Soko.
16.35 Sport : Cyclisme. Championnats du monde sur route (amateurs hommes), en direct de Stuttgart.

18.10 Série : La Cinquième Dimension.
18.35 Divertissement : Rires parades.
19.10 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.45 Série : Un privé nommé Stryker.

22.30 Divertissement : Grain de folie.
0.25 Journal de la nuit.

M 6

13.50 Série : Supercopier.
14.40 Série : Laramie.
15.30 Série : Les Espions.
16.20 Jeu : Hit hit hit hurra !
16.25 Série : Vic Daniels, fils à Los Angeles.

16.50 Série : Vegas.
17.40 Série : L'Homme de fer.
18.30 Série : Les Têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo. Les meilleurs moments.

19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.35 Téléfilm : Un sacré parcours.

Le parcours d'une jeune diplômée devenue médecin; inspiré d'une histoire authentique.
22.10 Téléfilm : Le Tribunal de la peur.

Un exemple des ravages du maccarthysme; un présentateur de télévision victime de la chasse aux sorcières.
23.50 Six minutes d'informations.

LA SEPT

13.20 Feuilleton : Diadorim.
15.00 Documentaire : Maestro.
16.00 Documentaire : Pariol.
17.00 Cortes et légendes du Louvre.

17.15 Boîtes de conserve, reconversions !
17.30 Dynamo.
18.00 Mégamix.
19.00 Documentaire : De la Terre à la Lune.

20.00 Histoire parallèle.
20.55 Documentaire : Parana.
22.25 Le Dessous des cartes.
22.35 Soir 3.

22.55 Documentaire : Elégie soviétique. Boris Eltsine. Concert : J. McLaughlin-J. Helberg.

0.00 Opéra : Le Ring. De Richard Wagner. 4. Le Crépuscule des dieux.

FRANCE-CULTURE

20.00 Dramatique. La Chute d'Icare, de Serge Gance et Jean-Pierre Colas (rediff.).
22.35 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile.

FRANCE-MUSIQUE

19.05 Opéra (donné le 28 juillet lors du Festival de Bayreuth) : La Walkyrie, 1^{re} journée de la tétralogie, de Wagner, par l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Daniel Barenboim; sol : Paul Ermon, Matthias Hoelzel, John Tomlinson, Nadine Secunde, Deborah Polaski, Linda Finnie, Eva Johansson, Ruth Floren, Ute Priebe, Hilmi Katagiri, Eva-Maria Bundschuh, Christina Hagen, Hebe Dijkstra.

23.05 Mandala. Musique traditionnelle du Tibet et œuvres de El Sabio, Milán, Boccharini, Pablo, Aguilera de Heredia, Narvaez, Flecha, Ohana, Fella, Marín, Victoria, Scarlett.

Dimanche 25 août

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Tél. : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
François Huguenot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-72-72-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-98-73. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Radio France SA.

Imprimerie
de « Le Monde »
12, r. M. Guesbroux
94852 IVRY CEDEX
1989

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395-0257
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-32

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composée 36-15 - TOUT LEMONDE
ou 36-15 - TOUT LM

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	750 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veillez avoir l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

TF 1

13.25 Série : Hooker.
14.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Série : Commissaire Moulin.

16.40 Disney Parade.
17.55 Magazine : Téléfoot.
18.40 Série : Agence tous risques.

19.30 Divertissement : Vidéo gag.
20.00 Journal, Météo, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : Ronde de nuit. ■ Film français de Jean-Claude Missiaen (1983). Avec Gérard Lanvin, Eddy Mitchell, Françoise Arnoul.

22.25 Magazine : Ciné dimanche.
22.30 Cinéma : Un drôle de colonel. ■ Film français de Jean Girault (1967). Avec Jean YVES, Jean Lefebvre, Pascale Roberts.

0.00 Magazine : Spécial sport. Athlisme : championnats du monde à Tokyo (résumé).
0.25 Journal et Météo.

A 2

13.20 Divertissement : Rire A2.
14.20 Série : Mac Gyver.
15.10 Série : Panique aux Caraïbes.

16.00 Feuilleton : Le Clan (3^e épisode).
17.30 Des trains pas comme les autres. Vienne.

18.20 Magazine : Stade 2. Résultats de la semaine; Cyclisme : Football; Netball; Aviron; Patinage artistique; Automobile; Athlisme; Rugby; VTT.

19.35 Série : Les Crayantes.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Série : Teggart.

22.00 Série : Haute Tension.
23.25 Journal et Météo.
23.45 Sport : Athlisme (résumé).

0.25 Magazine : Musicales. au cœur de l'été. Jeanne au bûcher, oratorio de Honneger.

FR 3

13.30 Magazine : Musicales. Spécial festivals (2^e partie).
14.30 Magazine : Sports 3

Magazine : Zip-Zag (spécial sur) : Villes ouvertes : Barcelone (la préparation des Jeux olympiques); Patinage artistique; Grand Prix de Saint-Gervais; Athlisme : championnats du monde à Tokyo (résumé); Triathlon international du

Jura; Voile : Tour de France 1991; Set à match; Voile : le Trophée Chénodfontaine.

17.30 Magazine : Montagne. La Planète verticale.
18.00 Amuse 3 vacances.
19.00 Le 19-20 de l'information.

De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Série : Benny Hill.
20.40 Villes ouvertes : Barcelone.

Thème : Divertissements. Barcelone la nuit, aux côtés de Luis Pasquar, directeur du Théâtre de l'Odéon.

22.00 Magazine : Le Divan. Invité : Claude Berli, cinéaste.

22.20 Journal et Météo.
22.40 Cinéma : La Fanfaron. ■ Film italien de Dino Risai (1982). Avec Vittorio Gassman, Jean-Louis Trintignant, Catherine Spaak (v.o.).

0.25 Musique : Carnet de notes. Ferruccio de De Falla, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, dir. Theodor Guschbauer.

CANAL PLUS

13.30 Décade pas Bunny.
14.30 Les Fables géométriques. Le Rat des villes et le Rat des champs.

14.35 Documentaire : Au service de Sa Majesté. De la guilde scottique qui amène un nid individuel à l'habile domestique en com-muni-qué : vis, tâches, fonctions.

15.00 Téléfilm : Barracuda.
16.35 Sport : Pétaque. Seconde demi-finale du Trophée Canal +.

17.30 Téléfilm : Coup de foudre, premier amour, seconde chance.
18.00 Cinéma : Star Trek 5. ■ Film américain de William Shatner (1989). Avec William Shatner, Leonard Nimoy.

En clair jusqu'à 20.30
19.40 Flash d'informations.
19.45 Les Superstars du catch.
20.30 Cinéma : Esclaves de New-York. ■ Film américain de James Ivory (1988). Avec Bernadette Peters, Adam Coleman Howard, Nick Corni.

22.30 Flash d'informations.
22.35 Sport : Corrida. La Feria de Dax 1991. Avec Paco Ojeda.

LA 5

13.20 Magazine : Le Club F 1. Grand Prix de formule 1 de Belgique, en direct.

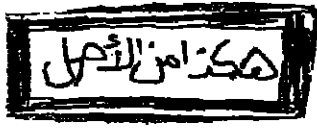
15.45 Sport : Cyclisme. Championnats du monde sur route (professionnels hommes), en direct de Stuttgart.

17.00 Tiercé à Deauville.

LE PLAISIR DE SORTIR,
MODE D'EMPLOI

Le Monde
ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)



Dans un entretien téléphonique avec M. Mitterrand

M. Gorbatchev déclare compter sur l'aide internationale

M. Mikhaïl Gorbatchev a téléphoné, jeudi 22 août, au président François Mitterrand, qui a reçu par ailleurs un message de remerciement de Boris Eltsine.

Les présidents soviétique et français se sont entretenus « sur un ton très chaleureux », selon le secrétaire général de l'Elysée, M. Hubert Védrine. Au cours de la discussion, M. Mitterrand a estimé que le dispositif décidé en faveur de l'URSS lors du sommet des pays les plus industrialisés de Londres, le mois dernier, devait être « reconsidéré ».

Le président soviétique « a transmis ses remerciements à la France » et indiqué « qu'il comptait beaucoup sur l'aide de la communauté internationale », a précisé M. Védrine.

M. Eltsine, le président de la Fédération de Russie, a de son côté adressé jeudi une lettre de remerciements à M. Mitterrand.

Dans cette lettre, remise jeudi matin au chef de l'Etat par le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, M. Eltsine déclare : « Permettez-moi de vous remercier pour la sollicitude à l'égard de la Russie, de sa lutte pour la liberté, la démocratie et le progrès social, que vous avez manifestée au cours de notre entretien téléphonique (...) ».

« Je vous assure de notre attachement aux idéaux de démocratie et de liberté. Vous pouvez être certain que nous ne permettrons pas à la Russie de se trouver à nouveau dans les mains d'obscurantistes idéologiques », poursuit le président russe, qui vient de l'inviter en France, devant avoir une conversation téléphonique d'ici à la fin de la semaine.

M. Béréguoy en Union soviétique

D'autre part, le ministre de l'économie, M. Béréguoy, a annoncé jeudi qu'il se rendrait en Union soviétique les 5 et 6 septembre, dans le cadre de la visite des ministres des finances du G7, dont le principe avait été arrêté à Londres à la mi-juillet.

Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Michel Vauzelle, a annoncé jeudi à la foule massée devant le Parlement russe, remerciant « Moscou, la Russie et Boris Eltsine » pour leur action décisive depuis lundi. « Je suis ici avec des parlementaires de la République française pour vous dire la solidarité du peuple français et notre admiration pour votre courage. Vous avez été ces jours derniers et nous serons toujours avec vous les soldats de la liberté », s'est exclamé M. Vauzelle.

Ministre soviétique des affaires étrangères

M. Bessmertnykh a démissionné

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a informé le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qu'il démissionnait de ses fonctions, a indiqué vendredi 23 août à Washington, un porte-parole de la Maison Blanche. « Je peux confirmer » que M. Bessmertnykh a annoncé sa démission, a-t-il déclaré à Kennebunkport, où le président Bush est en vacances.

M. Bessmertnykh avait été absent de son poste pendant toute la durée du putsch et n'avait réapparu qu'après l'échec du coup d'Etat, ce qui lui a valu de nombreuses critiques. Il avait invoqué une « très forte fièvre » peu convaincante pour expliquer son silence pendant le putsch. Sa démission a été confirmée, peu après l'annonce des services de M. Bush, par le ministre soviétique des affaires étrangères.

Leur immunité parlementaire ayant été levée, deux députés putschistes, MM. Oleg Baklanov, secrétaire du comité central, et Vassili Starodoubtsev, président de l'Union des Paysans, qui avaient participé au « comité d'Etat pour l'état d'urgence » et avaient été laissés en liberté, ont été arrêtés vendredi, a annoncé le bureau d'information du Soviet suprême soviétique.

SOUDAN : nouvelles arrestations d'officiers. - Treize officiers, accusés de complot contre l'Etat, ont été arrêtés, mardi 20 août, à Khartoum, a-t-on indiqué jeudi dans les milieux de l'opposition soudanaise basée au Caire. Selon ces sources, il s'agirait d'une opération similaire à « la purge, effectuée en avril 1989, lorsque vingt-huit officiers, accusés également de tentative de coup d'Etat, avaient été exécutés après des jugements sommaires ». - (AFP).

Le Monde RADIO TELEVISION

La crise yougoslave

Le président de la Croatie a lancé un ultimatum aux autorités fédérales

Le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, a menacé, jeudi 22 août, de « prendre les mesures qui s'imposent » pour défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Croatie « si la présidence fédérale et l'armée yougoslave n'arrêtent pas d'ici au 31 août les opérations armées contre la Croatie », a annoncé l'agence Tanjug.

Si la présidence fédérale et l'armée yougoslave « n'arrêtent pas les opérations armées visant à renverser l'ordre constitutionnel et juridique de la Croatie et à occuper ses territoires », a-t-il déclaré, la Croatie considérera la présidence comme « directement responsable » de l'agression et l'armée yougoslave « comme une armée d'occupation », a déclaré M. Tudjman, qui a tenu une conférence à la présidence fédérale.

La Croatie prendra dans ce cas « les mesures qui s'imposent » pour protéger son intégrité territoriale et sa souveraineté, a-t-il déclaré.

La police croate a demandé aussi que des observateurs de la Communauté européenne participent au contrôle de l'application de ces revendications « conformément à la déclaration de Brioni du 7 juillet ».

Jeudi, les combats ont fait au moins vingt morts en Croatie. Selon la télévision serbe, huit civils serbes ont été tués et dix autres blessés lors de l'attaque par la garde nationale croate du village de Kinjakra, au sud-est de Zagreb. La télévision de Belgrade a également fait état de la découverte de six corps sur les rives du Danube, près de Bogojovo, à la frontière serbo-croate.

Trois gardes nationaux croates ont été tués et dix-sept blessés, dans des combats près de Sijek, au sud-est de Zagreb, de source croate. Il y aurait eu également plusieurs morts et blessés dans d'autres villes de la République.

De nouveaux combats se sont déroulés dans plusieurs villages des environs d'Osijek, en Slavonie (est de la Croatie). Les autorités croates considèrent comme imminente l'attaque de cette ville par l'armée et les autonomistes serbes. Le Conseil d'Etat croate, plus haute institution de la République, a proclamé l'échec de la réunion de la présidence fédérale de mercredi et annoncé le renforcement des mesures de défense.

Les autorités hongroises s'inquiètent de l'afflux de centaines de réfugiés, dans le sud de la Hongrie, qui fuient les combats interethniques en Croatie. Le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Geza Jeszensky, a jugé « particulièrement alarmant » l'afflux de ces réfugiés et a appelé, jeudi, lors d'une conférence de presse, l'attention de l'opinion internationale sur cette « situation de crise ». Selon le porte-parole des

gardes-frontières hongrois, quelque 1 600 personnes ont quitté la Yougoslavie au cours des dernières quarante-huit heures pour trouver refuge en Hongrie, et leur nombre ne cesse d'augmenter. Selon les autorités locales hongroises, 95 % des arrivants sont des Croates. - (AFP, Reuters).

M. Mitterrand et le premier ministre hongrois, M. Antall, estimant « urgente » une solution. - Au cours d'une conversation téléphonique qu'ils ont eue, jeudi 22 août dans la soirée, M. François Mitterrand et le premier ministre hongrois, M. József Antall, ont estimé, qu'après l'échec du coup d'Etat en URSS, la crise yougoslave était maintenant au stade des problèmes internationaux et qu'il était « urgent » d'y trouver une solution.

Plus d'une tonne de cocaïne saisie à travers le pays

Le Brésil est devenu une plaque tournante du trafic de drogue

Deux importantes saisies de cocaïne confirment que le Brésil est devenu un pays de transit pour la drogue, destinée aux Etats-Unis, surtout, qui entre par les deux Etats frontaliers de la Bolivie, le Mato Grosso et le Rondonia. Les autorités s'efforcent d'y parer.

RIO-DE-JANEIRO

De notre correspondant

Disguisés dans un emballage des faisant ressembler à un tube de colle (Pigulite), 546 sacs de cocaïne pesant environ un kilo chacun ont été saisis, mardi 20 août, par la police du Ceara dans le nord-est du pays. Selon la police, la drogue, en provenance de Colombie, est destinée au Brésil via la Bolivie, par l'Etat du Mato Grosso. Le chargement a traversé tout le pays d'est en ouest sur 4 000 kilomètres, en onze jours. Il devait être embarqué dans le port de Fortaleza, à destination des Etats-Unis. Un trajet que le directeur général de la police fédérale, M. Romeu Tuma, a estimé « vraisemblablement de plus en plus utilisé ».

Les enquêteurs ont découvert que l'entreprise d'import-export de Sao-Paulo propriétaire du camion avait effectué, pour la seule année 1991, cinq autres envois d'« ignames » à la même adresse aux Etats-Unis. La police a arrêté, outre les trois personnes accompagnant le camion, d'autres trafiquants à Sao-Paulo et à Curitiba, capitale du Mato Grosso.

Cette affaire a déclenché un scandale politique, les deux frères d'un député fédéral, M. Jabeis Rabelo, ayant été arrêtés. L'un d'eux était porteur d'une fausse carte « d'assistant parlementaire », vraisemblablement signée de la main de son frère, M. Jabeis Rabelo, qui était déjà fortement soupçonné d'entretenir des liens avec le cartel colombien de Medellín, fait aujourd'hui l'objet d'une enquête judiciaire, et l'Assemblée a levé son immunité parlementaire.

Dans le Rondonia, la multiplication des fortunes apparemment rapidement accumulées a attiré l'attention des autorités. Quinze grosses entreprises, parties de rien il y a seulement cinq ans, font l'objet d'une enquête de la police fiscale. Selon l'hebdomadaire *Veja*, la recette fiscale du Rondonia est passée de 2 millions de dollars (12 millions de francs) par mois en 1988 à 28 millions en 1990, au moment où le pays entrait en

NICARAGUA : l'explosion d'une mine a fait quatre morts. - Quatorze personnes, dont sept anciens guerriers de la Contra, ont été tués par l'explosion d'une mine à une centaine de kilomètres au nord de Jinotega, a annoncé, jeudi 22 août, le ministre de l'intérieur. Parmi les victimes figure l'un des chefs d'un groupe d'anciens « contras » qui ont décidé de reprendre les armes pour obtenir le respect des promesses faites à leur endroit au moment de leur démobilisation. - (AFP, UPI).

Première réunion de travail à Paris

Les banquiers occidentaux se rencontrent pour renégocier la dette de l'Algérie

Une première « réunion de travail » a eu lieu, jeudi 22 août à Paris, au siège du Crédit lyonnais, sur la dette algérienne. Depuis le contre-coup pétrolier en 1986, qui a vu les prix du pétrole chuter, l'Algérie a dû lourdement emprunter pour financer ses importations. Sa dette se monte à environ 25 milliards de dollars.

La situation financière du pays est aujourd'hui difficile. Pour tenir ses engagements de remboursement cette année, il manque à l'Algérie un milliard de dollars, selon les déclarations officielles du ministre des finances M. Benissad. Tout en excluant de vouloir « rééchelonner » sa dette, le gouvernement a pris des

contacts avec les banques occidentales. Le gouvernement français, au travers de M. Béréguoy, a encouragé les banques françaises à négocier. Parallèlement, la politique de libéralisation de l'économie, entamée à Alger, rassure les milieux internationaux. Le FMI et la Banque mondiale viennent d'ailleurs de débloquer des prêts de 400 et 350 millions de dollars.

Un consortium s'est formé autour du Crédit lyonnais, de la BNP, de la Paribas, de la Caisse d'Alger et de banques japonaises très engagées sur place. Rien n'a filtré de la première réunion. L'objectif n'est pas, semble-t-il, d'accorder un nouveau prêt à l'Algérie, mais de reprofiler en partie la dette.

Le FMI versera 4 milliards de dollars à l'Inde en septembre

Une première partie du prêt que le FMI a consenti à l'Inde - soit 4 milliards de dollars sur les six accordés - sera versée en septembre, a annoncé, jeudi 22 août, le gouverneur de la Banque centrale, M. S. Venkataratnam. Les 2 milliards de dollars restants seront versés plus tard. Aucune date n'a été précisée.

Ce prêt du FMI doit aider l'Inde à faire face à une crise économique et financière sans précédent : les réserves de changes du pays ne représentent plus le mois dernier que deux semaines d'importations et New-Delhi a dû vendre d'importantes quantités d'or pour faire face aux échéances d'une dette extérieure qui atteint 72 milliards de dollars.

Le prêt du FMI a été accordé en contre-partie de très importantes mesures de libéralisation décidées par le nouveau premier ministre indien, M. Narasimha Rao, mesures qui ont été annoncées au début du mois : suppression des licences d'importation, convertibilité à terme de la roupie, possibilité pour les étrangers de devenir majoritaires dans le capital des entreprises indiennes.

président Saddam Hussein dans le sud de l'Irak. Selon l'agence, l'armée irakienne a mis le feu jeudi à des champs de roseaux, dans les marais du sud du pays, pour « prévenir de futurs assauts des opposants qui utilisent ces espaces comme « boucliers » pour leurs opérations. Toujours selon l'IRNA, « plusieurs explosions » ont été entendues dans le sud de l'Irak mercredi soir, la plupart provenant de la ville irakienne de Tammuz. - (AFP).

Pertes exceptionnelles de News Corp. - News Corp., le groupe multimédia de M. Rupert Murdoch, a annoncé une perte nette de 393 millions de dollars australiens (1,8 milliard de francs) pour l'exercice annuel clos le 30 juin. Ce résultat tient compte de pertes exceptionnelles de 3,4 milliards de francs liées notamment à la vente de neuf magazines américains et à la restructuration de la dette du groupe. Le chiffre d'affaires du groupe a progressé de 25 % pour dépasser 52 milliards de francs, la croissance provenant essentiellement des Etats-Unis.

Décès de Paul Miller, ancien président d'Associated Press. - Ancien président de l'agence américaine Associated Press, Paul Miller est mort à l'âge de quatre-vingt-quatre ans en Floride, mercredi 21 août. Il était entré au groupe Gannett en 1947 et l'avait présidé de 1957 à 1978, contribuant largement à le faire croître de dix-neuf à cinquante-trois quotidiens.

Arrestation d'un chef de la guérilla salvadorienne

Les Etats-Unis annulent une partie de leurs créances sur la Bolivie

Les autorités salvadoriennes ont annoncé, jeudi 22 août, l'arrestation de M. Eugenio Martinez, l'un des chefs du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), et de trois autres guérilleros. Deux nouveaux missiles anti-aériens ont par ailleurs été découverts dans un magasin de pneus de San Salvador, où quatre engins de ce type avaient été saisis la veille. Devant la presse réunie au quartier général de la police, M. Martinez, qui se fait aussi appeler « commandant Marcos Jimenez », a déclaré qu'il avait le grade de colonel au sein du FMLN et qu'il participait à la mise sur pied d'une organisation politique, dans la perspective d'un cessez-le-feu dans la guerre civile salvadorienne. - (Reuters, AFP).

Les Etats-Unis annulent une partie de leurs créances sur la Bolivie

Les Etats-Unis ont annoncé, jeudi 22 août, qu'ils allaient annuler une partie de la dette de la Bolivie et de la Jamaïque. De plus, les intérêts versés par ces deux pays sur leurs emprunts seront rééchelonnés. Cette décision a été prise dans le cadre de l'« Entreprise pour l'Initiative des Amériques » lancée en 1990 par M. George Bush.

La dette bolivienne, qui atteint 38 millions de dollars, reviendrait à 7,7 millions de dollars. Le montant de la dette de la Jamaïque n'a pas été indiqué. Le porte-parole du département d'Etat a en revanche précisé que ces mesures d'annulation de dette étaient justifiées par les réformes économiques entreprises, notamment par l'ouverture aux investissements étrangers.

Enquête sur un naufrage

La justice fait renflouer un chalutier breton

Le meurtre d'un berger

Vendetta campagnarde dans les Alpes-Maritimes

SPORTS

La déprime des athlètes de l'Est

La veille des championnats du monde d'athlétisme à Tokyo. 14

CULTURE

« Atlantis » de Luc Beeson

Le répertoire par Christian Rist

Le Festival d'Uzeste musical

Le logement des Français

Les Espagnols et le Pays basque

Services

Abonnements 21

Carnet 20

Echecs 14

Jeux 12

Loto, Tac-O-Tac 20

Météorologie 20

Philatélie 20

Radio-Télévision 21

Spectacles 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 23 août 1991 a été tiré à 590 107 exemplaires.